

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Adresse provisoire : Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie monsoise : 5, avenue Léon Blum - 59370 Mons-en-Barœul

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre de Hélène Stern

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

Sommaire

- **Déclaration** _____ p. 5
- **Aux abonnés** _____ p. 6
- **Rémy Janneau** _____ p. 9
Les Lumières face à l'aristocratie de l'épiderme.
- **Nicole Perron** _____ p. 21
Le procureur de la Commune de Paris Chaumette
contre la provocation de Bailly et la guerre (1791).
- **Jean-Jacques Marie** _____ p. 27
Karl Marx, Franz Mehring et Gérard Bloch.
- **Eric Blanc** _____ p. 37
La grève générale de 1905 en Finlande et le droit de vote
pour les femmes.
- **Un article de *LiteraruS*** _____ p. 47
sur les soldats russes à La Courtine (1918).
- **Claudie Lescot** _____ p. 51
L'exposition sur le contingent russe en France 1916-1918.
- **Léon Trotsky** _____ p. 55
Le corps expéditionnaire russe en France.
- **Marc Teulin** _____ p. 59
La provocation policière et le mouvement ouvrier russe.
- **Frank La Brasca** _____ p. 67
Les années noires en Italie (années 1970).
- **La révolution hongroise de 1956** _____ p. 79
- La lettre à un ami de Bielicki.
- Roman Zimand : « *Cela concerne les ouvriers du monde entier* ».
- Pologne-Hongrie dans les *CMO* numéros 31 et 32.
- **Marc Goloviznine et Vadim Rogovine** _____ p. 89
Soljenitsyne et les répressions staliniennes.
- **Chronique des falsifications** _____ p. 103
- **Questions d'histoire** _____ p. 107
- **Pages oubliées** _____ p. 111
Irina Kakhovskaia (S-R de gauche) : Les pogroms dans l'Ukraine
de 1918.
- **Notes de lecture** _____ p. 117

Déclaration

Le 25 juin, à la suite de l'élection d'un nouveau conseil d'administration (CA) du Cermtri, le nouveau président, Michel Sérac, quelques instants après sa réunion mais sans aucun mandat de ce CA, a fait changer clandestinement la serrure des locaux du Cermtri. Ce changement clandestin interdisait au directeur des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Jean-Jacques Marie, qui a fondé cette revue en 1998 avec l'historien trotskyste russe Vadim Rogovine, d'entrer librement dans les locaux où se trouvent les collections et les archives des *Cahiers du mouvement ouvrier* ainsi que de nombreux documents utiles à sa rédaction.

Interpellé au bureau du Cermtri du 1^{er} juillet sur cette décision surprenante, Michel Sérac a évoqué pour la justifier une prétendue « *déclaration menaçante* » de Jean-Jacques Marie lors de l'assemblée générale du Cermtri, après laquelle, selon lui, « *on pouvait tout craindre* » ! Lors du CA qui avait suivi immédiatement cette assemblée générale, il avait pourtant proposé de nommer Jean-Jacques Marie vice-président du Cermtri ! Le changement de serrure a donc été décidé après et ailleurs...

Ce CA a, sous la direction de Michel Sérac, adopté, le 17 septembre, une résolution de quatre pages adressée à tous les adhérents du Cermtri, qui « *condamne le fait que Jean-Jacques Marie, membre du conseil d'administration, ait fait circuler en dehors des instances (sic !) du Cermtri des déclarations mensongères visant à discréditer le Cermtri* », c'est-à-dire les informations non démenties évoquées ci-dessus et qui discréditent les seuls auteurs des faits.

Devant cette agression et cette entrave aux conditions normales de son activité et les imprécations du nouveau président du Cermtri, le comité de rédaction de la revue, dans sa grande majorité, se voit contraint d'assumer de façon indépendante l'édition des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Signataires : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie (co-fondateur et directeur des *Cahiers du mouvement ouvrier*), Roger Revuz.

Marc Goloviznine, qui poursuit l'activité de Vadim Rogovine, ne peut évidemment co-signer l'évocation des problèmes internes au Cermtri qu'il n'a pas vécus. Il s'associe à la décision de publier la revue de façon indépendante.

Les collaborateurs des *Cahiers du mouvement ouvrier* : Charles Allain, Michel Barbe, Bernard Chevreau, Alain Cuenot, Katia Dorey, Dominique Gros, Rémy Janneau, Loïc Le Bars, Jacqueline Trinquet.

Aux abonnés et lecteurs des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Nos buts et objectifs pour la fin 2016 :

Deux numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier* et une conférence

Nous décidons de poursuivre la tradition des *Cahiers du mouvement ouvrier* (CMO) tels qu'ils ont été fondés en 1998.

Le comité de rédaction décide enfin de tenir **une conférence le 26 novembre**, sur le thème même de ce numéro, présentée par **Frank La Brasca**, qui ouvrira la discussion par un exposé sur la provocation policière dans l'Italie des années 1970.

Nos buts et objectifs pour 2017, l'année du centenaire de la révolution russe :

I. Quatre numéros en langue française et quatre conférences

L'année 2017 verra se déverser un tombereau d'ordures sur la révolution d'octobre 1917. Les défenseurs du capitalisme financier trafiquent, déforment, caricaturent la révolution russe parce qu'à leurs yeux elle n'est pas morte, même si la bureaucratie parasitaire a provoqué la chute de l'URSS.

Sa défense est donc une nécessité. Il importe d'établir les faits sans dissimuler ni les problèmes ni les difficultés qu'il faut apprécier au regard des tâches gigantesques de ce premier acte d'une révolution mondiale étranglée par la bourgeoisie du monde avec l'aide de ses lieutenants dans le mouvement ouvrier.

A cette fin, les quatre numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier* de 2017 (73, 74, 75, 76) seront aux trois quarts consacrés à la révolution russe. La revue publiera :

- des documents inédits sur la révolution et la guerre civile (entre autres, des souvenirs de participants) ;
- des textes inédits en français de dirigeants et de militants d'appartenances diverses, du bolchevik Chliapnikov aux socialistes-révolutionnaires de gauche Spiridonova et Kakhovskaia en passant par le menchevik-internationaliste Martov et les dirigeants du Comité de Petrograd du Parti bolchevique, et des extraits des procès-verbaux de ce dernier et des comités centraux des partis menchevique et socialiste-révolutionnaire ;
- les principales mesures prises par la révolution pour la défense des ouvriers et l'émancipation des femmes ;
- des documents soit inédits soit introuvables aujourd'hui sur la bataille internationaliste pour la révolution mondiale ;
- des documents sur la contre-révolution (les Blancs et les diverses puissances impérialistes de la France au Japon) ;
- une critique des publications qui vont se multiplier sur la révolution ;
- une recension systématique des falsifications que les médias répéteront à loisir ;
- des textes de militants russes et ukrainiens.

II. Deux numéros en langue russe, réalisés sous la direction de Marc Goloviznine

Un abonnement distinct de 18 euros permettra de recevoir ces deux numéros.

Chacun de ces numéros fera l'objet d'une conférence de présentation destinée à tous ceux que la révolution russe intéresse.

Comment réaliser ces objectifs ?

Les moyens ne viendront que des abonnements et de la vente de la revue au numéro. Nous invitons tous ceux qui se sentent prêts à la diffuser ne fût-ce, qu'un ou deux numéros, à se faire connaître auprès du directeur de la publication (1).

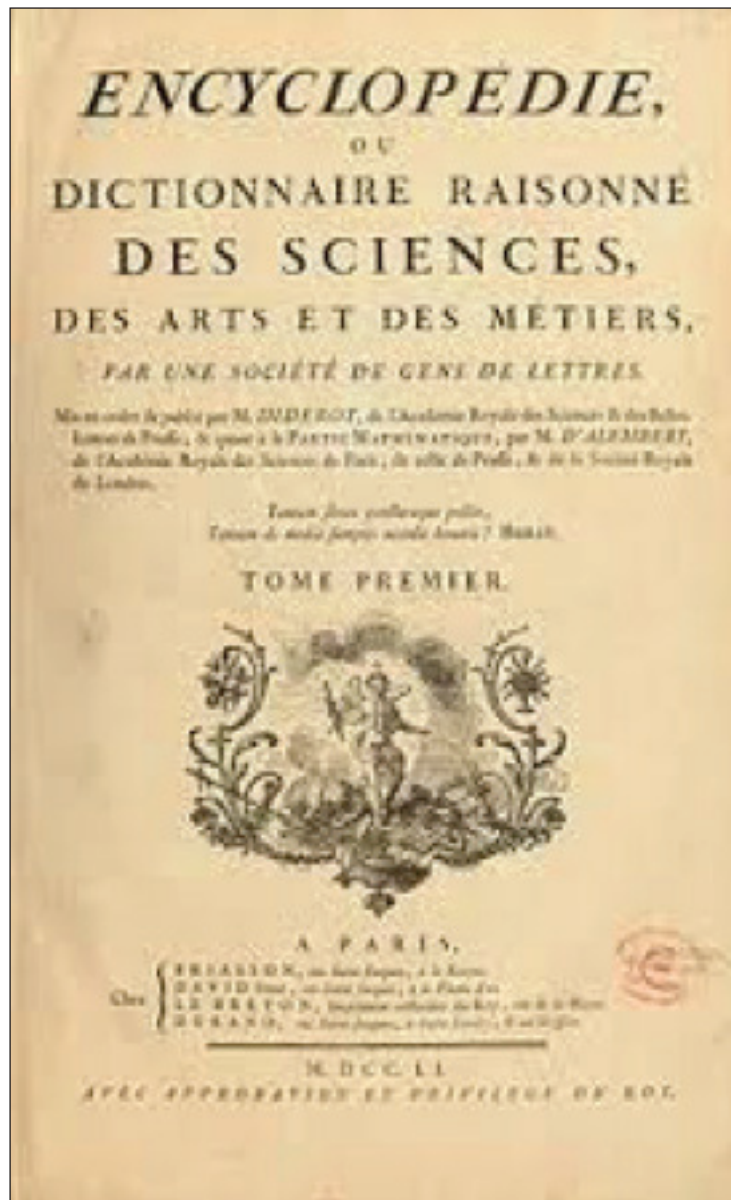
Nous les invitons ensuite à faire connaître la revue et les buts qu'elle se fixe pour l'année 2017 à tous ceux qui manifestent toujours un attachement – même critique – à la révolution qui a ouvert une nouvelle période de l'histoire de l'humanité, comme Stefan Zweig le proclamait en évoquant le train qui ramenait Lénine et dix-huit autres révolutionnaires en Russie à la fin de mars 1917 : « *Le monde changea brutalement d'horaire (...). Avec sa cargaison des révolutionnaires les plus dangereux et les plus décidés de ce siècle, ce train, qui, de la frontière suisse fonçait alors à travers toute l'Allemagne vers Petrograd se préparait à faire exploser l'ordre du temps.* »

N'est-ce pas toujours, voire plus que jamais, à l'ordre du jour ?

(1) En l'attente du règlement des problèmes matériels et administratifs divers, les abonnements (32 euros pour 4 numéros en France, 35 euros hors de France, soutien 50 euros) et autres paiements doivent être adressés à Héléne Stern, 18, rue Ferrus 75014 Paris, et la correspondance concernant le contenu de la revue à Jean-Jacques Marie, 36, rue de Picpus 75012 Paris.

**Les Lumières face
à l'aristocratie
de l'épiderme**

Rémy Janneau



Les Lumières face à l'aristocratie de l'épiderme (1)

Trop souvent traitée comme un aspect annexe, voire un peu exotique, de la Révolution française, la question coloniale y tient au contraire une place centrale, et c'est à juste titre qu'Aimé Césaire y voyait « *LA question de la Révolution elle-même* » (2). Il est vrai que ce n'en est pas non plus la page la plus glorieuse. Après près avoir solennellement déclaré, en effet, que « *tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* », des Constituants pétris, pour la plupart, de l'universalisme des *Lumières* maintinrent l'esclavage, subventionnèrent la traite et refusèrent le droit de vote aux hommes de couleur libres (3). Il fallut attendre 1794 et la Convention montagnarde pour que l'esclavage soit enfin aboli.

Cette question est évidemment pain bénit pour les détracteurs « de gauche » de la Révolution et pour ceux qui, suivant une formule de Philippe Corcuff, n'apprécient les *Lumières* que soigneusement « *tamisées* ». Nonobstant leurs fins obscurantistes, ces procès rétrospectifs ne sont pas de mise en Histoire. L'historien n'est ni un juge ni un avocat, moins encore un procureur. Si l'on veut comprendre et expliquer ce qui peut effectivement apparaître comme une trahison des idéaux, l'expression d'un égoïsme de classe, voire la rémanence d'un préjugé raciste, il convient de remonter aux causes profondes de ces reculs et de ces reniements des Assemblées constituante et législative, des hésitations même de la Convention. Les intérêts en jeu, ceux des planteurs, organisés dans l'influent club Massiac, et ceux de la

bourgeoisie des villes portuaires (4), dont les affaires sont liées au commerce colonial, n'expliquent pas tout. Sauf à sombrer dans une lecture étroitement économiste et mécaniste de l'Histoire, il convient de se pencher sur l'outillage conceptuel de ceux qui la font, en l'occurrence l'héritage réel des *Lumières* et plus généralement du XVIII^e siècle.

(1) Expression de Léger-Félicité Sonthonax, l'un des deux commissaires civils qui abolirent l'esclavage à Saint-Domingue, pour désigner la barrière de couleur que les planteurs blancs avaient dressée, vers 1720, entre eux et la population de couleur. Cette expression est aussi le titre d'un excellent ouvrage de Florence Gauthier : *L'Aristocratie de l'épiderme. Le combat de la société des citoyens de couleur. 1789-1791* – CNRS Editions – 2007.

(2) Cité par Yann-Arzel Durelle-Marc – *Sur la question coloniale (1789-1791) : l'idéal libéral à l'épreuve des colonies* – Page 54 – In F. Régent, J. F. Niort et P. Serna (Dir) - *Les Colonies, la Révolution française, la Loi* – Presses universitaires de Rennes. 2014.

(3) Le terme *Noirs* désigne les esclaves, celui d'*hommes de couleur* les métis libres, souvent propriétaires, plus dynamiques que les planteurs blancs et considérés par eux comme des concurrents. « *L'aristocratie de l'épiderme* » a donc un fondement plus social que « racial ».

(4) Planteurs et négociants des villes portuaires étaient séparés par la question de l'Exclusif, qui réservait à la métropole le commerce avec ses colonies. Les négociants en usaient et abusaient, achetant les denrées coloniales le moins cher possible mais vendant aux planteurs les produits manufacturés le plus cher possible. Cette question les opposera jusqu'en mars 1790. A cette date, ils feront cause commune contre les droits des métis et pour le maintien de l'esclavage.

L'émergence d'un intérêt pour la condition des esclaves

L'intérêt pour la condition des esclaves apparaît dans la littérature française dans les années 1735-1740, en écho aux révoltes qui touchent la Jamaïque en 1720 puis en 1734, puis la partie française de Saint-Domingue (5) en 1758. En écho également au marronnage, c'est-à-dire à la formation, dans des zones montagneuses ou forestières difficilement accessibles, de communautés d'esclaves fugitifs pouvant regrouper plusieurs milliers de noirs qui finissent par contrôler des régions entières et pillent les plantations.

Au siècle de Voltaire et de Beccaria (6), les Européens les mieux informés s'émeuvent des traitements atroces trop couramment infligés aux esclaves : marque au fer rouge, administration du fouet, humiliations et violences gratuites, voire mise à mort à la première incartade. Le baron Wimpfen, le colonel Malenfant, le comte de Ségur, lui-même planteur, Jean-Bernard Bossu, officier de marine (7), ont laissé des témoignages effarants : nègres enterrés vivants, jetés dans des fours, « parties honteuses » brûlées au fer rouge, membres brisés à coups de marteau, dents arrachées, esclaves enduits de miel et dévorés vivants par les fourmis... Ces atrocités sont monnaie courante, en toute impunité.

L'abbé Prévost (8), Voltaire (9), Bernardin de Saint-Pierre (10) expriment dans leurs œuvres un mélange d'indignation, de crainte et de compassion. A partir de Montesquieu (11), la mauvaise conscience et la déploration évoluent vers un réformisme visant, en « *humanisant* » l'esclavage, à le rendre plus productif et à prévenir les révoltes, puis vers un abolitionnisme qui s'exprime dans un nombre – au demeurant limité – d'articles de *L'Encyclopédie* (12). Dans l'article *Population* (1766), Etienne-Noël Damilaville (13) voit dans la traite, dans l'esclavage et dans la colonisation, autant de causes de dépopulation, ce qui l'amène à une condamnation sans appel.

Dans l'article *Traites des nègres*, le chevalier de Jaucourt (14) écrit : « *Si un commerce de ce genre peut être légitimé*

par un principe de morale, il n'y a point de crime, quel qu'atroce qu'il soit, qu'on ne puisse légitimer. » Il ajoute cette phrase qui inspirera Dupont de Nemours et Robespierre : « *Que les colonies européennes soient plutôt détruites que de faire tant de malheureux !* » Cette position radicale se retrouve, sous une forme plus nette encore, dans la seconde édition de *l'Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les Deux Indes* (15), fruit de la collaboration de l'abbé Raynal et de Diderot.

(5) La colonie française couvrait la partie occidentale de l'île (la future Haïti). La partie orientale était espagnole.

(6) Voltaire (1694-1778) s'est élevé contre la torture, pratique indigne d'une époque civilisée. Cesare Beccaria (1738-1794), juriste et criminaliste italien, est l'auteur en 1764 d'un *Traité des délits et des peines* dans lequel il condamne lui aussi l'emploi de la torture, préconise la proportionnalité des peines et l'abolition de la peine de mort. Son influence sera considérable au sein des élites éclairées.

(7) Ces auteurs sont cités par Pierre Pluchon – *Nègres et juifs au XVIII^e siècle. Le racisme au temps des Lumières* – Tallandier – 1984 – Pages 165, 166, 172 et 177. Ouvrages cités : Colonel Malenfant – *Des colonies et particulièrement de celles de Saint-Domingue. Mémoire historique et politique* - Paris – 1814 ; Comte de Ségur – *Mémoires, souvenirs et anecdotes* - 1824 ; J. B. Bossu – *Nouveaux voyages aux Indes occidentales* – 1768.

(8) Abbé Prévost - *Le pour et le contre*. Stemplarkin. Voltaire Foundation. Oxford – Page 593 – Edition en deux volumes : 1746.

(9) *Candide* – in *Contes de Voltaire* – Livre de poche – 1961 – Première édition : 1758.

(10) Jacques-Henri Bernardin de Saint-Pierre (1737-1814) - *Voyage à l'île de France* – Anonyme – Merlin - 1773.

(11) *De l'esprit des lois* – Livre XV Chapitre V – Tome 1 - GF Flammarion – 1979 – Page 393.

(12) *Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert – Franco-Maria Ricci Editore.

(13) Etienne Noël Damilaville (1723-1768) – Encyclopédiste, proche de Voltaire, de Diderot et surtout de D'Holbach. Comme ces deux derniers, matérialiste et athée.

(14) Louis de Jaucourt (1704-1779). Il fut, parfois sous le pseudonyme de Louis de Neufville, l'un des principaux rédacteurs de *l'Encyclopédie* (17 000 articles sur 68 000 !).

(15) Guillaume Thomas Raynal, Denis Diderot et Al - *Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les Deux Indes*. Pellet - Première édition : 1770. Seconde édition augmentée : 1780. Titre plus courant : *Histoire des Indes*.

Les philosophes face à l'esclavage

Dans cette seconde moitié du siècle, cependant, la référence reste Montesquieu dont la condamnation de l'esclavage est connue, dès 1748, par cette page remarquable de *De l'Esprit des lois* (16) où il ridiculise, avec une ironie mordante, les arguments des défenseurs de la traite et de l'esclavage. Il est le premier à quitter le terrain juridique de la simple déploration pour le terrain juridique : en conclusion, il appelle de ses vœux une convention générale de suppression de l'esclavage signée par tous les Etats. Il est vrai que, dans l'attente de cette hypothétique convention, il s'accommodera des réalités. D'autant qu'adepte de la théorie des climats il tient pour acquis que ceux-ci déterminent le tempérament des peuples et les régimes politiques qui leur conviennent : la chaleur rend indolent, les hommes qui y sont soumis n'effectuent les travaux pénibles que sous la menace d'un châtement... Ajoutée à la chaleur, l'étendue génère des régimes despotiques dont tous les sujets sont politiquement esclaves, ce qui relativise l'esclavage socio-économique pratiqué dans les colonies. Au total, Montesquieu ne demande, en attendant, qu'une « humanisation » de l'esclavage, qui en ôtera « les abus et les dangers ». « L'humanité que l'on aura pour les esclaves, écrit-il, pourra prévenir [...] les dangers que l'on pourrait craindre de leur trop grand nombre. »

Cela fait-il de lui un défenseur hypocrite de l'esclavage, comme le suggère Julien Lafontant (17), voire, comme l'affirment Louis Sala-Molins (18) et Laurent Estève, un « négrier » (19) intéressé au commerce du « bois d'ébène ». Yves Benot (20) a fait justice de ces accusations, fondées, au départ, sur une confusion doublée d'un amalgame. En 1722, Montesquieu contribue à un achat d'actions de la Compagnie des Indes pour le compte de l'Académie de Bordeaux. A cette confusion, s'est ajouté un amalgame : le dividende portait sur le trafic dans l'océan Indien, sans rapport direct avec la traite négrière. A force d'être répétée, l'affirmation a fini néanmoins par être considérée comme une

vérité établie. Montesquieu n'est pas, loin s'en faut, un révolutionnaire, mais chercher à faire de lui un « négrier » relève d'un procès politique qui a plus à voir avec la haine des *Lumières* qu'avec la recherche historique.

La même présomption de culpabilité pèse sur Voltaire, d'autant qu'il n'est pas, lui, universaliste, mais polygéniste. Les Noirs ne sont, pour lui ni de même origine ni de même nature que les Blancs. Leur apparence physique et « la mesure de leur intelligence, écrit-il dans *l'Essai sur les mœurs* (1761), *mettent entre eux et les autres espèces d'hommes des différences prodigieuses* » (21). Le climat lui-même n'y peut rien changer : « *Des nègres et des négresses, transportés sous les pays les plus froids, y produisent toujours des animaux de leur espèce.* » Si choquants que puissent aujourd'hui sembler les termes, ce polygénisme n'empêche pas Voltaire de flétrir l'esclavage comme un crime de lèse-humanité. L'indignation de *Candide* ne lui épargne pas pour autant, à lui non plus, l'accusation d'avoir « *trempe dans la Traite* » (22).

La cause semble depuis longtemps entendue : Voltaire possédait, dans des « *sociétés de commerce négrier* » des actions « *fort juteuses* » (23), « *une part de 5 000 livres dans un négrier nantais* », répète, décennie après décennie, le *Guide vert* de Bretagne (24). Un certain nombre d'his-

(16) Livre XV, chapitre V - Garnier-Flammarion - Pages 472-473.

(17) Julien Lafontant - *Montesquieu et le problème de l'esclavage dans L'Esprit des lois* - Editions Naaman - Sherbrooke - 1979.

(18) Louis Sala-Molins - *Le Code Noir ou le calvaire de Canaan* - PUF - 1987.

(19) Sala-Molins.

(20) Yves Benot - *Les Lumières, l'Esclavage, la Colonisation* - Textes réunis et présentés par Roland Desné et Marcel Dorigny - La Découverte - Paris - 2005

(21) Voltaire - *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations* - Tome premier - Arnaud Ambrée - 1829 - Page 6 - Première édition : 1756.

(22) Hugh Thomas - *La Traite des Noirs* - Bouquins - 2006.

(23) Christiane Taubira - *L'Esclavage raconté à ma fille* - Bibliophane - 2003/Philippe Rey - 2015.

(24) *Guide vert Bretagne sud* - Michelin - Edition 2015 - Page 389.

toriens, Hugh Thomas, Pierre Pluchon, Nelly Schmidt (25) notamment, semblent tenir le fait pour acquis. L'accusation, qui remonte à 1877, repose sur une lettre publiée par un obscur folliculaire du nom de Jacquot, lettre qui sera par la suite reconnue apocryphe... Tous les documents relatifs aux affaires de Voltaire ayant été perdus, les « preuves » sont minces ! Reconnaissons à Voltaire, comme à tout accusé, cet acquis de la Révolution : la présomption d'innocence...

Voltaire n'a pas écrit de traité portant spécifiquement sur l'esclavage. Ses quelques prises de positions sont disséminées dans ses œuvres. La plus connue est contenue dans la réponse du nègre mutilé à Candide : « *C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe* » (26). Elles peuvent être ambiguës, voire contradictoires, être exprimées sur le mode d'une ironie qui n'est plus toujours comprise aujourd'hui, mais qui faisait mouche à l'époque. Il faut cependant beaucoup de malveillance – une malveillance idéologiquement intéressée – pour en faire un complice de l'esclavage. Il était tout simplement l'homme d'autres combats. Avec le recul de deux siècles, sa contribution à la dénonciation de l'esclavage peut nous sembler fort modeste. Elle n'en a pas moins été réelle.

Rousseau, à plus forte raison, tombe sous le coup de la vindicte de Louis Sala-Molins, qui fustige son « *je-m'en-foutisme concernant les esclaves et le Code noir* » (27) et lui reproche de ne pas avoir dénoncé le « *génocide afro-antillais* ». Le silence du *Contrat social* sur l'esclavage des Noirs prouverait que Jean-Jacques ne reconnaît pas ceux-ci pour des égaux. Par sa faute, « *l'affaire des Noirs afro-antillais ne figurera pas dans le mode d'emploi de la Révolution* ». C'est perdre de vue la portée de sa condamnation sans appel de toute forme d'esclavage : « *Ces mots esclavage et droit sont contradictoires. Ils s'excluent mutuellement* » (28). Pour formelle qu'elle puisse paraître, cette condamnation, beaucoup plus nette encore que celle de Montesquieu, est sans précédent. Conclure de son caractère général qu'elle exclut les Noirs relève, au mieux, du contresens.

Des « variétés dans l'espèce humaine »

Ce « *philosophique mépris* » renverrait, selon Louis Sala-Molins, à Buffon, dont le tome premier de l'*Histoire naturelle* (29) paraît en 1749, un an après *De l'esprit des lois*. L'ouvrage comporte un chapitre sur les « *variétés dans l'espèce humaine* » qui peut sembler apporter un renfort aux tenants d'une différenciation plus ou moins irréversible des populations. Seule la zone tempérée réunirait, en effet, les conditions permettant le développement de la civilisation. Le froid au nord, la chaleur et l'aridité au sud auraient éloigné les autres branches de l'humanité du type européen originel, les assignant à un niveau de développement primitif. Les caractères acquis auraient fini par devenir stables. Ainsi, sous l'effet de la chaleur extrême, la couleur noire de la peau serait *devenue* héréditaire. *Stable* cependant ne signifie pas *irréversibles*. Dans d'autres conditions, ces caractères stables peuvent à leur tour changer sur de longues périodes. La couleur de peau, les mœurs, la culture seraient ainsi le fruit des circonstances historiques et géographiques, mais il n'est qu'une humanité. Les Noirs sont les semblables de leurs maîtres. Il est difficile de voir en Buffon un défenseur de l'esclavage : « *Ne sont-ils pas assez malheureux d'être réduits à la servitude, d'être obligés de toujours travailler sans pouvoir jamais rien acquérir, faut-il encore les excéder, les frapper, et les traiter comme des animaux ? L'humanité se révolte contre ces traitements* » (30). Buffon, pour autant, ne sera pas abolitionniste. Il s'en tiendra à une « *humanisation* » de l'esclavage.

(25) Pierre Pluchon – Nègres et juifs au XVIII^e siècle. Le racisme au temps des Lumières – Tallandier – 1984. Nelly Schmidt – L'Abolition de l'esclavage. Cinq siècles de combats (XVI^e-XX^e siècle) – Fayard – 2005.

(26) Page 198.

(27) OC – Page 246.

(28) Jean-Jacques Rousseau – *Du contrat social* – Livre premier, chapitre IV – Editions Ratié – Page 19.

(29) Leclerc de Buffon – *Histoire naturelle générale et particulière* – Dufart – An VII.

(30) Additions au tome premier de l'histoire naturelle. Cité par Michèle Duchet. OC.

Partant de prémisses totalement différentes, Helvétius (31), philosophe matérialiste, conclut lui aussi à une différenciation des « *types humains* », qu'il répartit sur un « *éventail* » allant des Africains et des Caraïbes, représentants de l'inertie et de l'enfance de l'humanité, aux Asiatiques, incarnations de sa décadence et de sa vieillesse, les Européens représentant, quant à eux, la civilisation et la maturité. Comme Buffon, Helvétius postule l'unité du genre humain. Les hommes naissent avec les mêmes potentialités intellectuelles, les mêmes besoins et un même désir de les satisfaire. La différenciation est le fruit de l'Histoire. Selon les sollicitations du milieu et le régime sous lequel ils vivent, les hommes seront plus ou moins apathiques ou « *industriels* ». L'inertie des Africains et des Caraïbes serait due à leur petit nombre et à leurs besoins limités, la mollesse des Asiatiques au joug du despotisme. Nombreux, jouissant de « *l'état de lois* », les Européens sont, au contraire, actifs et « *industriels* ».

Ce qu'Helvétius reproche à l'esclavage, c'est d'être un facteur d'évolution vers le despotisme, stade ultime des sociétés : un peuple qui traite ses esclaves comme un despote ses sujets s'avilit lui-même et se condamne à perdre sa propre liberté. Dans un passage célèbre de *De l'esprit*, il condamne donc très clairement l'esclavage : « *Il n'arrive point de barrique de sucre en Europe qui ne soit teinte de sang humain.* » Cette condamnation ne dépassera pas toutefois le stade de la déploration et d'un regard pessimiste : « *Détournons nos regards d'un spectacle si funeste, et qui fait tant de honte et d'horreur à l'humanité.* »

Les théories de Buffon et d'Helvétius remplacent-elles, comme l'écrit Pierre Boule, des théories religieuses qui ne tiennent plus dans « *un discours raciste, construit graduellement à partir du XVI^e siècle [et] pleinement en place en France au milieu du XVIII^e* » (32) ? Buffon pose le principe de l'unité et de l'unicité de l'espèce humaine mais, à la différence du très fixiste Linné, il entrevoit, avec les outils intellectuels dont il dispose, l'évolution et l'hérédité des caractères acquis que reprendra Lamarck, ouvrant la voie au transfor-

misme. Faire de lui un raciste avant la lettre est aussi pertinent que de faire de Lamarck un précurseur de Lyssenko ! Helvétius définit, quant à lui, « *l'inertie* » des Africains et la « *mollesse* » des Asiatiques, non comme l'expression d'une essence qui les assignerait à une infériorité ou à une « *différence* » irréversible, mais comme des stades d'une évolution liée aux circonstances historiques.

Sans doute est-il plus juste de parler d'un racialisme, dont on percevra les traces, chez les historiens, jusqu'à l'extrême fin du XIX^e siècle (33). Il reste que ces théories accréditent, au corps défendant de leurs auteurs, l'idée d'une malédiction climatique ou historique qui place toujours les Noirs en situation d'infériorité. Ils sont des semblables, non des égaux. Les deux camps peuvent en tirer argument. Les défenseurs de l'esclavage argueront que, si les Noirs peuvent « *évoluer* », les arracher à la « *barbarie africaine* » pour en faire, dans une société réputée plus policée, des laboureurs et de bons chrétiens est un progrès. Les abolitionnistes, qui jugent l'esclavage contraire à l'humanité et au droit naturel, admettront la nécessité d'une émancipation très progressive, qui aurait le double avantage de ne pas « *ruiner les colonies* » et de laisser aux Noirs le temps de recevoir une éducation leur permettant le moment venu de bien user de leur liberté.

La critique des physiocrates

La critique la plus acerbe viendra des physiocrates, bien informés par des administrateurs soucieux de défendre les colonies contre les colons eux-mêmes. Loin de se fonder sur l'humanisme – Le Trosne tient les nègres pour « *des animaux servant à la culture* », Mercier de La Rivière (34), pourtant lié à Dide-

(31) Claude-Adrien Helvétius – *De l'esprit* – Durand - 1758.

(32) Pierre H. Boule – *Race et esclavage dans la France de l'Ancien Régime* – Perrin – 2007 – Page 79.

(33) Dans leur *introduction aux études historiques*, parue en 1898, Charles-Victor Langlois et Charles Seignobos jugent encore bon d'inviter les étudiants à « *écarter entièrement la notion de race* ».

rot et à Raynal, les juge « *méchants par état* » (35) – leur critique est d'ordre strictement économique. La terre étant pour eux la seule richesse qui vaille et le moteur de l'économie l'enrichissement des producteurs, au nombre desquels ils rangent, au premier chef, les propriétaires fonciers, ils préconisent le mode d'exploitation le plus rationnel possible, et l'esclavage est, à leurs yeux, parfaitement contre-productif. Dans une lettre à son frère, alors économiste de renom, le bailli de Mirabeau insiste sur la faible productivité du travail des esclaves. Dupont de Nemours (36) juge qu'il conduit à la faillite. La conclusion de l'intendant Pierre Poivre, qui, avant d'administrer les îles de France (Maurice) et de Bourbon (Réunion), a pu comparer la productivité d'un travailleur libre à celle d'un esclave, est sans appel : « *Après ce que j'ai vu en Cochinchine, je ne puis douter que des cultivateurs libres à qui on aurait partagé sans réserve les terres de l'Amérique ne leur eussent fait rapporter le double du produit qu'en tirent les esclaves* » (37). L'esclavage est donc un système périmé, économiquement contre-productif et socialement dangereux, dont les physiocrates demandent fort logiquement la suppression, mais ils en mesurent très vite les résistances, et, comme les philosophes... s'en accommodent. Faute de l'émancipation progressive souhaitée, leurs propositions n'iront plus au-delà d'un réformisme visant à améliorer le sort des esclaves, qui, plus heureux, aimeront leurs maîtres et travailleront plus efficacement.

Ziméo et Spartacus

A partir des années 1770, s'affirment des positions plus radicales. Les révoltes et le marronnage trouvent à leur tour un écho dans la littérature sous la forme du héros noir insurgé inspiré de personnages réels : Cudjoc et Moses Bom Saam, chefs des marrons de la Jamaïque, Macandal, âme de la révolte de Saint-Domingue en 1758, Bonnie, fondateur de la communauté des marrons de Guyane. Dans un roman d'anticipation qui situe l'action, comme le titre l'indique, en 2440, Sébastien Mercier (38) imagine un monde où les révoltes

populaires auraient permis l'abolition de l'esclavage et l'émancipation des colonies. Le roman s'ouvre sur la description d'une statue montrant les représentants des anciennes puissances esclavagistes agenouillés devant la statue d'un grand Noir qui a été le libérateur de son peuple. Cette figure se retrouve dans *Ziméo*, conte publié en 1773, dans lequel Jean-François de Saint-Lambert, publiciste lié aux philosophes et aux physiocrates, exalte la révolte d'un nègre marron de la Jamaïque et défend une position très clairement abolitionniste (39). Dans l'édition de 1780 de *l'Histoire des Indes*, au terme d'un véritable réquisitoire (40) contre cet « *odieux état* », Diderot appelle de ses vœux « *la venue d'un Spartacus noir qui ne trouvera point de Crassus* », un Spartacus qu'il souhaite « *assez courageux pour conduire les esclaves à la vengeance et au carnage et [...] rétablir les droits de l'espèce humaine* » en remplaçant le « *Code noir* » par un « *Code blanc* ». Un quart de siècle avant l'indépendance d'Haïti, ce passage peut sembler prophétique.

Mais, précisément, voir dans ces écrits autant d'appels à l'insurrection ne relève-t-il pas d'une lecture rétrospective ? La condamnation de l'esclavage est tempérée, chez Saint-Lambert, par la présence d'un bon maître dont les anciens esclaves prennent la défense lorsque sa plantation est attaquée. *Ziméo* s'insurge essentiellement contre les mauvais traitements subis. Le « *carnage* » ne frappe

(34) Guillaume-François Le Trosne (1728-1780), Pierre-Paul Mercier de La Rivière (1719-1801), physiocrates. Mercier de La Rivière fut intendant de la Martinique.

(35) Cités par Michèle Duchet – *Anthropologie et Histoire au siècle des Lumières* – Maspero – 1971. Page 163.

(36) Pierre Samuel Dupont de Nemours (1739-1817) – Physiocrate proche de François Quesnay et de Turgot. Député à l'Assemblée Constituante.

(37) Cité par Michèle Duchet – OC. Page 164.

(38) Sébastien Mercier – *L'An deux mille quatre cent quarante. Rêve s'il en fut jamais* – Librairie de la bibliothèque nationale – 1887. Première édition : 1771.

(39) Jean-François de Saint-Lambert – *Ziméo, par Georges Filmer né primitif* – Amsterdam – 1769 – Le conte est inséré dans *Les saisons*.

(40) Tome 6 - Pages 100 à 139.

que les mauvais maîtres et leurs familles. Est-ce à dire qu'il est possible, suivant l'exemple de Wilmouth, maître généreux qui n'exige de ses esclaves qu'un travail modéré, les autorise à vendre leur production et les affranchit au bout de dix ans, d'humaniser le système et de déboucher dans le long terme sur une émancipation progressive ?

Diderot n'est pas moins ambigu. Dans un autre passage de la même édition, il se prononce, en effet, pour l'autonomie des colonies, ce qui, dans le contexte de l'époque, ne peut signifier qu'un *self-government* des colons. « *Pour rendre l'esclavage utile, il faut du moins le rendre doux* », écrit-il encore, ce qui n'écarte pas, a priori, même si elle semble improbable, une « humanisation » de l'esclavage. La justification de la révolte du « *Spartacus noir* », qui traduit indéniablement l'indignation de l'anticolonialiste Diderot, annonce, en fait, ce qui risque d'arriver si les Blancs persistent à maintenir inchangée cette forme d'exploitation inhumaine.

Limites et ambiguïtés de l'héritage des Lumières

Diderot est mort en 1784 et il est vain de spéculer sur les positions qui auraient pu être les siennes lorsque les Noirs et les métis se sont effectivement insurgés. La Révolution venue, Saint-Lambert optera pour un esclavage humanisé en attendant un affranchissement très progressif. En 1791, il ira jusqu'à donner la priorité aux droits des métis libres, en qui il verra des alliés possibles contre les esclaves. Ceux des hommes des *Lumières* qui vécurent les premières années de la Révolution s'en tinrent à des positions modérées, et l'on peut observer une convergence : qu'ils s'en soient tenus à la déploration, qu'ils aient opté pour le réformisme ou pour le « *Spartacus noir* », tous se sont repliés *in fine* sur la revendication d'une simple « humanisation » de l'esclavage en attendant une très hypothétique émancipation s'étalant sur plusieurs décennies.

La position la plus emblématique, à cet égard, est celle de Condorcet qui incarne le passage de témoin entre la génération

des *Lumières* et celle de la Révolution. Avant d'être président de la Société des amis des Noirs et d'en rédiger le programme, il avait publié, en 1781, des *Réflexions sur l'esclavage des Nègres* (41). L'esclavage y est dénoncé comme « *un crime* » (42), contraire au droit naturel, mais l'affranchissement s'échelonna sur plusieurs décennies. Encore les Noirs seront-ils, dans un premier temps, soumis à une discipline extrêmement sévère, le temps d'apprendre à user de leur liberté.

Telle est la conviction dont sont porteurs, à la veille de la Révolution, ceux qui vont en être les acteurs. Telle est, en particulier, la doctrine de la *Société des amis des Noirs*, que Brissot définit en ces termes : « *Non seulement la Société des amis des Noirs ne sollicite point en ce moment l'abolition de l'esclavage, mais elle serait affligée qu'elle fût proposée. Les Noirs ne sont pas encore mûrs pour la liberté, il faut les y préparer : telle est la doctrine de cette Société* » (*Le Patriote français*, 24 août 1789).

Les hommes des *Lumières* et après eux, ceux de la Révolution, se sont heurtés à deux barrières, pour eux infranchissables. La première était celle du capitalisme montant, dont ils étaient les défenseurs. A un moment où les bénéfices tirés de la traite négrière et du commerce colonial atteignaient des records, une suppression effective de l'esclavage et de la traite eût heurté de plein fouet les intérêts des franges supérieures de la bourgeoisie. Comme l'a écrit Michèle Duchet : « *L'humanisme des philosophes [s'est ajusté] à des réalités d'ordre économique, social et politique* » (43). Pour abolir l'esclavage, il fallait plus que des réformes, il fallait une révolution sociale.

A cette contradiction entre les aspirations généreuses et les réalités socio-économiques, s'ajoutait un second handicap, d'ordre idéologique : la perspective d'une émancipation très progressive trahit l'idée peu avouable que les Noirs pourraient mal

(41) Nicolas Caritat marquis de Condorcet alias M. Schwartz – *Réflexions sur l'esclavage des nègres* – Société typographique de Neufchâtel – 1781.

(42) Page 9.

(43) Michèle Duchet – OC - page 145.

user d'une liberté à laquelle ils ne sont pas préparés, qu'une abolition trop brutale leur serait nuisible, qu'il faudra de longues années d'éducation pour que cette liberté soit profitable à tous.

Les Lumières au feu de la Révolution

Jusqu'au décret historique du 16 pluviôse an II (16 février 1794) instaurant la « *liberté générale* », l'histoire des assemblées révolutionnaires n'est, sur la question coloniale, que celle de leurs capitulations : acceptation de la présence des colons, qui au regard même de la législation royale, n'avaient rien à faire là, refus de toute représentation des métis, délégation aux assemblées coloniales exclusivement composées de Blancs de toute délibération sur le « *statut des personnes* », répression, avec une férocité digne de l'Ancien Régime (44), de l'insurrection des hommes de couleur de Saint-Domingue, constitutionnalisation de l'esclavage, refus du droit de vote aux hommes de couleur libres... (45). La Constituante a, pour citer Yann-Arzel Durelle-Marc, « *trébuché sur l'universel* ». Le combat courageux des abolitionnistes et des défenseurs de l'égalité des droits n'en est que plus remarquable. On en retient généralement la formule de Robespierre (qui ne fut, quant à lui, jamais membre de la *Société des amis des Noirs*) répondant, en plein débat sur la « *constitutionnalisation* » de l'esclavage, à l'esclavagiste Moreau de Saint-Méry : « *S'il fallait ou perdre vos colonies, ou perdre votre bonheur, votre gloire, votre liberté, je répéteraï : périssent les colonies !* » (46) »

L'Assemblée législative, dominée par les Girondins, dont beaucoup sont membres de la *Société des amis des Noirs*, accordera certes aux métis l'égalité politique que les Constituants leur avaient refusée, mais pour des raisons fort éloignées de l'humanisme qui animait initialement la *Société* : « *Les mulâtres, déclare Brissot, sont le vrai boulevard (= rempart dans le langage de l'époque) de Saint-Domingue contre les révoltes des Noirs [...]. Le seul remède efficace pour faire rentrer les Noirs dans les ateliers est de réarmer les mulâtres et, comme le disent les colons*

eux-mêmes, de les affectionner à la cause des Blancs. » Par contre, l'Assemblée législative n'abolira pas la traite. L'Etat continuera à la subventionner.

Ce n'est pas minimiser, enfin, la portée du décret du 16 pluviôse que de rappeler que la Convention l'a voté en réponse à l'insurrection des esclaves et aux nécessités de la guerre, ni que les résistances étaient fortes au sein même de l'Assemblée et du Comité de sûreté générale.

Les pressions redoutables exercées par les colons à Paris comme dans les colonies, le basculement à droite d'abolitionnistes comme La Fayette et les frères Lameth face à la radicalisation de la Révolution, les arguments d'ordre économique auxquels ne pouvaient pas ne pas être sensibles les représentants de la bourgeoisie, ont certes pesé lourd dans les prises de position des uns et des autres. Cependant, elles n'expliquent pas tout. Certaines ambiguïtés des *Lumières* furent indéniablement un facteur de paralysie idéologique.

La part des Lumières

L'abolition de l'esclavage fut donc imposée par le soulèvement des esclaves conjugué à la nécessité de défendre la Révolution. En 1792, Sonthonax et Polverel (47) avaient été envoyés à Saint-Domingue pour

(44) L'un de leurs principaux leaders, Vincent Ogé périra roué vif.

(45) La Constituante n'aura résisté que sur un point : le nombre de députés accordé aux colons. Ces derniers voulaient trente-six députés. Il est vrai qu'ils incluait les esclaves dans la population représentée ! Trop c'était trop. Ils n'en obtiendront que six pour Saint-Domingue, deux pour la Guadeloupe, deux pour la Martinique.

(46) Cité par Florence Gauthier. *Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! de Jaucourt à Marx en passant par Robespierre et Desmoulin* – in *Contribution à l'histoire de l'esclavage, 1789-1804* – Société des Études Robespierristes – 2002 - Page 96. Au cours du même débat, Dupont de Nemours exprima la même idée : « *Ne craignons pas Messieurs, la séparation de nos colonies [...]. Votre intérêt, celui de l'Europe, celui du monde exigerait que vous n'hésitassiez pas dans le sacrifice d'une colonie plutôt que d'un principe.* » C'est à Camille Desmoulin que l'on doit la forme sous laquelle la sentence est passée à la postérité : « *Périssent les colonies plutôt que les principes !* »

appliquer la politique girondine d'alliance des propriétaires blancs et métis contre les Noirs insurgés. Cette politique se révélant impraticable, les deux commissaires durent se résoudre à rallier les Noirs pour en faire des soldats de la Révolution. Il n'était d'autre solution que d'abolir l'esclavage : « *Tous les nègres et sang-mêlé, actuellement dans l'esclavage, sont déclarés libres pour jouir de tous les droits attachés à la qualité de citoyen français* » (48). Le décret du 16 pluviôse, étendra la « *liberté générale* » à l'ensemble des colonies.

L'abolition de l'esclavage a-t-elle été, pour autant, affaire de circonstances ? On ne peut nier, dans le processus qui y a conduit, l'influence des *Lumières*. Comment expliquer qu'au printemps 1791 les sections parisiennes se soient enflammées pour la cause des esclaves et des métis, et qu'en février 1794 les sans-culottes aient empêché le sabotage du décret d'abolition, si l'on oublie que quatre décennies durant la condamnation portée par Montesquieu s'était trouvée répercutée et amplifiée, créant, en faveur de l'affranchissement, un courant d'opinion que le philosophe lui-même n'avait d'ailleurs ni prévu ni

souhaité ? Il ne fait aucun doute que les députés courageux qui ont su affronter les chahuts organisés dans l'Assemblée par les planteurs et les menaces de mort ont puisé la force de leurs convictions dans l'apport des *Lumières*. Enfin, face à la menace anglaise, Sonthonax et Polverel auraient-ils aboli l'esclavage et accordé les droits politiques à « *tous les Noirs et sang-mêlé* » s'ils n'avaient été des abolitionnistes convaincus ? C'est la dynamique révolutionnaire qui a conduit ces hommes sincères à mettre leurs actes en accord avec leurs principes. Avec leurs limites et leurs contradictions, les *Lumières* ont bien ouvert la voie à la Révolution et nourri le mouvement émancipateur.

Rémy Janneau

(47) Léger-Félicité Sonthonax (1763-1813) et Etienne Polvérel (1740-1795) : commissaires civils qui abolirent l'esclavage dans la partie française de Saint-Domingue.

(48) Proclamation de Sonthonax du 21 août 1793 pour le nord de l'île. Polverel reprendra cette déclaration le 21 septembre pour le sud et l'ouest.



Antoine Nicolas de Caritat
marquis de Condorcet



Révolte des Noirs à Saint-Domingue – Août 1791.
Musée Carnavalet



L'abolition de l'esclavage le 16 pluviôse An II
Dessin de Monsiau – Musée Carnavalet

**Le procureur
de la Commune
de Paris Chaumette,
contre la provocation
de Bailly et la guerre
(1791)**

Nicole Perron

Le procureur de la Commune de Paris Chaumette, contre la provocation de Bailly et la guerre (1791)

La fuite de Louis XVI à Varennes le 21 juin 1791 fut un événement considérable, qui porta un rude coup au prestige royal, resté jusqu'alors intact aussi bien à Paris qu'au fond des provinces. Cette équipée bloquée à Varennes (« *Sire, vous ne passerez pas !* ») bouleversa les calculs des diverses élites politiques : les partisans d'un retour à la monarchie absolue qui avaient tenté le coup de poker de la fuite à l'étranger et l'avaient perdu ; mais aussi ceux qui avaient dirigé la Révolution vers une monarchie constitutionnelle, jugée « raisonnable » parce qu'elle tenait en laisse le petit peuple (privé du droit de vote et toujours sous la menace de la loi martiale), tout en ménageant une place non négligeable au roi dans la nouvelle répartition des pouvoirs.

L'amour du peuple français ?

Le roi capturé à Varennes avait cru reconquérir l'amour de son peuple, abusé croyait-il par les démagogues. Certes, les troupes du marquis de Bouillé massées en Belgique recourraient si nécessaire à la force militaire, mais le roi et ses conseillers croyaient disposer d'une carte meilleure : l'amour du peuple français présumé indé-

fectible pour la monarchie capétienne.

Varennes déjoua les projets et les espoirs des uns et des autres : le roi, qui avait prêté le serment de respecter la Constitution, fuyait la nation entrée en révolution quand il fut arrêté à quelques pas de la frontière des Pays-Bas, séculaire héritage de l'empereur d'Autriche-Hongrie Léopold, le frère de Marie-Antoinette. Louis était dès lors soupçonné de vouloir reconquérir un pouvoir absolu, si nécessaire avec l'aide des armées étrangères.

L'historien américain Timothy Tackett a dépouillé dans une solide enquête (*Le roi s'enfuit*, édition La Découverte) les centaines d'adresses suscitées par l'événement, perçu comme un cataclysme. Il nous fait découvrir que les provinces ont réagi aussi passionnément que Paris : roi fuyard, roi parjure, **roi fauteur de guerre** tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'empereur Habsbourg n'allait-il pas prendre la tête d'une croisade européenne pour conforter les trônes menacés et châtier la nation coupable ? La peur de l'invasion nourrit le premier courant républicain, encore très minoritaire, mais aussi l'intrigue orléaniste : Philippe d'Orléans pouvait espérer occuper le trône abandonné et remplacer son cousin Louis XVI.

Le Manifeste à tous les peuples de la terre

C'est dans ce contexte d'incertitude et d'angoisse que se situe le *Manifeste à tous les peuples de la Terre* du 12 juillet 1791 (donc cinq jours avant le massacre du Champ de Mars). Il est signé par Dunouy, secrétaire du club des Cordeliers, Mathieu, vice-président de la Société fraternelle des Jacobins, et cinq autres qui signent « secrétaires » sans préciser le nom du club qui les aurait mandatés pour ce faire, et enfin Anaxagoras Chaumette, sans aucune mention de fonction dans un club. L'historien Mathiez en a conclu (avec hésitation) que Chaumette en était peut-être l'auteur.

D'Étienne de La Boétie à Chaumette, plus de deux siècles d'expériences politiques

Cet appel reprend la structure et la thématique du célèbre *Discours sur la servitude volontaire* du juriste ami de Montaigne Étienne de La Boétie, écrit dans le contexte des guerres de Religion du XVI^e siècle. La reprise thématique est donc partielle, car du XVI^e au XVIII^e siècle l'expérience politique s'est enrichie. On s'en serait douté.

Le texte de La Boétie faisait appel à la conscience **individuelle** de chacun, et, même s'il s'adressait à tous, il n'en restait pas moins marqué par cet individualisme, seul recours contre la structure par ordres léguée par le Moyen Âge.

Chaumette, après trois ans de révolution, est devenu un homme des clubs et plus précisément membre du club radical des Cordeliers – bien que cette appartenance n'apparaisse pas dans ce manifeste du 12 juillet 1791.

Il s'est comme bien d'autres embarqué dans l'aventure révolutionnaire en se plaçant sous l'égide de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a découvert comme bien d'autres que la promesse de fraternité resterait illusoire, serait un leurre, si les présumés frères ne s'organisaient pas de manière **collective**

pour faire respecter leurs droits : non seulement contre les tyrans étrangers, mais d'abord contre les usurpateurs de l'intérieur, ceux qui piétinaient les droits de la nation souveraine.

Traduit en plusieurs langues

Présenté aux Cordeliers par Dunouy le 12 juillet, ce manifeste déjà lesté des adhésions de quatre sociétés y provoqua une « *vive sensation* ». Le club décida qu'il serait **traduit en plusieurs langues**. Ainsi espérait-on opposer une digue pacifiquement construite aux vellétés belliqueuses des rois, dont les radicaux ne doutaient pas qu'ils déclencheraient la guerre dans un avenir proche.

Parce que ces révolutionnaires croyaient dans le pouvoir de la parole, dans la force convaincante de la raison, ils brandissaient « *l'étendard de la paix, de l'union, de la liberté* » et ils invitaient les peuples frères à s'unir autour de l'immortelle Déclaration des droits de l'homme, « *ce soleil des nations* ». Ils affirmaient aux peuples encore assujettis à leurs tyrans qu'ils relèveraient bientôt la tête et briseraient leurs chaînes.

Déclaration d'optimisme et de confiance qui permet de découvrir la distance qui séparait les Cordeliers des Jacobins : le 10 juillet, ces derniers avaient écouté Brissot prononcer une allocution en faveur d'une guerre **préventive**, au cours de laquelle on verrait les héros des temps nouveaux renouveler les exploits des Grecs à Marathon et à Salamine, car on pouvait affronter et défaire un puissant adversaire si on était courageux et mû par la passion de la liberté. Le Perse était ici la figure du tyran, qu'il était légitime de tuer.

Les Cordeliers en revanche s'adressaient à des peuples frères, certes encore aveuglés par des siècles de soumission, mais qu'on ne désespérait pas d'éveiller à la liberté, au combat contre la tyrannie politique, car le temps était venu de secouer chaînes et préjugés. Et cela permettrait peut-être d'éviter les désastres de la guerre, ce que ne paraît pas avoir vu Brissot.

Ces pacifistes n'étaient pas des béats ni des non-violents. Si les despotes couronnés, ces monstres toujours « *altérés de*

sang humain », franchissaient nos frontières, alors les patriotes se lèveraient et mèneraient une juste guerre pour « *extirper s'il est possible de dessus la Terre ces tigres avides de carnage* ». La croisade révolutionnaire se donnait pour objectif la régénération de tout le genre humain.

Briser la fascination mortelle du pouvoir royal

Comme l'a bien vu l'historien Fritz Braesch (article de 1908 de la *Revue historique*), Chaumette empruntait à La Boétie son cortège d'images fortes afin de briser la fascination mortelle qu'exerçait le pouvoir royal sur les sujets : terrible héritage du passé, cette fascination indigne de citoyens appelés à exercer leurs droits d'hommes libres pouvait être mortelle pour la révolution.

Utopie naïve, ce rêve d'une immense « grève générale » ? Naïve et dangereuse, car cette grève impliquerait les serviteurs civils et militaires de la monarchie, ce qui leur permettrait éventuellement de saboter cette insurrection !

La Révolution pour sa part n'était pas naïve : elle imagina des « *missions patriotiques* », certaines chargées de susciter de nouveaux frères à l'étranger, et c'est pourquoi le club des Cordeliers avait prévu de traduire en toutes les langues le *Manifeste à tous les peuples de la Terre*.

Tandis que des « missionnaires » feraient du prosélytisme révolutionnaire au-delà de nos frontières (car la guerre est toujours une barbarie, il fallait donc tout faire pour l'éviter), d'autres, désignés par toutes les sociétés patriotiques (appel du 29 juin des Cordeliers), inspecteraient les manufactures d'armes et les arsenaux des frontières. Ni naïve ni belliqueuse, la Révolution espérait que les peuples frères en principe répondraient à son appel.

Chaumette semble bien avoir été désigné pour une telle mission patriotique : on trouve dans ses papiers un manuscrit autographe non daté, mais sans doute postérieur à la fuite de Varennes : « *Vous avez entendu le serment de Louis, il vient de se parjurer...* » Il y félicite des soldats qui ont renoncé à « *l'esprit mi-*

litaire » (belliqueux, qui sert les projets de conquête des rois) pour adopter « *l'esprit national* », celui qui s'inspire des lois et sert la patrie avec passion. Varennes accéléra l'émigration des cadres nobles de l'armée, Chaumette promettait donc à ces soldats une promotion accélérée dans la carrière, anticipant sur l'arrêt de la Constituante du 1^{er} août 1791 qui entrouvrit la porte à la démocratisation de l'armée.

La Constituante n'avait pas osé déposer le roi après Varennes, elle s'était contentée de le suspendre en attendant une clarification du rapport des forces. Devant la montée des pétitions qui réclamaient un changement de régime encore mal défini, l'Assemblée décida le 16 juillet de restituer au roi tout son pouvoir de roi constitutionnel dès qu'il aurait prêté le serment requis – et qu'il avait déjà violé en prenant la route de Varennes !

La provocation militaire en préparation

La provocation militaire se préparait : l'Assemblée délibérait sous la protection de gardes nationaux nerveux, qu'on devinait prêts à tirer sur les pétitionnaires. Le 24 juin, 30 000 manifestants avaient attendu sagement place Vendôme le retour de leurs commissaires ; mais le 15 juillet les Cordeliers, décidément moins sages, encouragés par la présence des sociétés fraternelles qui avaient répondu à leur appel au Champ de Mars, accompagnèrent en masse leurs commissaires chargés de porter leur pétition à la Constituante. Ils furent dispersés par la cavalerie.

Conséquence de l'aggravation de la crise politique, le club des Jacobins explosait, les scissionnistes le quittaient pour suivre les Feuillants (les fayettistes).

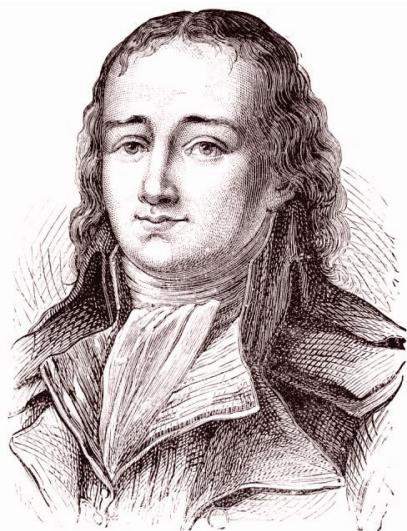
Le 16 juillet, le Constituant Dandré sommat la municipalité Bailly de faire respecter l'ordre, c'est-à-dire d'interdire et de disperser tout attroupement au nom de **la loi martiale**, qui autorisait le recours à la force militaire derrière le drapeau rouge pour l'heure symbole de la répression.

Un massacre « légal »

Bien qu'ils n'aient pu convaincre les Jacobins en pleine crise de manifester avec eux au Champ de Mars, les Cordeliers maintinrent leur projet. L'enquête militaire devait prouver que les manifestants du 17 juillet étaient venus sans armes. Ce fut donc un massacre légal programmé que décida la municipalité Bailly.

La guerre permet de poursuivre le conflit politique par d'autres moyens, l'adage de Clausewitz vaut pour la guerre sociale et politique. L'opposition entre les républicains « *sans bas et sans chemises* » et les bourgeois de la Constituante affolés par l'obstination des pétitionnaires radicaux allait se régler par un massacre le 17 juillet au Champ de Mars.

Nicole Perron



Le procureur de la Commune de Paris
Chaumette



Bailly



Retour de Varennes. Arrivée de Louis XVI à Paris,
le 25 juin 1791

**Karl Marx,
Franz Mehring
et Gérard Bloch**

Jean-Jacques Marie

Remarques sur la biographie de Marx par Franz Mehring

Chacun de ceux qui ont acheté le premier volume de la biographie de Marx par Mehring, traduit et annoté par Gérard Bloch et attendu vainement la sortie du second volume, interrompue par la mort de Gérard Bloch en 1986, n'a pu manquer d'être frappé par la présence d'un gigantesque appareil de notes sans exemple peut-être dans l'histoire, puisqu'il représente près du double du texte lui-même. J'ai plus d'une fois entendu critiquer cet appareil énorme comme l'expression d'un souci méticuleux poussé à l'extrême et quasiment maniaque.

Un choix discutable de Mehring

Or cet appareil vise d'abord à corriger un choix de Mehring lui-même, qui affirme dans sa préface : « *Je me trouvais ici de prime abord devant une nécessité inexorable : celle de ne pas faire un livre trop volumineux de peur qu'il cessât d'être accessible et compréhensible même pour des ouvriers avancés ; et le voici déjà moitié plus gros qu'initialement prévu. Combien de fois ai-je dû me contenter d'un mot là où j'aurais préféré écrire une ligne ; d'une ligne là où j'aurais souhaité une page ; d'une page là où j'aurais voulu toute une feuille imprimée.* »

Mais lorsque Mehring écrivait ces lignes, la pensée de Marx n'était pas soumise à l'énorme entreprise de falsification dont elle a depuis lors été la victime et qui exige donc un énorme travail de rectification.

Les notes abondantes de Bloch visent rarement à corriger d'éventuelles erreurs du biographe. Franz Mehring ayant de plus réfléchi et travaillé plus de trente ans à la biographie de Marx, les erreurs sont rarissimes dans son œuvre. Gérard Bloch les corrige systématiquement. Ainsi note-t-il dans une note du chapitre 6 que Mehring a substitué au mot « *Armut* » (« *pauvreté* » employé par Marx le mot « *Mangel* » (« *manque d'idées et de sentiment* »). Dans le même chapitre, il note qu'en 1848 Mehring « *réduit à tort l'activité de Marx et d'Engels à leurs articles de la Nouvelle Gazette rhénane* », mais il précise, ce faisant, que cette sous-estimation est due « *ici encore* » au fait que Mehring ne connaissait pas – et ne pouvait pas connaître – « *les documents dont l'étude n'a été faite que par la suite, notamment les organes successifs de l'Association ouvrière de Cologne* ».

Le souci de l'authenticité des textes de Marx et Engels

Le souci de l'authenticité du texte l'amène très logiquement à dénoncer les manipulations et coupures auxquelles s'est livré le marxologue Maximilien Rubel dans – et contre ! – les textes de Marx publiés dans la Pléiade, pour réduire ces derniers sur le lit de Procuste de sa conception d'un Marx moraliste. On ne peut qu'être d'accord avec Gérard Bloch quand il note à ce propos : « *Tout le monde a le droit d'éditer Marx, mais à*

cette condition expresse : lui laisser dire exactement ce qu'il a jugé bon de dire, d'écrire (...). On peut ensuite ajouter tous les commentaires que l'on voudra, exposer que Marx a eu le plus grand tort de dire ce qu'il a dit, qu'il s'est effroyablement trompé, qu'il a toujours eu raison et bien d'autres choses encore. Cela est objet de débat et, par là même, les points de vue les plus divers sont licites, à condition que l'on ne commence pas par accommoder Marx selon ses goûts. Ce que les lecteurs (...) sont en droit d'exiger, c'est d'être en face du texte même de Marx, sans coupure ni manipulation de toute sorte (...). Ils pourront ainsi se former leur propre opinion. Leur en refuser la possibilité est intolérable. »

Dans le passage que j'ai coupé juste avant la dernière phrase, Gérard Bloch ajoutait : « *Ou, s'il s'agit d'une traduction, qu'elle soit aussi rigoureusement conforme au texte que possible.* » C'est l'un des points qu'il soulève un peu plus tard dans sa présentation et qu'il reprend au fil du texte à propos des citations de Marx dont les vérifications incomplètes qu'il a pu effectuer lui ont permis de noter un peu partout « *des négligences, des platitudes, de l'à-peu-près, ou tout simplement des contresens (...) et un nombre incroyable d'incongruités* ». Marx n'est pas le seul à subir ce genre de traitement. Mais la première valeur de son édition de la biographie de Mehring est de rétablir systématiquement le texte de Marx, si légèrement traité par tant de traducteurs et de commentateurs.

Dans quelle situation politique, ou de Brejnev à Tchernenko

Son introduction ainsi que de nombreuses notes ne peuvent se comprendre complètement que si l'on se rappelle à quelle date et dans quelle situation politique ce texte est écrit. Il est écrit en 1984, deux ans après la mort de Brejnev, pendant l'agonie de son successeur, l'ancien chef du KGB Andropov, présenté par les soviétologues et les kremlinologues occidentaux comme un « réformateur » du système, et pendant que se prépare à

lui succéder – pour peu de temps ! – le vieux compagnon de bouteille de Brejnev, Constantin Tchernenko. Ce vieillard décrépité et bafouillant est une image concentrée de la décomposition de la bureaucratie dirigeante dans une situation mondiale que Gérard Bloch définit en quelques lignes : « *Une crise économique et sociale sans précédent s'est ouverte et va s'approfondissant dans le monde entier. Le partage du monde scellé à Yalta entre l'impérialisme et la bureaucratie se fissure peu à peu.* »

Qu'écrirait-il aujourd'hui à propos de cette crise économique et sociale devenue littéralement explosive, mais dont certains acteurs ont disparu !

En France, le premier gouvernement d'union de la gauche comportant quatre ministres membres du Parti communiste achevait alors son existence peu glorieuse. Obéissant aux ordres du capital financier, il a, en 1983, décrété le tournant de la rigueur, bloqué les salaires, annulé l'échelle mobile des salaires, accusée d'entretenir l'inflation, comme l'affirme rituellement le patronat – les quatre ministres membres du Parti communiste ont décidé malgré cela d'y conserver leur portefeuille.

Des traces à débusher

Cette réalité influe sur la préface de Gérard Bloch dans la mesure où elle rend à ses yeux – et à bon droit – plus que jamais nécessaire de soustraire Marx du parrainage officiel du PCF et de sa maison d'édition (les Editions sociales). Ce parrainage, dont la fonction de camouflage est de plus en plus grossière, laisse dans les textes de Marx des traces que Gérard Bloch juge, à juste titre, nécessaire de débusher, alors même qu'à un œil peu ou mal exercé elles peuvent apparaître sans grande importance. Ainsi dénonce-t-il le fait que les Editions sociales publient un recueil de textes d'Engels sur la révolution allemande de 1848-1849 sous le titre *La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, « *titre qui, souligne-t-il, correspond sans doute aux vues de l'éditeur, mais en aucune façon à celles d'Engels, sous la plume de qui il serait impossible de le trouver, d'autant que le fil conducteur qui relie les trois textes réunis dans*

ce recueil (...) est manifestement celui de la révolution permanente ». Ce titre, étranger au contenu même des textes qu'il chapeaute, vise à présenter Engels comme l'inspirateur de la théorie stalinienne de la révolution par étapes : une première étape instaurant la démocratie bourgeoise, qui, en se développant quasi mécaniquement, est censée déboucher, dans un futur lointain et indéterminé, sur une seconde étape, celle de la révolution prolétarienne. C'est la stratégie, incarnée dans un prétendu « bloc des quatre classes », que Staline et Boukharine imposèrent en Chine de 1925 à 1927 sous la houlette du général Tchang Kai-chek (Jang Jeshi) et qui mena à l'écrasement des ouvriers de Shanghai et de Canton et à celui des révoltes paysannes. Le titre ainsi donné par l'éditeur n'a donc rien d'innocent...

On comprend dès lors pourquoi la vindicte de Gérard Bloch s'attache tout particulièrement à Gilbert Badia et à Jean Elleinstein, auteur d'un *Marx, sa vie son œuvre* d'assez basse vulgarisation. Il débusque toutes les petites ruses de Badia, historien officiel du PCF et dont les écrits se situent dans la droite (si l'on peut dire) ligne de ce parti.

Vingt-cinq ans après

S'il écrivait sa présentation et ses notes aujourd'hui, vingt-cinq ans plus tard, Gérard Bloch devrait viser d'autres cibles. L'URSS s'est effondrée, la bureaucratie s'est disloquée en groupes plus ou moins mafieux concurrents qui pillent et se partagent son héritage matériel, mais n'ont, bien entendu, que faire de son héritage idéologique trafiqué. Lorsque l'ancien dirigeant des Jeunesses communistes polonaises Alexandre Kwasniewski se présenta aux élections à la présidence de la Pologne en 1995, un journaliste l'interpella sur son passé : « Oh ! vous savez, répondit l'ancien bureaucrate, je n'ai jamais lu une ligne de Marx. » On peut le croire sur parole. Bloch affirmait déjà que les bureaucrates n'ouvrent jamais les œuvres de Marx, qui figurent sur les rayons des bibliothèques à titre de décoration. Il avait vu juste. Le général Volkogonov, ancien chef de la direction politique de l'armée soviétique, note à propos des *Œuvres* de Lénine : « *Khrouchtchev lui-même, comme*

de nombreux autres bonzes bolcheviques, connaissait très peu Lénine... Certes, le bureau de chaque guide contenait les œuvres complètes de Lénine, mais jamais ils n'y touchaient. » Lénine étant plus facile à comprendre que Marx, ce dernier – par ailleurs inaccessible à leur entendement – leur était encore plus étranger.

Des partis communistes entiers ont purement et simplement disparu de la carte, à commencer par le jadis tout-puissant Parti communiste italien, transformé en six mois en « Parti démocrate », dont les dirigeants avaient un instant pensé à fonder une Internationale démocrate avec Bill Clinton et Tony Blair.

Ici et là les partis communistes qui subsistent encore avec des forces sans cesse de plus en plus réduites se réfèrent de moins en moins à Marx. Le PC français a remplacé le prolétariat et la classe ouvrière par la citoyenneté et la défense de l'environnement. Son influence jadis si grande dans l'intelligentsia et dans les milieux universitaires se réduit à quelques rares noms sans grand écho. Le statut social et le poids intellectuel et politique de cette intelligentsia se sont d'ailleurs considérablement dégradés.

Des détails de l'histoire ?

Défendre Marx contre son accaparement par les universitaires et intellectuels staliniens n'a donc plus aujourd'hui qu'une fonction purement historique. Les derniers universitaires « communistes » eux-mêmes traitent de Marx et du marxisme avec une prudence, voire une distance extrême. Ainsi Jacques Bidet, directeur honoraire de la revue *Actuel Marx*, affirme : « *Ce qu'annonçait Le Capital, le passage à un type supérieur de société, ne s'est produit nulle part et ne semble plus pouvoir se produire dans les termes qu'il annonçait.* » On attendrait d'un penseur qui se dit marxiste qu'il tente, dans la filiation de Marx, une explication de cet état de choses et une justification de ce pronostic. Mais Jacques Bidet s'empresse d'ajouter : « *Passons sur les détails de l'histoire* », d'une histoire qui a donc, selon Jacques Bidet, abouti à constituer « *une nouvelle classe dirigeante, sous l'égide d'un parti unique que Marx n'avait*

pas envisagé ». Quelle que soit celle que l'on y apporte, comment donner une réponse à la question pourquoi ? Et comment peut-on affirmer la validité du marxisme si l'on esquivé l'étude de ces prétendus « détails de l'histoire » en dehors desquels il n'y a pas d'histoire ?

Utiliser Marx... contre Marx ?

L'URSS a semblé entraîner Marx dans sa chute dans la mesure où, pour beaucoup d'intellectuels soucieux de leur avenir social, le capitalisme paraissait éternel, ou en tout cas destiné à prolonger son existence au moins jusqu'au terme de la leur. Ne parlons pas des hommes politiques qui se décoraient du titre de « socialistes ».

La crise de 2008 allait susciter un retour de Marx sur la scène médiatique. Face à la crise dite de façon bien réductrice des « subprimes », on a vu se déverser sur Marx un flot d'éloges inattendus. Le conseiller de Sarkozy Alain Minc, grand partisan des privatisations, membre d'une demi-douzaine de conseils d'administration, salue en Marx « *le seul qui ait pensé en même temps l'économie et la société* ». Le directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, socialiste et grand dérégulateur devant l'Éternel, est encore plus enthousiaste : « *Si on veut analyser le capitalisme de marché mondialisé d'aujourd'hui, l'essentiel de la boîte à outils intellectuelle réside dans ce que Marx et un certain nombre de ses inspireurs ont écrit.* » Reprenant et développant l'idée suggérée par l'archevêque de Canterbury sur le capitalisme débridé (et donc sur la nécessité et la possibilité de le « brider »), Philippe Herzog, l'ancien membre du bureau politique du PCF aujourd'hui consultant, affirme : « *Marx a bien vu l'ambivalence du capitalisme, son aptitude à développer les forces productives, sa souplesse et sa capacité d'innovation permettant au système de s'autotransformer.* » Affirmer que Marx a appréhendé la capacité du capitalisme à « s'autotransformer », c'est-à-dire à résoudre la contradiction entre la propriété privée des moyens de production et le caractère social de la production, voire à surmonter la baisse tendancielle du taux

de profit, c'est une adaptation de la pensée de Marx aux chantres de l'illusoire « régulation » des marchés financiers !

Ainsi Marx est célébré comme un économiste, voire un sociologue, dont les analyses seraient fort utiles pour comprendre la façon dont le capitalisme fonctionne réellement et pour réfléchir aux moyens de le réguler, et donc d'améliorer son fonctionnement. On a ainsi affaire aujourd'hui à une entreprise différente dans sa portée de celle des années de la domination bureaucratique. Il s'agit bien toujours d'utiliser le nom et la pensée de Marx comme une entreprise de camouflage. Hier les intellectuels des partis communistes affirmaient frauduleusement la filiation entre la pensée de Marx et le système bureaucratique en présentant ce dernier comme un instrument de la lutte des classes au service des travailleurs. Mais aujourd'hui il s'agit de diviser Marx en deux : d'un côté un économiste à la pensée toujours plus ou moins vivante, de l'autre un agitateur révolutionnaire dont la chute de l'URSS et la déliquescence des partis communistes auraient prouvé la caducité.

Un Marx rogné au goût du jour

On célèbre donc aujourd'hui un Marx rogné au goût du jour et utilisé par exemple pour dénoncer Octobre 1917. Le professeur de philosophie Jean Vieulac écrit ainsi : « *Son œuvre se réduit strictement à ce double objet : d'une part une analyse économique du système de production capitaliste ; d'autre part une analyse sociologique des luttes de classes.* » Le Marx animateur de l'Association Internationale des travailleurs et auteur d'une bonne partie de ses textes, à commencer par ses statuts, pour conclure par *La Guerre civile en France*, ne serait donc qu'un traître à sa propre activité théorique. Et Jacques Vieulac ajoute : « *Toute l'œuvre de Marx avait montré l'absurdité d'une révolution anticapitaliste dans un pays comme la Russie tsariste, où le capitalisme n'existait pas.* » Alors qu'il s'y développait à vive allure depuis l'abolition du servage, destinée à en favoriser l'expansion. Le capitalisme en Allemagne en 1848 n'était pas beaucoup plus développé et plus dynamique que le capitalisme en Russie en 1914.

Or l'adresse du comité central de la Ligue des communistes de mars 1850, alors même que la vague révolutionnaire décline, affirme : « *Les ouvriers allemands doivent faire eux-mêmes le maximum pour leur propre victoire, en prenant conscience de leurs intérêts de classe, en adoptant aussi rapidement que possible un point de vue politique indépendant (...). Leur mot-ordre doit être : la révolution en permanence.* » Comme le souligne Gérard Bloch, Engels écrivait dans la *Nouvelle Gazette rhénane* du 13 janvier 1849 : « *La levée en masse, la fabrication nationale des armes, les assignats, une procédure sommaire à l'égard de tous ceux qui font obstacle au mouvement révolutionnaire, la révolution en permanence, bref tous les traits de la glorieuse année 1793, nous les retrouvons dans la Hongrie armée, organisée, enflammée par Kossuth.* » Gérard Bloch cite encore ces phrases particulièrement éloquentes du prospectus invitant à s'abonner à la *Nouvelle Gazette rhénane*, prospectus découvert seulement en 1970 : « *Un esprit nouveau a fait irruption en Allemagne ; il a jeté à terre l'ancien régime, voué à la mort le vieux monde. Il exige une nouvelle société, une nouvelle vie.* »

Vieulac dénonce l'abus, selon lui, de la notion de « *dictature du prolétariat* », dont il dit que « *le thème n'est pas de lui* » et il ajoute : « *Le concept de lutte des classes est authentiquement marxien, mais il subit une altération tout aussi profonde : de concept sociologique, il devient concept politique et justifie alors la stratégie de guerre de classes imaginée par Lénine pour aboutir au projet stalinien d'extermination de classes.* » Si la lutte des classes est chez Marx un simple concept sociologique qui ne se transforme jamais en concept politique, comment comprendre que Marx ait consacré tant de temps à l'Association internationale des travailleurs (AIT) ? L'AIT n'est pas un organisme d'analyse sociologique, mais une organisation de combat social et politique. Comment comprendre qu'il y ait mené un combat contre les proudhoniens, qui rejetaient la lutte politique ? Prétendre que passer de la lutte des classes comme simple instrument d'analyse sociale à l'organisation politique pour la conduire et l'orienter débouche sur le terrorisme

stalinien (« inspiré », bien sûr, par Lénine), c'est réduire le marxisme à un exercice universitaire. Or c'est une banalité – mais la vérité n'est pas toujours originale – que d'affirmer : le marxisme est unité de la théorie et de la pratique.

Cette réduction de Marx se retrouve dans la sous-estimation de la crise actuelle du capitalisme. Ainsi Maurice Godelier, anthropologue qui a prétendu tenter une synthèse du marxisme et du structuralisme, affirme que la crise actuelle « *permet de prendre conscience des limites (sic !) du dogme libéral selon lequel le marché s'autorégule, et aussi de l'échec de ceux qui réclamaient la fin de l'Etat. Mais c'est plus le retour de Keynes que celui de Marx.* » Or la pensée de Keynes, si critique soit-elle, s'inscrit dans les cadres mêmes du capitalisme et rejette la lutte des classes, qui est pour Marx, comme chacun sait, le moteur de l'histoire. Ainsi peut-on prononcer la fin du marxisme tout en s'en réclamant. C'est même plus efficace de s'en réclamer pour tenter de l'achever. Cette entreprise prolonge et amplifie le traitement que le stalinisme avait infligé à la pensée de Marx. En ce sens, le soin avec lequel Gérard Bloch s'est attaché à démonter les trucages de ce dernier est toujours actuel.

La falsification permanente...

S'il fallait aujourd'hui, dans un avant-propos, s'obstiner à débusquer les falsifications dont Marx est la victime, il faudrait s'attaquer à des tâches quasiment « scolaires », c'est-à-dire relever des élucubrations d'un caractère primaire, voire primitif, qui semblent renvoyer le souci scrupuleux du détail de Gérard Bloch à une époque révolue. Ainsi, dans un article intitulé « La leçon de Marx » publié dans un supplément spécial sur Marx du *Nouvel Observateur*, un historien (et non un journaliste), André Burguière, renvoie la science historique près de deux cents ans en arrière en écrivant : « *L'ABC du parfait historien marxiste était constitué d'idées que Marx a empruntées à d'autres et surtout à son temps. La sacralisation de l'Histoire comme trajectoire prédestinée de l'émancipation humaine n'est*

que la forme sécularisée de l'eschatologie chrétienne, devenue avec les Lumières le culte du progrès. La sacralisation des classes populaires, cette idée romantique, qui imprègne au XIX^e siècle aussi bien les idéologies nationales que les mouvements révolutionnaires, est sans doute elle-même la forme laïcisée du rôle christique des pauvres. Quant à la lutte des classes, le combustible du moteur de l'histoire, Marx en emprunte le concept aux historiens français [qui] ont construit bizarrement le modèle de l'histoire nationale en recyclant une vieille théorie réactionnaire (...) que la France était née avec la conquête franque. » La classe ouvrière représenterait donc une réincarnation des malheureux Gaulois vaincus !

Certes, Marx a reconnu avoir tiré l'idée de la lutte des classes de Guizot, Thiers et Augustin Thierry. Certes, chez Guizot, la lutte des classes est présentée comme celle de deux peuples étrangers (les Francs conquérants et les Gaulois vaincus), mais Marx n'a rien à voir avec cette transcription concrète d'une conception qui chez lui repose sur l'opposition entre ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail pour vivre et ceux qui la leur achètent et en extraient la plus-value.

La dénonciation de Marx et du marxisme est tombée à un niveau si bas que l'on peut s'interroger. Vaut-il la peine de « réfuter » Soljenitsyne, le prophète de « l'autolimitation » maximale, du « repentir » permanent et de la « crainte de Dieu », qui fait de Marx le père du travail forcé (donc des camps de concentration) parce que le huitième point du programme cité à la fin du *Manifeste du Parti communiste* exige « travail obligatoire pour tous » ?

Et que Gérard Bloch pourrait-il dire des délires d'un certain André Senik, ancien dirigeant de l'Union des étudiants communistes de France, qui dans *Marx, les Juifs et les droits de l'homme*, après une esquisse primaire de psychanalyse de Marx, affirme qu'en opposant « l'émancipation humaine » à « l'émancipation politique » apportée par la Déclaration des droits de l'homme de 1789, « Marx fait ainsi le procès de la liberté individuelle, de la propriété privée, du commerce, de l'Etat de droit, de la société civile et des

Juifs, dans lesquels il voit les agents spécifiques de l'aliénation. Toute la pensée de Marx procédera de cette déclaration de guerre aux Juifs et aux droits de l'homme. Son destin historique était décrit dans l'idéal même. »

Pour Senik, il est vrai, la propriété individuelle est la garantie incontournable de la liberté individuelle, et il tente de convaincre son lecteur que Marx est hostile à toute forme de propriété individuelle, et pas seulement à celle des moyens de production. Il gomme un aspect essentiel de la pensée de Marx pour qui, comme le rappelle Gérard Bloch, « l'émancipation humaine », c'est l'émancipation « des rapports dominés par l'argent », qui ne pouvait s'exprimer dans la Déclaration des droits de l'homme de 1789 car celle-ci, représentant la forme universalisée de la pensée de la bourgeoisie dressée contre la féodalité moribonde et le parasitisme clérical et monarchique, à l'aube de l'essor fulgurant du capitalisme, se situe intégralement dans le cadre de rapports dominés par l'argent, incarnés dans la propriété privée des moyens de production.

Cela étant, Marx ne rejette pas l'émancipation politique. Il affirme, ce qu'efface Senik par un tour de passe-passe qui relève de la falsification : « L'émancipation politique est, certes, un grand progrès ; elle n'est sans doute pas la forme ultime de l'émancipation humaine en général, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine à l'intérieur de l'ordre du monde qui a existé jusqu'à présent. Bien entendu nous parlons ici d'une émancipation réelle, pratique. »

Sans doute Gérard Bloch se gausserait-il des découvertes de Michel Foucault, qui, reprenant les délires post-soixante-huitards, transcrit toute forme de conflit, sexuel, familial, en formes de la lutte des classes : « Ce qui se passe dans une famille, les rapports de pouvoir qui se jouent entre parents et enfants, mari et femme, ascendants et descendants, jeunes et vieux... etc., ces rapports de force, ces rapports de pouvoir, sont des rapports de force qui, d'une manière ou d'une autre – et c'est cela qu'il faut analyser –, sont la lutte de classe (...). La lutte de classe, c'est tout ce que nous vivons. » En devenant tout, en se dissolvant ainsi dans la

totalité des phénomènes de la vie, elle ne devient à proprement parler rien.

L'importance des notes

Le premier aspect des notes qui saute aux yeux, c'est le gigantesque travail de Gérard Bloch pour fournir des références aux multiples citations que fait Mehring. Que le lecteur se reporte à l'édition du Mehring donnée par les Editions sociales, éditions du PCF, en 1983. Il n'y trouvera que de rares références. Il n'a donc guère le moyen de vérifier non l'exactitude de la citation – car Mehring est un homme sérieux, exact et précis ! –, mais l'exactitude de la traduction et le moment précis où Marx, Engels ou leurs correspondants divers peuvent avoir écrit ou prononcé les mots qui leur sont attribués.

Il faut ensuite signaler les notes qui justifient un choix de traduction (ainsi celle qui justifie la traduction de Bogen ou Druchbogen par « feuille imprimée » au lieu du rituel « placard »), et surtout celles qui relèvent et corrigent les négligences, les à-peu-près, contresens ou incongruités, que Gérard Bloch stigmatise au début de sa préface, souvent gros de conséquences et qui ont la vie dure. Ainsi, il signale un fâcheux contresens dans la traduction de Costes d'une phrase de *Sur la Question juive*. Marx écrit : « *L'Etat chrétien ne connaît que des privilèges. Au sein de cet Etat, le juif possède le privilège d'être juif.* » L'édition Costes traduit : « *L'Etat chrétien ne connaît que des privilèges. Le juif possède en lui-même le privilège d'être juif.* » Ce qui constitue, souligne Gérard Bloch, « *une sorte d'affirmation ontologique, fondement inespéré d'un antisémitisme essentiel, qui paraîtra étayer l'accusation d'antisémitisme lancée contre lui par d'innombrables auteurs* ». Les éditions du Champ libre, rééditant plusieurs volumes de Costes en 1981, laissent subsister ce grotesque contresens.

Pire encore, souligne Gérard Bloch, treize ans plus tôt, les éditions 10-18 avaient publié *Karl Marx : la Question juive*, avec la mention « *Nouvelle traduction par Jean-Michel Palmier* », mais, par un étrange hasard qui en dit long sur la valeur de l'adjectif nouvelle, le contresens de Costes y est intégralement maintenu.

S'il avait vécu un quart de siècle de plus, Gérard Bloch aurait sans doute constaté avec satisfaction que, dans l'édition de *Sur la Question juive* publiée par La Fabrique en 2006, la traduction de Jean-François Poirier rectifie le contresens et traduit : « *L'Etat chrétien ne connaît que des privilèges. Le juif y possède le privilège d'être juif.* » Le « y » change tout, à condition de regarder le texte allemand... La traduction avait d'ailleurs déjà été rectifiée dans l'édition bilingue de *Sur la Question juive* publiée chez Aubier en 1971.

Il y a ensuite les notes que l'on pourrait qualifier de « bibliographiques », c'est-à-dire celles qui portent sur l'authenticité d'un texte. L'un des exemples les plus frappants est sans doute la longue note que Gérard Bloch consacre à l'édition de la correspondance Marx-Engels de 1993, où il détaille les six types de coupures effectuées par Bernstein, responsable de ladite édition, et l'attitude de divers dirigeants socialistes – dont le secrétaire du PS autrichien Victor Adler – devant des coupures qu'il jugeait insuffisantes et aurait donc voulu élargir ! La censure des textes de Marx et Engels a une dimension à la fois moralisatrice et politique. Le stalinisme donnera à cette pratique une dimension exceptionnelle à propos de Lénine : sous Staline, les œuvres complètes de Lénine comporteront trente-cinq tomes, sous Khrouchtchev elles monteront à cinquante-cinq, et il manque au moins deux tomes. Le travail sur l'exactitude du texte n'est donc pas un simple souci de rat de bibliothèque.

Une autre série de notes peut enrichir très largement le texte de Mehring. L'exemple le plus caractéristique et le plus révélateur est sans doute la note (*) de la section V, consacrée à l'Association ouvrière de Cologne d'avril à décembre 1848, à laquelle Mehring consacre quatre petites pages. Gérard Bloch écrit : « *L'histoire de l'Association ouvrière de Cologne n'a commencé à être connue qu'après la publication de travaux fondés, avant tout, sur les divers périodiques de l'Association. Tous ces travaux sont postérieurs à la mort de Mehring, ce qui explique qu'il n'en dise presque rien et que le peu qu'il en dit soit partiellement inexact.* » Gérard Bloch ajoute : « *Au cours de l'histoire de*

l'Association, des problèmes politiques d'une grande importance se sont posés ; l'attitude de Marx à leur égard est un élément important de sa biographie politique et souligne en même temps que son activité au cours de la révolution de 1848-1849 a été fort loin de se borner à celle d'un journaliste révolutionnaire, ou plutôt que le travail du journaliste était partie intégrante d'une activité politique globale ; enfin d'innombrables sottises ont été écrites à ce sujet ; pour ces raisons il nous semble indispensable d'en dire quelques mots. » Ces « quelques mots » relèvent d'un humour que Gérard Bloch maniait avec dextérité, car ils forment à eux seuls un nouveau chapitre du livre (surtout avec les notes que Gérard Bloch y ajoute).

Une quatrième série de notes visent à préciser et développer un point signalé seulement en passant par Mehring, mais qui a pris une importance grandissante au fil des ans. Gérard Bloch s'est en particulier attaché à étudier dans les notes les points sur lesquels, depuis la rédaction du livre de Mehring, les multiples études et ouvrages sur Marx ont pu déformer sa pensée. L'un des développements les plus longs porte sur le *Sur la Question juive* de Marx, auquel Mehring ne consacre qu'un développement relativement limité, car nul alors n'en faisait une question centrale du monde contemporain. Gérard Bloch avait fort à faire, tant les écrits délirants se sont multipliés sur ce sujet depuis les années 1960. Dans un ajout à l'énumération par Mehring des ancêtres rabbins de Marx, Gérard Bloch souligne l'acharnement avec lequel certains biographes – qui en tirent des conclusions fort différentes – s'attachent à situer Marx dans la continuité du judaïsme de ses ancêtres rabbins. « *Cela revient à admettre, affirme Gérard Bloch, qu'il existerait une race juive, dont les traits spécifiques se transmettraient par hérédité, voire, en plus, une sous-race ou tribu de rabbins, caractérisée sans doute par certains gènes particuliers et dont Karl Marx n'aurait pu manquer d'hériter.* »

Gérard Bloch ne croyait pas si bien dire. En 2008, les éditions Denoël publiaient l'ouvrage du généticien américain David Goldstein intitulé *L'Héritage de Jacob*, sous-titré « *L'histoire des juifs à travers le prisme de la génétique* ». On a tant

lu depuis cette époque de divagations sur le prétendu « messianisme » marxiste et sa parenté fumeuse avec le « messianisme juif » que ce type de notes semble bien s'imposer. Dans la même veine, Gérard Bloch pourchasse les diverses explications psychanalytiques de bazar, comme la « psychographie » de Marx rédigée par Arnold Künzli, l'un des inventeurs de la « *haine juive de soi-même* », censée expliquer l'auteur du *Capital*. Cette « haine de soi », catégorie médiatique d'une psychanalyse au rabais, a depuis lors servi aux sionistes à stigmatiser tous les juifs hostiles ou indifférents au sionisme. Ainsi il débusque les fantaisies d'Otto Rühle expliquant la personnalité de Marx par sa situation d'aîné de la famille... qu'il n'était pas, puisqu'il était le troisième enfant, ou spéculant sur les ravages produits dans la psychologie de Marx par sa condition de fils de juif converti. Otto Rühle, en l'occurrence, projette une situation des années 1920 sur le début du siècle précédent. Gérard Bloch récuse à juste titre cet anachronisme : « *Absolument rien n'indique que les anciens juifs convertis aient été l'objet dans la Prusse de cette époque d'une manifestation d'hostilité quelconque.* »

D'autres notes saisissent deux ou trois brèves lignes de Franz Mehring pour construire tout un développement quasiment autonome sur un aspect dont Gérard Bloch suppose que le lecteur français en ignore tout ou presque. C'est le cas par exemple des notes sur la situation politique et sociale en Rhénanie après 1815, sur la situation des juifs en Rhénanie après 1815 et la conversion de Heinrich Marx, sur l'opposition au régime prussien à Trèves dans les années 1830 ou sur la situation réelle du père de Jenny Marx, Ludwig von Westphalen : ces développements ne se contentent pas d'explicitement une phrase de Mehring, ils forment non un complément, mais, comme ceux sur l'Association ouvrière de Cologne, les premiers chapitres d'un second livre parallèle à celui de Mehring.

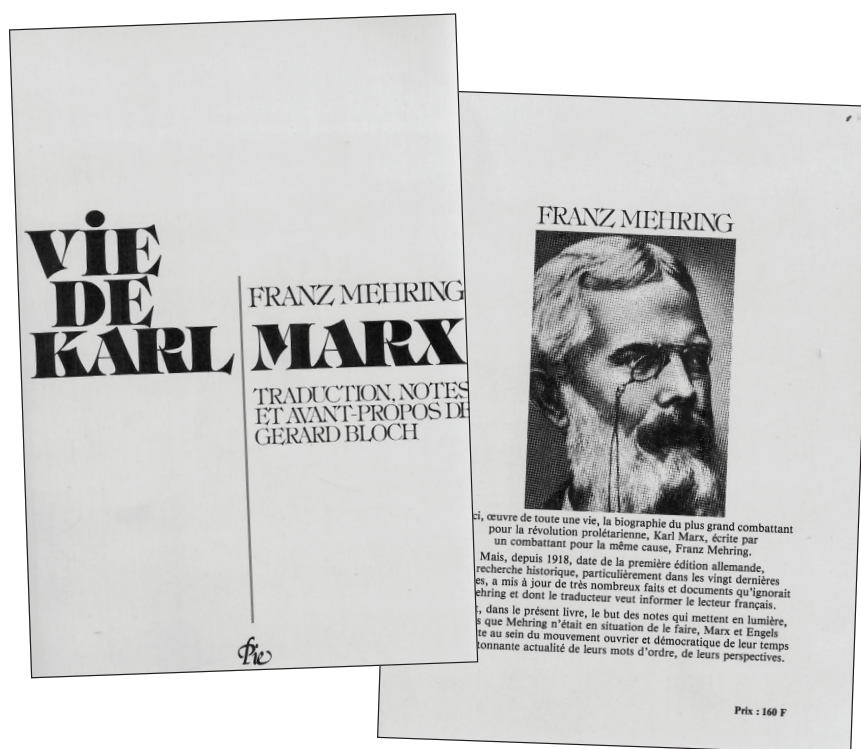
Les notes les plus volumineuses et les plus riches portent sur l'examen par Gérard Bloch de travaux sur Marx postérieurs à la rédaction de la biographie de Mehring. Il s'attaque à traquer systématiquement les erreurs, les inventions,

voire les falsifications portant sur la vie de Marx et les interprétations fallacieuses de son œuvre. En ce sens, son apport à une véritable biographie de Marx apparaît plus que jamais capital.

On peut comparer le cheminement dans l'entrelacs des notes de statuts différents (les notes chiffrées 1, 2, 3, etc., les longues notes avec *, elles-mêmes complétées par des notes marquées par des lettres a, b, c, etc.) à une promenade dont les chemins de traverse sembleraient sans cesse s'écarter

de la route principale tout en y ramenant à chaque fois. Pour quiconque s'intéresse à Marx, il vaut la peine d'entreprendre ce long voyage. On pourrait aussi dire sur un autre registre : Gérard Bloch compose avec Franz Mehring sur l'ensemble de la vie et de l'œuvre de Marx une sorte d'histoire continue à quatre mains ou à deux voix qui se font toujours écho... et se répondent sans cesse.

Jean-Jacques Marie



Finlande 1906
Les racines
révolutionnaires
du vote des femmes

Eric Blanc

Les racines révolutionnaires du vote des femmes

Une contribution à la journée internationale des femmes

4 mars 2015

En 1906, la Finlande est devenue la première nation à accorder le droit de vote sans restriction aux femmes (1). Ce résultat, véritable tournant pour les femmes, fut gagné par les socialistes finlandais pendant le soulèvement révolutionnaire qui balaya l'empire tsariste, auquel appartenait la Finlande.

Cependant, cette histoire importante a été oubliée aussi bien par le monde académique que par les militants. L'ouvrage standard d'Abraham Ascher sur la révolution de 1905 dans la Russie tsariste, par exemple, omet complètement toute mention du suffrage universel finlandais et argumente que « *les efforts des femmes pour obtenir l'égalité ont donné peu de résultats pendant la révolution* » (2). Dans les quelques ouvrages non finlandais qui traitent de la victoire de 1906, le rôle du mouvement socialiste est généralement marginalisé : David Kirby écrit que le droit de vote « *fut concédé pratiquement sans lutte* » et Barbara Evans Clement décrit les féministes les plus en vue, par exemple Alexandra Gripenberg, comme étant les principales protagonistes de la bataille pour le droit de vote (3).

L'obtention du droit de vote universel doit beaucoup plus à la lutte des classes que ne le suggèrent ces ouvrages. Dans cet article, élaborant à partir de ma recherche récente à Helsinki et de nouvelles

études par des féministes finlandaises, je retrace les racines révolutionnaires de la victoire du droit de vote, en insistant sur les activités autonomes de la Ligue des femmes travailleuses.

Je montre que le droit de vote intégral fut gagné par une grève générale massive et une insurrection anti-impériale en Fin-

(1) Ni la Nouvelle-Zélande ni l'Australie, les deux pays parfois considérés comme étant les premiers à avoir donné le droit de vote aux femmes, n'ont donné à tous les adultes le droit de vote et l'éligibilité. En 1893, la Nouvelle-Zélande accorda le droit de vote aux femmes, mais pas l'éligibilité. En 1902, l'Australie accorda le droit de vote et l'éligibilité aux femmes blanches, mais en a exclu tous les indigènes, hommes ou femmes. Sur la Nouvelle-Zélande et l'Australie, cf. Caroline Daley, Mélanie Nolan, ed., *Suffrage and beyond : international feminist perspectives* (New York, New York University Press, 1994).

(2) Abraham Ascher, *The Revolution of 1905 : a short history* (Stanford, Stanford University Press, 2004), p. 62. La version plus longue du livre d'Ascher omet elle aussi toute mention de la victoire du suffrage finlandais : Abraham Ascher, *The Revolution of 1905* (Stanford, Stanford University Press, 1988).

(3) David Kirby, « The Labour Movement », dans *Finland : people, nation, state*, éd. Max Engman, D. G. Kirby (Bloomington, Indiana University Press, 1989), p. 201. Barbara Evans Clements, *A history of women in Russia : from earliest times to the present* (Bloomington, Indiana University Press, 2012), pp. 175-176.

lande, combinées avec une révolution qui toucha tout l'Empire. Les femmes socialistes conduisirent le combat pour le droit de vote des femmes, tandis que les organisations de femmes les plus en vue soutinrent un droit de vote soumis à des critères de richesse jusqu'à la fin de 1905. Contrairement à l'allégation courante que le marxisme ignore les questions d'oppression des femmes, les socialistes finlandais ont combattu simultanément la domination de genre, de nationalité et de classe, des décennies avant l'émergence des théories d'« intersectionnalité ». Il est plus que temps de rétablir cette histoire perdue.

La montée du mouvement

L'année 1899 marque un tournant crucial dans l'histoire de la Finlande. De tous les dominiums de l'empire tsariste, la Finlande, pendant le XIX^e siècle, bénéficiait de la plus grande autonomie et liberté politique. Mais en février 1899 le régime tsariste commença à éliminer le statut spécial d'autonomie, déclenchant un mouvement national contre cette prétendue « russification ». En juillet 1899 le Parti finlandais des travailleurs fut fondé comme un parti légal, soulignant la rupture de la classe ouvrière avec des années de tutelle bourgeoise. Collaborer ou non, et sur quelle base, avec les nationalistes contre la « russification » devint un important et continu débat dans le mouvement ouvrier.

Un des points centraux de discussion entre travailleurs et nationalistes était la question du droit de vote, duquel tous les travailleurs – hommes et femmes – étaient exclus à cette époque. Le parti nationaliste finlandais et l'Association des femmes finlandaises à laquelle il était allié, demandaient l'extension du droit de vote seulement aux femmes qui remplissaient les mêmes critères de richesse que ceux alors en vigueur pour les hommes. Au contraire, le Parti des travailleurs demandait le droit de vote intégral pour tous : le droit de vote et d'éligibilité pour toute la population sans considération de richesse, sexe ou nationalité (4). En 1903 le parti adopta un programme marxiste, se renomma Parti social-démocrate (SDP), et annonça que si

ses demandes sur le droit de vote n'étaient pas satisfaites, il aurait recours à la grève générale pour les obtenir.

Tout en combattant pour le droit de vote des femmes et l'égalité légale pour tous, le mouvement ouvrier n'était pas libéré de pratiques et de préjugés patriarcaux. Un précédent pour la participation des femmes dans les mouvements sociaux avait été établi lors de la lutte massive pour la tempérance alcoolique de l'époque, mais l'appartenance et les structures décisionnelles restaient masculines à une écrasante majorité - en 1899 les femmes ne représentaient que 10,7 % du parti). Certaines des premières associations ouvrières excluaient même explicitement les femmes. Bien qu'il y eut des féministes engagés telles que Matti Kurikka et Edvard Valpas dans la direction du parti, d'autres dirigeants masculins, tels que Yrjö Makelin et Matti Turkia, étaient initialement opposés au droit de vote pour les femmes, argumentant que les femmes voteraient pour les prêtres (5). Une croyance en des différences intrinsèques et essentielles entre hommes et femmes était hégémonique, et s'exprimait par l'accent mis dans le mouvement sur le rôle des femmes en tant que mères.

La fondation de la Ligue des femmes travailleuses en 1900 reflétait par certains aspects la division du travail répandue à l'époque, avec la sphère organisatrice des femmes souvent limitée aux « activités féminines » spécifiques. D'un autre côté, de nombreuses femmes étaient intimidées à l'idée de participer à des meetings en présence d'hommes, et l'existence d'une organisation autonome constituait un moyen important pour s'affirmer en tant

(4) L'expérience finlandaise contredit directement l'assertion de l'historien Geoff Eley selon laquelle « où ni les hommes travailleurs ni les femmes travailleuses ne possédaient le droit de vote ; les mouvements de gauche refusaient d'endosser le droit de vote pour les femmes avant qu'il ne soit acquis pour les hommes ». Cf. Geoff Eley, *Forging democracy : the history of the left in Europe, 1850-2000* (New York, Oxford University Press, 2002), p. 23.

(5) Dans cet article, j'utilise le terme « féministe » dans un sens large, pour faire référence à toutes celles et tous ceux qui cherchent consciemment à en finir avec l'oppression des femmes.

que dirigeantes (6). Néanmoins, les premiers efforts de la Ligue ne furent pas particulièrement couronnés de succès. Le travail urbain le plus courant pour les femmes était celui de servante, dont les lieux de travail isolés et les longues heures rendaient l'action collective particulièrement difficile. Le congrès de 1902 de la Ligue se plaignait d'un manque de croissance des adhésions et attribuait « l'indifférence » des femmes travailleuses à un manque de conscience et à la crainte d'être licenciées. Dans ce difficile contexte, les militantes de la Ligue appelaient fréquemment des membres masculins du parti à impliquer plus activement les femmes. Lors du congrès du SDP de 1904, Sandra Reinholdsson critiquait les camarades masculins pour discrimination de leurs camarades féminines au lieu de les impliquer et de les politiser.

Parmi les femmes travailleuses, comme dans le parti plus généralement, il y avait des différences majeures concernant la collaboration avec des tendances politiques bourgeoises. Quelques-unes des militantes les plus actives, telles Reinholdsson et Mimmi Kanervo, travaillaient avec les « constitutionnalistes » dans des activités clandestines contre le régime. D'autres comme Hilja Pärssinen, la principale théoricienne du mouvement, défendait une perspective strictement classe contre classe selon les lignes établies par les marxistes allemands Auguste Bebel et Clara Zetkin. Le pamphlet de Pärssinen en 1903 sur les femmes et le vote défendait le point de vue d'un conflit de classe irréconciliable : les femmes bourgeoises voulaient seulement l'égalité avec les hommes des classes dominantes, tandis que les femmes travailleuses voulaient que le vote permette de faire passer des lois, telles que la loi sur la prohibition, pour améliorer leurs conditions matérielles (7).

Au contraire, Miina Sillanpää, l'influente dirigeante de l'association des servantes, était en faveur d'une collaboration étroite avec les principaux courants féministes. Cette position, hégémonique dans les premières années du mouvement, perdait continuellement du terrain au vu de l'élitisme de l'Association des femmes finlandaises, qui s'opposait toujours au

suffrage universel. Conduite par l'internationalement célèbre féministe Alexandra Gripenberg, l'association argumentait que les femmes de basse condition étaient ignorantes et enclines au vice, en conséquence elles devaient être guidées par leurs sœurs des classes plus élevées, qui leur étaient moralement supérieures.

Vers 1904, la collaboration, initialement étroite, entre les femmes travailleuses et les féministes non socialistes était en train de se rompre dans de nombreuses régions. A l'automne, une grève de masse des femmes travailleuses à l'usine de papier Voikkaa demandant le licenciement d'un superviseur sexuellement abusif déclencha un débat clivant entre la presse nationale et la presse socialiste sur la question de savoir si les femmes de la classe ouvrière étaient « morales » et « décentes ». En novembre, lors d'un meeting de femmes pour le droit de vote de plus de mille personnes, les femmes travailleuses, à qui on ne donnait pas la possibilité de parler, commencèrent à conspuer les orateurs bourgeois et obtinrent que le meeting adopte leur demande de suffrage universel (8).

(6) Par contraste, les bolcheviks russes ne soutenaient pas les organisations autonomes de femmes jusqu'en 1918.

(7) Si la claire division de classes dans la lutte pour le droit de vote des femmes finlandaises correspondait assez étroitement à l'analyse « orthodoxe » de Pärssinen, Zetkin, et Bebel, ailleurs dans l'empire la situation était souvent plus complexe. Par exemple, en Russie centrale et en Ukraine, les principales organisations de femmes non socialistes étaient significativement plus à gauche que leurs homologues finlandaises. Sur la Russie, cf. Rochelle Goldberg Ruthchild, *Equality & revolution : women's rights in the Russian Empire, 1905-1917* (Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2010) : sur l'Ukraine, voir ЛЛ. О. Смоляр, *Минуле заради майбутнього : жіночий рух Наддніпрянської України II пол. XIX- поч. XX століття. Сторінки історії* (Одеса : Астропринт, 1998).

(8) Le meeting avait initialement été organisé par la Ligue des femmes de Lucina Hagmane, une organisation née en 1892 d'une scission dans l'Association des femmes finlandaises liée au conflit entre les « vieilles Finlandaises » (le camp de Gripenberg) et les « jeunes Finlandaises » plus libérales. Cependant, les deux organisations étaient notoirement élitistes et en vinrent à soutenir le suffrage universel seulement après la Grande Grève.

La Grande Grève

La vague révolutionnaire qui balaya l'Empire tsariste après le massacre du Dimanche sanglant de janvier 1905 à Saint-Pétersbourg arriva relativement tard en Finlande. Des manifestations ouvrières et des affrontements avec la police eurent lieu tôt dans l'année, mais la révolution proprement dite commença seulement avec la « Grande Grève » à l'automne.

Inspirés par la grève générale en Russie centrale, les ouvriers des chemins de fer finlandais débauchèrent le 29 octobre, mettant en marche la grève, qui sera l'événement le plus important pour le mouvement ouvrier finlandais avant 1917. Le jour suivant toute la Finlande était en grève, et le pouvoir réel passa aux mains des comités de grève et des gardes armés.

Ce « festival des opprimés » transforma radicalement la conscience des travailleurs urbains et ruraux. Et peut-être nulle part ne fut cette transformation si prononcée que parmi les femmes travailleuses.

Palvelijatarlehti, le journal des servantes, nota : « La semaine de grève fut une semaine d'éveil pour les droits des femmes... Dès que la grève commença, les femmes commencèrent à tenir des meetings spéciaux, dans lesquels elles débattaient de leur position économique, et ces meetings étaient submergés de participant(e)s. C'était comme s'il avait fallu le déclenchement de la grève générale pour que les femmes réalisent qu'il dépendait d'elles que leur statut s'améliore ou non. »

Miina Sillanpää nota que la semaine de grève accomplit parmi les servantes « plus qu'il n'aurait pu être promu pendant dix ans de conditions paisibles ». La société bourgeoise était particulièrement scandalisée par la participation des servantes dans la grève, qui faisait voler en éclats les notions paternalistes des servantes comme membres de la famille hôte et représentait une intrusion directe du mouvement ouvrier dans leurs maisons. Dans des meetings quotidiens dans une cour d'école élémentaire d'Helsinki, des milliers de servantes se rassemblèrent pour formuler leurs demandes.

L'appel pour le suffrage universel (intégral) était légitimé par cette participation en masse des femmes dans tous les

secteurs de la grève, le plus haut niveau dirigeant inclus ; le comité de grève de Tampere, initialement composé uniquement d'hommes, fut rapidement réorganisé pour inclure dix femmes et douze hommes.

« *Nous vivons une période magnifique*, écrivit Alma Malander dans le journal du SDP, *Kansan Lehti*. *Des gens humbles et satisfaits de supporter le fardeau de l'esclavage se sont soudainement débarrassés de leur joug. Des groupes qui jusqu'alors mangeaient des écorces de pin demandent maintenant du pain. Les opprimés demandent justice !... Des femmes, qui ont toujours été subordonnées, subitement ont l'idée qu'elles sont réellement les égales de l'autre sexe »* (9).

Confronté à un renversement imminent du régime par une paralysante grève du travail, des rébellions paysannes et des mutineries dans l'armée, le tsar fut forcé le 30 octobre de promettre les libertés civiles et un Parlement pour tout l'Empire. Le 4 novembre, le « manifeste de novembre » du tsar repoussa la « russification » de la Finlande, rétablissant le statu quo d'avant 1899, sans garantir que le nouveau Parlement finlandais serait élu par toute la population. Les « constitutionnalistes » bourgeois, qui avaient activement promu et participé à la grève, poussaient maintenant à mettre fin à l'action. Le 6 novembre, la direction du SDP s'inclina devant cette pression et appela à la fin de la grève, contre les désirs des membres du parti de plus en plus radicalisés de lutter jusqu'à la victoire.

La fin ambiguë de la Grande Grève exacerba une situation hautement instable. Ayant éprouvé leur pouvoir de bloquer la société, les travailleurs finlandais étaient déterminés à poursuivre la mobilisation pour imposer leurs demandes politiques et économiques. Aussitôt après la Grande Grève le SDP commença des démonstrations de masse et à promouvoir une nouvelle grève générale pour l'établissement du suffrage universel intégral et un Parlement à une seule chambre.

(9) En période de famine, les Finlandais pauvres mangeaient de l'écorce de pin (pettu) pour lutter contre l'inanition.

La demi-année suivante fut témoin d'un nombre sans précédent de grèves, de l'extension rapide de l'influence socialiste parmi les fermiers locataires et les ouvriers agricoles à la campagne, de la création d'une « garde rouge » ouvrière, et de l'approfondissement de la collaboration des socialistes finlandais avec les révolutionnaires russes. C'est durant cette vague que l'auto-organisation des femmes travailleuses et la campagne pour le droit de vote des femmes atteignirent leurs sommets.

La lutte pour le droit de vote

La décision de 1906 sur le droit de vote a souvent été décrite comme le résultat de durables traditions d'égalité dans la culture finlandaise. Mais il est loin d'être acquis que le suffrage universel serait passé sans la pression de la lutte prolétarienne et les efforts autonomes des femmes socialistes.

A la suite de la Grande Grève, il y avait une inquiétude considérable et justifiée que les femmes soient exclues des élections à venir. Durant les débats au Parlement finlandais d'avril 1905 sur la réforme du droit de vote, seulement l'Etat des paysans avait soutenu le vote des femmes, tandis que les autres Etats et les divers partis nationalistes étaient tous en faveur du droit de vote uniquement pour les hommes. Le président du comité parlementaire pour la réforme choisi pour écrire les nouvelles règles électorales était le professeur Robert Hermanson, un opposant déclaré du droit de vote pour les femmes. Les femmes selon lui étaient par nature des créatures émotionnelles sujettes à l'extrémisme et inaptées à la politique et au vote.

Palvelijatarlethi abordait explicitement le danger que leurs camarades masculins puissent s'incliner devant la pression pour laisser les femmes à l'écart :

« Les rumeurs persistent que certains de nos amis masculins sont très indifférents au droit pour les femmes de voter et d'être candidates. Il a été dit que, si toutes les autres demandes sont satisfaites, il n'est pas réaliste de faire une grève générale juste pour les femmes, parce qu'elles ne sont pas suffisamment développées pour que les bénéfices de les avoir comme candidates en vaille la peine. »

Dans ce contexte, le journal argumentait que les femmes devaient prendre l'initiative pour s'assurer que leurs demandes seraient satisfaites :

« Nous (les femmes) devons crier au monde que nous demandons le droit de vote et d'être candidates, et que nous n'allons pas, nous, accepter moins que cela. Ce n'est pas le moment des compromis, car, si nous sommes exclues maintenant, nous pouvons être sûres qu'il en sera de même pour une longue période. »

Cette orientation fut immédiatement mise en œuvre. A la fin de 1905, la Ligue avait organisé 231 meetings sur le droit de vote dans tout le pays, avec 41 333 participants. La Ligue appelait à une nouvelle grève générale au cas où les femmes seraient exclues du vote, et elle mit en place un comité spécial de femmes pour démarrer les préparatifs. Quand les organisations locales de femmes travailleuses furent sondées sur cette question, quatre-vingt-deux s'engagèrent à soutenir une nouvelle grève générale, sept dirent qu'elles soutiendraient la décision de la majorité, et seulement deux s'y opposèrent.

Il fut annoncé que les adhérents masculins du parti qui s'opposeraient au droit de vote des femmes seraient dénoncés comme collaborateurs de la bourgeoisie. Certaines femmes travailleuses menacèrent de se lancer dans une grève de la cuisine pour obliger les maris sceptiques à soutenir leur lutte. Et il y eut même des déclarations que, si les femmes restaient sans droit de vote, les femmes travailleuses feraient si nécessaire grève en leur nom propre, même en opposition aux autres membres du parti.

L'afflux de femmes dans la vie politique mit en question les rôles traditionnels des sexes. Beaucoup d'hommes soutenaient les droits des femmes, notait le Palvelijatarlethi, « mais seulement dans les limites établies. Dès que les actions des femmes ont la moindre chose à voir avec l'émancipation des mères des chaînes les liant à leur étroit horizon domestique, une résistance se manifeste. » Miina Sillanpää appelait les hommes à rester à la maison et à surveiller les enfants pour permettre la participation de leurs femmes aux meetings politiques.

Les plus puissantes actions de la campagne pour le droit de vote furent peut-être ses meetings de masse. Le 17 décembre 1905, la Ligue organisa des protestations pour le droit de vote des femmes dans soixante-trois localités à travers le pays, rassemblant plus de 22 000 manifestantes. Une « déclaration nationale des femmes », rédigée par la direction de la Ligue, fut envoyée pour être adoptée par chaque rassemblement. Mettant en évidence la contradiction entre la contribution des femmes travailleuses à la Finlande et leur exclusion des droits politiques, la déclaration reliait la question du suffrage des femmes aux intérêts de la classe ouvrière finlandaise et de la nation :

« Le sort de la Finlande nous concerne autant que les hommes. Est-il étonnant que des dizaines de milliers d'entre nous se lèvent pour nos droits, pour demander l'égalité avec les hommes. Un cri puissant retentit en ce moment à travers le pays, des grandes villes aux villages, montrant que la majorité des citoyens soutient les souhaits sincères des femmes. La demande des femmes pour le vote et l'éligibilité cessera seulement lorsqu'elle sera satisfaite. Le droit de vote est pour nous un moyen de supprimer le flot d'alcool, de relever le prolétariat de sa détresse matérielle et psychologique, de préparer le chemin vers la lumière et la liberté. »

Au rassemblement de 5 000 femmes du 17 décembre à Tampere, la branche de la Ligue et les autres organisations de femmes de la ville adoptèrent leur propre déclaration, d'un ton plus dur, bien que semblable dans le contenu. Qualifiant l'idée d'exclure les femmes du vote de « disgrâce » à un moment où « le futur de la Finlande si longtemps attendu est finalement en train de naître », elle (la déclaration) argumentait :

« Nous ne voulons plus être traitées comme des créatures impotentes quémandant la protection des hommes, mais plutôt comme leurs camarades de combat, comme des femmes libres d'un peuple libre, prêtes à supporter les conséquences, aussi bien légères que lourdes, que le futur peut mettre sur les épaules de la nation. »

Les rassemblements pour le droit de vote continuèrent en 1906. Mais une nouvelle grève générale ne s'avéra pas nécessaire pour le gagner, vu que le comité parlementaire de la réforme annonça finalement que toutes les femmes seraient électrices et éligibles, bien que cela – particulièrement le dernier point – fut très controversé au sein du comité.

Comment pouvons-nous expliquer cette décision sur le droit de vote par une élite politique finlandaise qui, jusqu'alors, s'était systématiquement opposée au suffrage universel ? Simplement, le rapport des forces dans la lutte de classe avait changé, profondément changé. La pression de la vague ouvrière pendant et à la suite de la Grande Grève de 1905 et la menace bien réelle d'une nouvelle grève générale se révélèrent plus fortes que l'opposition de l'élite au suffrage universel.

Que la décision sur le suffrage ait été imposée d'en bas à la classe dirigeante fut ouvertement admis à l'époque par le politicien dirigeant et érudit légaliste R. A. Wrede. De même l'influent banquier et politicien Emil Schybergson déclara au comité parlementaire de la réforme que la révolution russe les avait forcés à précipiter une décision qui aurait autrement pu attendre encore cinquante ans. Et le dirigeant du sénat Leo Mechelin mentionna cette dynamique dans son rapport au tsar sur la réforme parlementaire proposée : l'opinion publique en Finlande, expliqua-t-il, soutenait le droit de vote pour les femmes et leur exclusion engendrerait un désappointement populaire.

Cette dynamique de base vaut aussi pour l'acceptation par le tsar le 20 juillet 1906 de la proposition finlandaise sur le vote. Un tel acte aurait été inconcevable sans le processus en cours de troubles révolutionnaires à travers l'empire, qui s'embrasa de nouveau cet été-là dans une nouvelle vague de rebellions paysannes et de mutineries dans l'armée (10).

(10) Sur la profondeur de la crise révolutionnaire à l'été 1906 – qui à Helsinki fut manifeste lors de la « Viapori rebellion » fin juillet de soldats russes et de Gardes rouges finlandais – cf. John Bushnell, *Mutiny amid repression : Russian soldiers in the Revolution of 1905-1906* (Bloomington : Indiana University Press, 1985.).

Conclusion

La campagne sur le suffrage dura jusqu'en 1907. En janvier, la Ligue – nouvellement renommée la Ligue sociale démocratique des femmes – envoya un mémorandum à ses branches locales, les appelant à s'assurer que les listes de candidats SDP pour les élections incluaient un nombre suffisant de femmes. A cette date, plus de 18 000 femmes avaient rejoint le SDP, soit près d'un quart des adhérents.

Les élections de 1907 furent remportées haut la main par le SDP, qui – et c'est à mettre à son crédit – n'avait pas hésité sur la question du suffrage universel. Il gagna 37 % des votes – le plus haut score de n'importe quel parti – et, sur les dix-neuf femmes entrées à la nouvelle Diète, neuf étaient du SDP. Ces dernières formaient un groupe remarquable, toutes dirigeantes de la Ligue, et la plupart étaient issues de milieux modestes. Anni Huotari, Maria Laine, Maria Raunio, et Sandra Reinholdsson étaient des couturières, comme l'avait été Miina Sillanpää ; Ida Ahlstedt était une boulangère et gérante d'une pension ; et Hilja Pärssinen était une institutrice.

Les principales féministes étaient, au mieux, ambivalentes à propos de la victoire du droit de vote. Elles avaient publiquement pris parti en faveur du suffrage universel après la Grande Grève, mais de nombreuses dirigeantes soulignaient encore que les femmes finlandaises étaient trop arriérées et non préparées pour le suffrage. Alexandra Gripenberg déclara devant un congrès de femmes à Vienne en 1907 que l'entrée de femmes plébéiennes, non éduquées, au Parlement était un « horrible » embarras. Elle se lamentait : « *La plupart des députées socialistes étaient auparavant des servantes, ouvrières d'usine, ou des couturières... C'était une erreur que si peu de femmes réellement capables et appropriées pour le travail à la Diète aient été élues... Si nous avions eu des femmes avocates, marchands, docteurs, scientifiques... les papiers des femmes auraient pesé beaucoup plus* » (11). Gripenberg continua de parcourir le monde dans les années suivantes, parlant au nom de toutes les femmes fin-

landaises et promouvant son interprétation particulière de la lutte pour le suffrage. Au contraire, le mouvement ouvrier vit dans la lutte finlandaise une victoire sans appel, et, selon les mots d'Auguste Bebel, « *le triomphe du socialisme international* ». Les marxistes russes vinrent au congrès de la Ligue en 1906 et déclarèrent que les Finlandaises éclairaient la route que les femmes russes devraient prendre. Pareillement, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai montrèrent la Finlande comme une preuve que la libération des femmes pouvait être obtenue seulement par la lutte de classe.

En cette journée internationale des femmes, nous ferions bien de reconnaître que ce sont les socialistes qui ont gagné le droit de vote intégral pour la première fois dans l'histoire. L'effacement de cette expérience de nos mémoires représente en ultime instance une conquête idéologique pour les Gripenberg du monde. Se réapproprier les racines du droit de vote pour les femmes est, en ce sens, un acte politique en continuité avec la bataille gagnée il y a plus d'un siècle, une bataille qui continuera jusqu'à ce que le capitalisme soit finalement renversé.

Eric Blanc

Eric Blanc est l'auteur d'une monographie à paraître, *Anti-Colonial Marxism : Oppression & Revolution in the Czarist Borderlands, 1881-1917* (Historical Materialism Series, Brill Publishers).

Cet article repose pour l'essentiel sur des sources finlandaises dont : Hannu Soikkanen, *Sosialismin Tulo Suomeen : Ensimmäisiin Yksikamarisen Eduskunnan Vaaleihin Asti* (Porvoo-Helsinki : Werner Söderström Osakeyhtiö, 1961). Riitta Laine, *Suomen Naisyhdistyksen äänioikeustoiminta vuosina 1884-1906* (Pro gradu-tutkielma, Tampereen yli-

(11) Baroness Alexandra Gripenberg, *Concerning Finland* (Glasgow, John Horn, 1911), p. 6.

pisto, 1995), *Toisen Suomen Työväen Puoluekokouksen Pöytäkirja. Kokous pidetty Forssassa elok. 17-20. 1903 Liite* (Turku : O.Y., 1903), *Suomen sosialidemokratinen puolue. Tilastollisia tietoja puolueeseen kuuluvista yhdistyksistä v. 1919* (Helsinki : Sosialidemokraattisen puoluetuomikunta kustannuksella, 1920), Risto Turunen, *Pumpulivallankumous – Finlaysonin tehtaalaisten maailmankuvan muutos 1800-luvulta vuoteen 1918* (Pro gradu-tutkielma, Tampereen yliopisto, 2012), Hilja Pärssinen, “Suomen Sosialidemokraattisen naisliikkeen kehitys”, *Sosialidemokraattinen puolue 25 vuotta Muistojulkaisu*. (Helsinki : Sosialidemokraattinen Puoluetuomikunta, 1924), *Sosialidemokratinen Naisliitto Kirjelmä Naisosastoille 11.1.1907*. (Sos. Dem. Naisliitto 362.86 F1, Työväen Arkisto) Alli Lahtinen, *50 vuotta Kotkan sosialidemokraattisten naisten toimintaa 1899-1949* (Kotka : Kotkan sosialidemokraattinen naisyhdistys, 1949), *Suomen sosialidemokratinen puolue. Tilastollisia tietoja puolueeseen kuuluvista yhdistyksistä v. 1919* (Helsinki : Sosialidemokraattisen puoluetuomikunta kustannuksella, 1920). Marja Kokko, *Sisaret, toverit : naisten järjestäytyminen, ryhmätietoisuus ja kansalaistuminen Jyväskylässä 1800-luvun lopulta 1930-luvulle* (Jyväskylä : Jyväskylän yliopisto, 1998), 67.

Un commentaire

Jara Handala [permalink](#)

Enhardies par le suffrage universel pour les adultes, les jeunes femmes finlandaises jouèrent pleinement leur rôle dans la vie politique de la social-démocratie, comme cela est montré dans un chapitre étonnant d'un livre à propos de l'usage de l'humour dans un journal d'une petite ville de 1914 à 1925.

Valistaja (L'Eclaireur) était écrit à la main, ce qui n'était pas inhabituel à l'époque dans de nombreuses parties d'Europe, et était diffusé et lu lors de meetings politico-culturels hebdomadaires dans les villages et la ville de Högfors (maintenant Karkkila), qui hébergeait alors les plus grandes usines sidérurgiques du pays. Les femmes, en partie, « *amenaient les questions de l'amour, des émotions, et de l'identité de genre dans les discussions* ». Le journal fut interdit par la police car il prônait le communisme. Il est maintenant archivé, étant revenu au grand jour au début des années 1980 quand « *une pile d'exemplaires fut trouvée dans le grenier du bureau de police locale* ».

(Kirsti Salmi-Niklander, *Bitter Memories and Burst Soap Bubbles*, in Hart & Bos (eds.), *Humour & Social Protest*, Cambridge UP, 2008, 189-207 ; first pub'd in *International Review of Social History*, 52, 2007).

Eric Blanc



Maria Laine



Mimmi Kanervo



Finlande 1906 - couturières

Un article de *LiteraruS*

(numéro 5, parution décembre 2016)

***“L’arrivée des soldats russes
à Marseille le 20 avril 1916”***

“L’arrivée des soldats russes à Marseille le 20 avril 1916”

Thème du colloque organisé le 30 avril dernier à Marseille par l’association *La Courtine 1917*

Il y a un siècle, le 20 avril 1916, dix mille soldats russes débarquaient dans le port de Marseille.

Puis, dans les années qui suivirent, ils ont connu en France l’atrocité de la guerre. Après s’être mutinés au printemps 1917 et avoir été parqués et réprimés au camp militaire de La Courtine en Creuse, après avoir connu les compagnies de travail forcé en France et les déportations en Algérie, après s’être engagés pour quelques centaines dans la « Légion russe pour la France » et pour quelques centaines d’autres avoir fondé une famille en France, c’est entre 1919 et 1920 que l’immense majorité des anciens soldats du corps expéditionnaire russe regagnèrent la Russie. Un pays totalement transformé par la guerre et la révolution de 1917.

Le colloque organisé par l’association *La Courtine 1917* en partenariat avec le musée d’histoire de Marseille et le soutien de la municipalité, sous le patronage scientifique de trois historiens, visait à éclairer une page d’histoire encore assez méconnue de la guerre de 14-18 en France, tout en la resituant dans les grands bouleversements internationaux de cette période.

Notre revue *LiteraruS* s’est entretenue à propos de ce colloque avec Jean-Louis Bordier, président de l’association *La Courtine 1917*, et Eric Molodtsoff, petit-fils d’un soldat de la 1^{re} brigade russe, qui débarqua le 20 avril 1916 à Marseille.

Jean-Louis Bordier,
président de l’association
« *La Courtine 1917* »

Ce colloque scientifique s’est tenu dans le cadre prestigieux du musée d’histoire de Marseille pour célébrer le centenaire du débarquement du corps expéditionnaire russe dans le port de la ville, qui a eu lieu le 20 avril 1916.

En ouvrant ce colloque, j’ai tenu à saluer et remercier le public d’être venu nombreux : 130 personnes étaient présentes, venant parfois de loin, de très loin, bien qu’en la matière il faille relativiser quand on pense au périple qu’accomplirent les soldats du corps expéditionnaire russe.

Le premier intervenant à prendre la parole à ce colloque fut M. Sergey Molchanov, consul général de la Fédération de Russie à Marseille, qui a remercié l’association *La Courtine 1917* de l’avoir invité. Il a affirmé qu’il était heureux de participer à ces travaux de recherche historique sur l’histoire du corps expéditionnaire russe en France et il a indiqué qu’une cérémonie aurait lieu le 12 mai à Marseille, sous l’égide de l’ambassade russe et du consulat de Marseille, pour l’inauguration d’une plaque célébrant le centième anniversaire du débarquement des troupes russes, et que l’association *La Courtine 1917* était invitée à cette cérémonie comme elle sera invitée le 15 juillet à Brest à la célébration du centième anniversaire du débarquement de la 3^e brigade.

La première communication d’historien présentée fut celle de Jean-Yves Le Naour, qui traita avec brio de la situation internationale et de la guerre en 1914 et 1915, pour aborder ensuite, dans sa deuxième partie, l’arrivée des soldats russes

le 20 avril 1916 à Marseille. Il projeta ensuite quatre minutes de films d'époque montrant l'accueil plus que chaleureux réservé par les Marseillais aux soldats russes.

Ensuite, des extraits du carnet de guerre du soldat russe Stéphane Gavrilenko furent lus par son fils, notre ami Jean Gavrilenko. Ce fut au tour de Françoise Barlési de lire en russe un poème du carnet de guerre de Serguei Ivanoff, dont la petite fille Claudine Cimatti-Ivanoff lut la traduction en français. Et puis Jean-Paul Gady donna lecture d'un texte de Rodion Malinovski relatant son arrivée le 20 avril 1916 à Marseille. Il indiqua que cette traduction, comme beaucoup d'autres depuis deux ans, avait été faite par Danièle Carrance, une amie de Limoges, une des pièces maîtresses de notre association, à qui il souhaitait de se remettre bien vite de ses soucis de santé qui lui empêchaient d'être avec nous à ce colloque*.

L'historien Jean-Jacques Marie clôtura la matinée par la présentation de sa communication intitulée « *De la conférence de Kienthal d'avril 1916 au déclenchement de la révolution russe* ». Son propos montra tout particulièrement de façon très détaillée comment les militants internationalistes combattirent pour le refus de la guerre, contre le vote des crédits de guerre dans les différents parlements, un combat lié à l'exigence de la sortie des ministres socialistes des gouvernements d'Union sacrée.

Moment d'émotion pour la photo souvenir des onze descendants de soldats russes, enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, qui purent ainsi se connaître, grâce tout particulièrement à deux de ces descendants membres de notre association, Claudine Cimatti et Eric Molodtsoff.

A la reprise des travaux en début d'après-midi, il revint à l'historien Rémi Adam, spécialiste de l'histoire du corps expéditionnaire russe, de nous présenter cette épopée avec bien évidemment l'histoire de la mutinerie de La Courtine. Il le fit en montrant avec précision et force détails comment et par quels canaux la « *contagion* » que portait les soldats russes en arrivant en France s'était étendue et avait innervé l'ensemble du corps

expéditionnaire et comment la révolution s'était frayé un chemin jusque dans les tranchées du front en Champagne.

Puis, fut ensuite projeté le film de Patrick Le Gall, *20 000 moujiks sans importance*, qui fut suivi d'un débat et d'échanges nourris pendant près d'une heure entre les participants et les historiens.

Les publications des historiens et les revues de l'association Les cahiers de la Courtine, et notamment le hors-série « Les soldats russes de l'île d'Aix 1917-1920 », eurent un grand succès.

Ce colloque très instructif et passionnant, aux dires unanimes des participants, fut conclu en donnant rendez-vous à tous pour le centenaire des trois jours d'événements commémoratifs de la répression de la mutinerie de La Courtine en septembre 2017.

* Danièle Carrance est décédée le 12 mai 2016.

Eric Molodtsoff, petit-fils de Michel Molodtsoff, soldat de la 1^{re} brigade russe

La création de l'association « La Courtine 1917 » en 2012 et surtout de son site* en 2014 ont permis aux descendants en recherche d'informations sur leurs aïeux ayant appartenu au corps expéditionnaire russe en France de trouver un lieu d'échange.

Car nous partageons tous un point commun : nous étions tous isolés dans nos recherches.

Beaucoup d'entre nous s'étaient tournés vers l'ASCERF (*Association du souvenir du corps expéditionnaire russe en France – NDLR*), la plus ancienne association de descendants. Il s'est avéré que c'est un lieu fermé. Nous avons tous été reçus avec courtoisie, mais il y règne un entre-soi qui pose rapidement les limites de l'échange.

Elle a pour but de préserver le souvenir et la culture de l'ancienne Russie tsariste.

S'y retrouvent en majorité des descendants d'officiers « blancs » orthodoxes. Les descendants des simples soldats n'y sont pas admis, et aucune aide n'est à attendre de ce côté.

Elle ne dit rien ou si peu du destin des soldats russes après l'offensive Nivelles ni de la répression de La Courtine de septembre 1917.

« La Courtine 1917 » a donc toute sa place pour combler ce vide en ramenant en pleine lumière ce que la censure a caché pendant un siècle.

Elle a eu aussi cette vertu : nous permettre de nous retrouver, de sortir de l'isolement et de partager nos histoires, ainsi que les informations et démarches nécessaires pour avancer dans nos recherches respectives.

Ainsi, depuis deux ans, une quinzaine de familles nous ont contactés. Nous avons pu les aider dans leurs démarches souvent avec succès. De nombreux échanges ont eu lieu par mails. Nous avons partagé des textes, des documents et des photos.

Le colloque de Marseille a été un moment fondateur. Pour l'association bien sûr, mais aussi pour les descendants. Il a été l'occasion pour les familles de se rencontrer et d'échanger de vive voix. Nous avons immortalisé ce moment avec un cliché de groupe. C'est une photo de famille très émouvante. Car nous formons une famille. Hier dispersée aujourd'hui réunie.

Pour clôturer le colloque, le président Jean-Louis Bordier a souhaité me donner la parole. Je vous livre en guise de conclusion les deux réflexions qui me sont venues à l'esprit :

La première est la valeur d'exemple que représente l'histoire des soldats du CERF (*corps expéditionnaire russe en France - NDLR*). Elle prouve que des hommes condamnés par un pouvoir hiérarchique à poursuivre un destin qu'ils refusent peuvent décider de ne plus subir. C'est d'autant plus méritoire que les soldats russes venaient d'une société écrasée par un régime autocratique fondé sur l'injustice de classe et la répression de toute velléité de liberté. Je pense que cette leçon est toujours actuelle.

La seconde est la puissance de la censure. Il aura fallu près de soixante-dix ans pour que l'histoire du CERF, en tout cas

la partie cachée de la mutinerie et de sa répression, soit sortie des oubliettes de l'histoire.

Je n'ai pas la prétention de m'ériger en porte-parole des descendants, mais je pense qu'ils seront d'accord avec moi pour ce qui suit :

Je voudrais d'abord saluer le travail des historiens. On sait leur rôle fondamental dans la société, mais vous pouvez imaginer sans peine l'immense aide qu'ils nous apportent dans nos recherches familiales respectives. Jusqu'à un passé récent, les descendants devaient se débrouiller seuls pour reconstituer l'histoire de leurs aïeux, avec comme maigre point de départ quelques photos et anecdotes pour les plus chanceux. Grâce aux travaux des historiens, nous avons pu replacer chaque destin individuel dans la grande histoire du CERF.

Je ne voudrais pas que ce colloque s'achève sur une image totalement négative.

En effet, la France qui les a réprimés est aussi celle qui après la guerre va accueillir ceux qui vont souhaiter rester. Elle leur donnera la nationalité française pour la plupart, leur donnera du travail et leur permettra de fonder une famille. Nous sommes le résultat, nous descendants, aussi de cette France-là.

Nos échanges à l'occasion de ce colloque nous ont permis aussi de constater que notre père, grand-père ou arrière-grand-père respectif n'a pas souhaité transmettre la langue et la culture russes. En analyser les raisons nécessiterait un autre colloque. Nous pouvons constater que, cent ans après les faits, la question de nos origines russes fait irruption dans notre présent. Ainsi nous ne sommes jamais quittes avec notre histoire.

Voici un siècle nos aïeux étaient camarades. Ensemble ils tentaient de survivre dans l'horreur des tranchées. Je serais curieux de savoir ce qu'ils penseraient de voir, cent ans après, leurs descendants réunis aujourd'hui en leur nom.

*** Site de l'association :
lacourtine1917.org**

**Les troupes russes
en France et
dans les Balkans
de 1916 à 1918**

Claudie Lescot

Exposition du 16 au 23 septembre 2016, résidence de l'ambassadeur de Russie en France

Si une vingtaine de panneaux racontent l'histoire de ce corps expéditionnaire russe arrivé en France et dans les Balkans pendant la guerre de 1914-1918, le sous-titre écrit en capitales « AYANT FAIT LEUR DEVOIR » sur l'affiche annonçant l'exposition met l'accent sur l'obéissance d'une minorité des troupes et non sur la révolte de la majorité.

Tout contre l'affiche annonçant l'exposition, le buste d'Alexandre II, érigé et dévoilé en 2013 dans le hall d'honneur de l'ex-ambassade de Russie.

Les pertes humaines dès les premiers mois de la guerre sont énormes sur le front ouest, les vagues d'assaut se succèdent et les effectifs fondent, la pénurie de munitions (cartouches et obus) menace les armées.

Pour compléter les effectifs, le gouvernement français fait appel à son empire colonial, des troupes sont recrutées dans toute l'Afrique noire, au Maghreb, jusqu'en Nouvelle Calédonie. Et l'idée naît à Paris et à Londres, de demander à la Russie des troupes supplémentaires.

Le premier plan établi par les Français, en novembre 1915, prévoit un million d'hommes, à raison de 40 000 par mois. L'armée tsariste est bien incapable d'accéder à ces exigences.

Finalement en décembre 1915, l'échange est scellé lors du voyage de Paul Doumer à Petrograd. La France obtient deux brigades de 10 000 hommes chacune, les 1^{re} et 3^e brigades, et deux

autres seront envoyées à Salonique, contre des milliers de fusils et de munitions.

Les hommes de la 1^{re} brigade sont recrutés parmi les ouvriers et employés de la région de Moscou, ceux de la 3^e sont d'origine rurale, tous volontaires, précise le commissaire de l'exposition, Gérard Gorokhoff, guide de la visite aux côtés de l'attaché culturel de l'ambassade de Russie.

L'état-major et le 1^{er} régiment de la 1^{re} brigade quittent Moscou le 3 février 1916 et entament un périple de près de trois mois à travers la Sibérie, la mer de Chine, la fournaise de l'océan Indien, la mer Rouge et la Méditerranée. Si un panneau montre bien cette « aventure », en revanche il ne précise pas le caractère éprouvant de ce périple pour la troupe transportée en wagons plombés, puis à fond de cale, par des températures de - 53 degrés puis de + 50 degrés. Sans compter les menaces, les brimades, la discipline de fer imposée par les officiers qui avaient cours dans l'armée tsariste. Les châtiments corporels ont été restaurés dans l'armée impériale après les premiers mois de guerre, et les officiers, issus le plus souvent de la noblesse, n'hésitent pas à les infliger aux hommes de troupe.

Rémi Adam, en annexe de son livre *1917, la Révolte des soldats russes en France*, publie le témoignage, recueilli par sa fille en 1986, de Georges Zamotine, soldat de la 1^{re} compagnie de la 1^{re} brigade : « *Nous subissons une température de 6 degrés et le mal de mer. Nous n'avons*

pas d'appétit. La cuisine est faite par des Vietnamiens. Leur nourriture ne nous convient pas (surtout, ils se baignent dans les bacs dans lesquels ils nous servent à manger). Nous décidons de boycotter les repas. Le général de brigade monte alors sur une tribune et nous aligne. Il compte de un à dix et fait sortir le dixième et ainsi de suite jusqu'à la fin. Il déclare alors : "Je vous donne l'ordre de prendre votre repas tout de suite sinon tous les hommes qui sont sortis seront pendus." J'étais l'un de ces hommes j'ai obéi. »

La 1^{re} brigade arrive à Marseille le 20 avril 1916. Les photos ne manquent pas : ces troupes ont été abondamment photographiées, et aussitôt envoyées en formation au camp de Mailly, en Champagne, puis sur le front dans le secteur d'Auberive.

Au 15 octobre 1916 on compte 500 morts dans les troupes russes. Celles-ci restent sur le front jusqu'à la « grande offensive » de printemps, l'offensive Nivelle d'avril 1917.

A cette date, les brigades connaissent les événements de mars (février en Russie) 1917. Les hommes savent que le tsar Nicolas II a abdiqué, bien qu'ils n'aient été informés officiellement qu'après par l'état major. Dans le livre déjà cité, Remi Adam reproduit la lettre d'un soldat arrêtée par la censure postale :

« Le 7 mars, un télégramme est venu de Russie pour nous, mais les chefs de l'ancien régime ne l'ont pas laissé passer, et ce sont les journaux français et quelques agents secrets du vieux régime qui nous ont apporté les nouvelles. Or, moi et l'un de mes camarades nous n'avons pas pu résister à l'envie de rassembler les soldats de notre bataillon pour nous réunir autour du drapeau rouge. Tous nous nous sommes groupés, et nous avons formé un bataillon et demandé la musique. Je marchais devant.

Un premier officier vint à moi et me dit : "Je ne donnerai pas la musique sans l'autorisation du chef de bataillon." Nous appelâmes alors le commandant. Nous lui demandâmes pourquoi il ne nous avait pas informés de ce qui se passait en Russie, il nous répondit qu'il n'en savait rien, nous pria de nous disperser et nous dit que, s'il apprenait quelque chose, il nous

aviserait tout de suite. Le soir, on nous communiquait que Nicolas II avait abdiqué et nous connûmes les agissements de sa police fidèle. Ce bulletin, arrivé le 4, nous fut lu seulement le 9 mars » (le 22 mars en France).

L'offensive Nivelle d'avril 1917 se solde par un échec total, seules les brigades russes atteignent leur objectif, le village de Courcy, et le tiennent pendant quatre jours. Toutes les unités se sont repliées, sauf les unités russes. Les pertes sont énormes : 271 000 morts, blessés, disparus et prisonniers. Dans ce bilan, 6 000 Russes sont tombés, les 1^{re} et 3^e brigades sont saignées.

Si l'exposition revient abondamment sur la bravoure des soldats et officiers russes au combat, sur la « réussite » de Courcy, elle passe sous silence les sentiments des troupes russes, pour lesquelles rien ne sera plus pareil après l'offensive. Plus question d'obéir comme avant aux ordres des officiers haïs.

Les hommes fatigués exigent de rentrer en Russie, mais également beaucoup souhaitent participer aux changements en Russie, d'autant que les mutineries se développent au sein des troupes françaises et les grèves ouvrières se multiplient à l'arrière. L'exposition n'aborde pas ces aspects.

Ni l'état-major français ni le gouvernement provisoire en Russie ne souhaitent le retour des troupes russes. Le 28 mai 1917, il est décidé de transférer les deux brigades au camp de La Courtine, dans la Creuse. Le 20 juin les premières unités russes arrivent au camp.

A l'intérieur du camp, les soldats, auxquels on refuse toujours le rapatriement, s'organisent en comités de soldats et réunissent le 5 juillet leur première assemblée générale, qui rassemble 5 000 hommes environ. Ils exigent le rapatriement et refusent de retourner au combat sous les ordres de l'état-major français.

La situation évolue rapidement à l'intérieur du camp : 10 000 soldats s'organisent et bravent les ordres de l'état-major et du gouvernement provisoire. Sept délégués sont élus et envoyés au soviet de Petrograd. John Reed, dans son livre *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, cite une partie du rapport du gouvernement provisoire sur la mutinerie de La Courtine :

« *L'attitude extrêmement hostile des soldats à l'égard des gradés, allant même jusqu'à des voies de fait, força le général à éloigner les officiers du camp de La Courtine, n'en laissant que quelques-uns pour s'occuper des questions administratives.* »

La décision de réprimer la révolte des soldats du camp de La Courtine est prise par le gouvernement français, véritable maître d'œuvre de la répression. Deux unités de la 3^e brigade russe, 3 500 soldats loyalistes, font mouvement autour du camp, 5 000 soldats français sont répartis et forment un deuxième cercle.

Le 16 septembre, à 10 heures, à l'expiration de l'ultimatum, l'assaut est donné : les premiers obus tombent sur le camp. Au bout de trois jours de canonnade, les mutins se rendent par petits groupes, immédiatement désarmés.

L'exposition fait état de onze morts et quelques blessés - c'est le bilan officiel. « *Etonnante inefficacité des canons de 75 français* », écrit Rémi Adam.

Un panneau indique, à la suite du désarmement du camp, que l'état major donne le choix aux mutins écrasés entre :

- devenir travailleurs, dans différents secteurs, avec salaire (la majorité),
- une poignée, les irréductibles, sont envoyés « travailler » en Algérie,
- une minorité accepte de se battre, de retourner au front sous l'autorité française.

Il ne s'agit évidemment pas d'un véritable choix. Le général Comby, chargé de répartir les différents soldats russes,

dicte un ultimatum le 9 décembre 1917 : « *Ceux qui ne désireront pas aller travailler seront formés en détachements et conduits sous escorte en Afrique.* »

Plus de 3 300 hommes, puis ensuite 1 330 de plus, sont conduits dans un port d'embarquement pour l'Algérie, aux travaux forcés.

Plus de 5 000 optent pour les compagnies de travailleurs « volontaires » et une petite fraction, 277 au 1^{er} janvier 1918, s'engage pour retourner au front, devenant la « Légion d'honneur ».

Au total, plus de 4 500 hommes, soit un tiers du corps expéditionnaire, sont déportés en Algérie et placés sous l'autorité du général Nivelles, qui commande les troupes françaises en Algérie.

La guerre vient de s'arrêter sur le front est.

L'exposition fait la part belle à cette « Légion d'honneur », un peu moins de 300 soldats sous uniforme français, seules troupes russes encore présentes dans la guerre.

En fin de visite, l'attaché culturel russe annonce que c'est la victoire de Courcy qui a été choisie pour célébrer le centenaire de l'année 1917.

Claudie Lescot

Bibliographie :

Rémi Adam, *1917, la Révolte des soldats russes en France*, collection Histoire, LBC.
Rémi Adam, *Le Journal de Stéphane Ivanovitch Gavrilenko*, éditions Privat.



Défilé de la 1^{ère} brigade russe dans les rues de Marseille.
Avril 1916

Extraits de
Histoire de la
révolution russe
Léon Trotsky

“Les masses exposées aux coups” (extrait), in *Histoire de la révolution russe (2. Octobre)*, Trotsky, Éditions du Seuil, pages 290 à 292

“**P**endant ce temps, bien loin au-delà des frontières du pays, sur le territoire français, l’on procéda, à l’échelle d’un laboratoire, à une tentative de “résurrection” des troupes russes, en dehors de la portée des bolcheviks, et, par conséquent, d’autant plus probante. Pendant l’été et l’automne, dans la presse russe, pénétrèrent, mais restèrent dans le tourbillon des événements presque inaperçues, des informations sur la révolte armée qui avait éclaté dans les troupes russes en France. Les soldats des deux brigades russes qui se trouvaient en ce pays étaient, d’après l’officier Lissovsky, dès janvier 1917, par conséquent avant la révolution, “fermement persuadés d’avoir été tous vendus aux Français, en échange de munitions”. Les soldats ne se trompaient pas tellement. A l’égard des patrons alliés, ils ne nourrissaient “pas la moindre sympathie”, et à l’égard de leurs officiers – pas la moindre confiance.

La nouvelle de la révolution trouva les brigades d’exportation pour ainsi dire politiquement préparées – et néanmoins les prit à l’improviste. Il n’y avait pas lieu d’attendre des officiers des explications sur l’insurrection : l’ahurissement s’avérait d’autant plus grand que l’officier était plus élevé en grade. Dans les camps apparurent des patriotes démocrates venus des milieux de l’émigration. “On put observer

plus d’une fois – écrit Lissovsky – comment certains diplomates et officiers des régiments de la Garde... avançaient aimablement des sièges à d’anciens émigrés.” Dans les régiments surgirent des institutions électives, et, à la tête du Comité, fut placé un soldat letton qui se distingua bientôt. Là encore, par conséquent, l’on avait trouvé son “allogène”. Le 1^{er} régiment, qui avait été formé à Moscou et se composait presque entièrement d’ouvriers, de commis et employés de magasin, en général d’éléments prolétariens et à demi prolétariens, était arrivé le premier sur la terre de France, un an auparavant et, pendant l’hiver, avait combattu sur le front champenois. Mais “la maladie de la décomposition atteignit avant tout ce régiment même”. Le 2^e régiment, qui avait dans ses rangs un fort pourcentage de paysans, garda son calme plus longtemps. La 2^e brigade, presque entièrement composée de paysans sibériens, semblait tout à fait sûre. Fort peu de temps après l’insurrection de Février, la 1^{re} brigade était sortie de la subordination. Elle ne voulait combattre ni pour l’Alsace ni pour la Lorraine. Elle ne voulait pas mourir pour la belle France. Elle voulait essayer de vivre dans la Russie neuve. La brigade fut ramenée à l’arrière et cantonnée au centre de la France dans le camp de La Courtine.

“Au milieu de bourgades bourgeoises – raconte Lissovsky – dans un immense

camp, commencèrent à vivre en des conditions tout à fait particulières, insolites, environ dix mille soldats russes mutinés et armés, n'ayant pas auprès d'eux d'officiers et n'acceptant pas, résolument, de se soumettre à quiconque." Kornilov trouva une occasion exceptionnelle d'appliquer ses méthodes d'assainissement avec le concours de Poincaré et de Ribot, qui avaient tant de sympathie pour lui. Le généralissime russe ordonna, par télégramme, de réduire "les hommes de La Courtine à l'obéissance" et de les expédier à Salonique. Mais les mutins ne cédaient pas. Vers le 1^{er} septembre, on fit avancer de l'artillerie lourde et, à l'intérieur du camp, l'on colla des affiches portant le télégramme comminatoire de Kornilov. Mais, justement alors, dans la marche des événements, s'inséra une nouvelle complication : les journaux français publièrent la nouvelle que Kornilov lui-même était déclaré traître et contre-révolutionnaire. Les soldats mutinés décidèrent définitivement qu'il n'y avait aucune raison pour eux d'aller mourir à Salonique, et qui plus est sur l'ordre d'un général traître. Vendus en échange de munitions, les ouvriers et les paysans résolurent de tenir tête. Ils refusèrent d'avoir des pourparlers avec aucune personne du dehors. Pas un soldat ne sortait plus du camp.

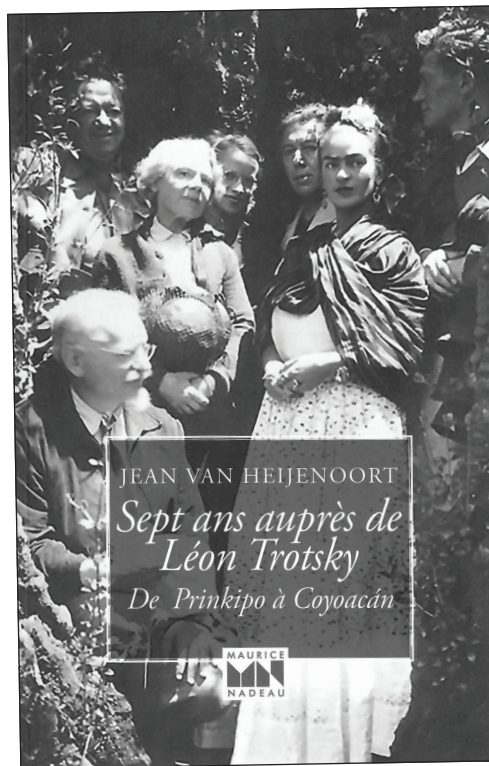
La 2^e brigade russe fut avancée contre la 1^{re}. L'artillerie occupa des positions sur les pentes des collines voisines ; l'infanterie, selon toutes les règles de l'art du génie, creusa des tranchées et des avancées vers La Courtine. Les environs furent solidement encerclés par des chasseurs alpins, afin que pas un seul Français ne pénétrât sur le théâtre de la guerre entre deux brigades russes. C'est ainsi que les autorités militaires de la France mettaient en scène sur leur territoire une guerre civile entre Russes, après l'avoir précau-

tionneusement entourée d'une barrière de baïonnettes.

C'était une répétition générale. Par la suite, la France gouvernante organisa la guerre civile sur le territoire de la Russie elle-même en l'encerclant avec les fils barbelés du blocus.

"Une canonnade en règle, méthodique, sur le camp, fut ouverte." Du camp sortirent quelques centaines de soldats disposés à se rendre. On les reçut, et l'artillerie rouvrit aussitôt le feu. Cela dura quatre fois vingt-quatre heures. Les hommes de La Courtine se rendaient par petits détachements. Le 6 septembre, il ne restait en tout qu'environ deux centaines d'hommes qui avaient décidé de ne pas se rendre vivants. A leur tête était un Ukrainien nommé Globa, un baptiste, un fanatique : en Russie, on l'eût appelé un bolchevik. Sous le tir de barrage des canons, des mitrailleuses et des fusils, qui se confondit en un seul grondement, un véritable assaut fut donné. A la fin des fins, les mutins furent écrasés. Le nombre des victimes est resté inconnu. L'ordre, en tout cas, fut rétabli. Mais, quelques semaines après, déjà, la 2^e brigade, qui avait tiré sur la 1^{re} brigade, se trouva prise de la même maladie...

Les soldats russes avaient apporté une terrible contagion à travers les mers, dans leurs musettes de toile, dans les plis de leurs capotes et dans le secret de leurs âmes. Par là est remarquable ce dramatique épisode de La Courtine, qui représente en quelque sorte une expérience idéale, consciemment réalisée, presque sous la cloche d'une machine pneumatique, pour l'étude des processus intérieurs préparés dans l'armée russe par tout le passé du pays.



J'ai vécu sept ans auprès de Léon Trotsky, d'octobre 1932 à novembre 1939. J'étais membre de son organisation politique et je devins son secrétaire, traducteur et garde du corps. Le petit livre que je présente n'est pas l'histoire politique de ces années-là. Ce n'est pas non plus un portrait en pied de l'homme. Ce sont des souvenirs. J'essaie de recréer l'atmosphère dans laquelle vivais et travaillais Trotsky durant ces années d'exil...

Mon récit sera assez souvent fait de détails, parce que je suis le seul à connaître ces détails et que je ne veux pas qu'ils disparaissent avec moi...

JEAN VAN HEIJENOORT

La présente réédition de ce témoignage exceptionnel est enrichie de 128 illustrations et augmentée d'un INDEX BIOGRAPHIQUE DES NOMS CITÉS ainsi que de :

JEAN VAN HEIJENOORT PAR ESTEBAN VOLKOV,
PETIT-FILS DE LÉON TROTSKY

LE SORT DES ARCHIVES DE LÉON TROTSKY
PAR LAURE VAN HEIJENOORT

LA PLACE DE LÉON TROTSKY DANS L'HISTOIRE
MYTHES ET CALOMNIES

UN BREF PARCOURS BIOGRAPHIQUE DE LÉON TROTSKY
PAR JEAN-JACQUES MARIE

Après l'assassinat de Trotsky en 1940, Jean van Heijenoort s'est fixé aux États-Unis. Il y est devenu un physicien et mathématicien de réputation internationale. Il est mort tragiquement à Mexico en 1986.



9 782662 312439

978-2-86231-243-9 19 €

**Provocations
policières contre
le mouvement ouvrier**

Marc Teulin

Provocations policières contre le mouvement ouvrier russe

Dès les premiers pas du mouvement ouvrier en Russie l'Okhrana y a infiltré de nombreux agents provocateurs : 2 070, de 1900 à 1917, surtout chez les « léninistes » jugés les plus dangereux, et dont une infime minorité seulement fut démasquée avant la révolution après avoir détruit des comités entiers et livré des dizaines de militants. Tout commence en 1883. Le successeur d'Alexandre II, le tsar Alexandre III, qui ne croit qu'en la sainte trinité de l'autocratie de droit divin, du nationalisme russe et de l'orthodoxie, crée cette année là une police politique, l'Okhrana, qui s'attache dès sa création à infiltrer les groupes révolutionnaires ou y recrutent des membres démoralisés comme informateurs. Ainsi le parti de la Narodnaïa Volia, qui a organisé l'attentat contre Alexandre II, abattu le 1^{er} mars 1881, est décapité lorsque l'un de ses membres, Degaev, interné avec sa femme pour appartenance à cette organisation, passe au service de l'Okhrana. Cette dernière organise une évasion truquée en laissant sa femme en prison pour être sûr de sa fidélité. Degaev livrera quasiment tout ce qui restait de Narodnaïa Volia après l'attentat contre Alexandre II, dont la célèbre révolutionnaire Vera Figner. Selon cette dernière, la moisson qu'il offre à l'Okhrana est vaste : lorsque le procureur chargé de son affaire lui lit des extraits du rapport de Degaev en lui montrant le cahier rempli par ce dernier, elle constate qu'« *il livrait au gouvernement tous ceux que l'auteur connaissait d'entre les personnes ayant quelque rapport avec*

le parti ». L'Okhrana embauche bientôt comme informateurs les concierges, munis pour leur mission d'un sifflet et d'une plaque avec un numéro. Ils sont chargés d'alerter la police dès qu'ils voient entrer dans l'immeuble qu'ils gardent un individu qui leur paraît suspect. Ce ne sont pas des provocateurs en ce sens qu'ils n'adhèrent pas aux groupes révolutionnaires, mais certains peuvent feindre de nourrir de la sympathie pour tel ou tel habitant aux idées subversives pour mieux pouvoir repérer et dénoncer ses visiteurs suspects d'idées subversives.

D'Azev...

L'atmosphère de mouchardage multiplie les vocations. Ainsi, le 4 avril 1893, Yevno Azev, un étudiant russe qui étudie à Karlsruhe en Allemagne avec un groupe d'étudiants russes, envoie à l'Okhrana une lettre où il dénonce les propos de ses camarades qui ont fondé un petit groupe social-démocrate d'étudiants russes à l'université. L'Okhrana recrute cet étudiant si prometteur et lui verse pour ses débuts 50 roubles par mois que l'autre dépense avec modération : une amélioration brusque de sa situation matérielle aurait suscité les soupçons. C'est le début d'une ascension vertigineuse qui lui permettra de



Yevno Azev

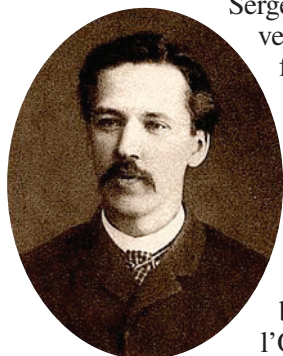
livrer à la police politique des centaines de militants révolutionnaires pendant les seize ans où il sévira.

Deux ans plus tard, un groupe de marxistes russes, dont Lénine et Martov, fondent à Saint-Pétersbourg une modeste Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière.

Cette union envisage bientôt d'éditer un journal, dont le numéro un est prévu pour la mi-décembre. Ses membres participent, le 6 décembre 1895, à un bal étudiant. Un provocateur, le dentiste Mikhaïlov, officiellement adhérent de l'un des groupes qui participent à ce bal inoffensif, a établi depuis plusieurs semaines une liste de cinquante-sept trublions, dont ceux de l'Union de lutte, presque tous arrêtés dans la nuit du 8 au 9 décembre par la police. On retrouve peu après le cadavre de Mikhaïlov au coin d'une rue mal éclairée. Mais rares sont les provocateurs ainsi démasqués et qui connaissent ce sort.

Azev, rentré en Russie, sentant le renouveau du courant populiste, s'affirme partisan des attentats contre les dignitaires du régime. A son retour en Russie à l'automne 1899, il rencontre l'un des principaux chefs de l'Okhrana, son chef à Moscou depuis 1896, Serge Zoubatov. Il satisfait les dirigeants de l'Okhrana par le nombre de dénonciations qu'il multiplie sans que les victimes le soupçonner jamais ou presque. En janvier 1900, son traitement monte à 150 roubles.

... à Zoubatov



Serge Zoubatov

Serge Zoubatov développe alors une forme plus subtile de provocation. Exclu autrefois du lycée parce que soupçonné par les autorités d'être un élément peu sûr, Zoubatov, entré dans l'Okhrana en 1892,

a vite abandonné ses errements révolutionnaires pour se rallier à la monarchie. Ses ambitions sont plus politiques que strictement policières ; il rêve de constituer un mouvement

« ouvrier monarchiste » en organisant les travailleurs dans des « syndicats » contrôlés par la police pour les convaincre que le tsar les défend contre leurs patrons et les fonctionnaires-bureaucrates et les détourner ainsi de l'influence pernicieuse et mortelle des intellectuels révolutionnaires. En même temps, pour répondre aux socialistes-révolutionnaires, il théorise la provocation dans une formule : « *Nous allons vous pousser au terrorisme et nous vous écraserons.* »

Ainsi en juillet 1901 à Minsk, il mobilise quelques anciens militants du Bund (Parti ouvrier révolutionnaire juif, fondé en 1897) qu'il a retournés en prison, et crée avec eux un « Parti ouvrier juif indépendant ». Le programme de ce parti déclare criminelle l'activité de ceux qui « *sacrifient les intérêts matériels de la classe ouvrière à des buts politiques qui lui sont, dans le moment présent, étrangers* ». En octobre 1901, soutenus par les autorités, les partisans de Zoubatov créent à Moscou le « Conseil des ouvriers de la production mécanique de la ville de Moscou ». Mais les premiers grincements apparaissent dans cette mécanique apparemment bien huilée. Ainsi, le Parti juif indépendant fondé par Zoubatov prend part à l'organisation des grèves qui secouent la ville de Minsk, entre autres à l'organisation en mai 1901 de la grève des serruriers de la ville qui exigent la réduction à 12 heures de leur journée de travail que leurs patrons fixent à 14 heures, malgré la loi qui la limite à 11 heures et demie.

Le sentiment que le système est impossible à réformer redonne alors vie au courant populiste de la Narodnaïa Volia qui, en mars 1881, avait abattu le tsar Alexandre II et qui forme ici et là des groupes dits socialistes-révolutionnaires (S-R). Partisans de la terreur individuelle contre les dignitaires du régime, les S-R combattent l'autocratie par la bombe et le revolver et multiplient contre ses représentants des attentats accomplis par une poignée de militants sélectionnés. A cette fin, ils constituent avant même d'avoir proclamé leur parti – en 1902 ! – une Organisation de combat dont le premier dirigeant est Guerchouni.

Sous son impulsion, le 14 février 1901, un étudiant S-R abat le ministre de l'Instruction publique Bogolepov. En avril

1902, un autre abat le ministre de l'Intérieur, Sipiaguine. L'Okhrana veut alors à toute force mettre la main sur Guerchouni. Azev, qui travaille sous ses ordres apparents, réclame la somme énorme de 50 000 roubles pour le livrer. Il est vrai qu'il s'est montré très efficace : au cours de l'hiver 1902-1903, en effet, ses voyages à Moscou, Kharkov, Saratov ont été systématiquement suivis par une vague d'arrestations. L'Okhrana satisfaite a monté sa gratification à 500 roubles par mois. Mais l'essentiel est à venir... En mai 1903, en effet, livré par Azev, Guerchouni est arrêté et condamné à la déportation perpétuelle. Les dirigeants socialistes-révolutionnaires décident de le remplacer par Azev. Un jeune militant, troublé par des arrestations qu'il juge suspectes, l'accuse d'être un provocateur. Une commission de S-R examine ses accusations et blanchit entièrement Azev. Le comité central du Parti socialiste révolutionnaire (PSR) le déclare « *en deçà de tout soupçon* ». Ainsi l'organisation de combat des socialistes-révolutionnaires est dès lors dirigée par l'agent provocateur le plus redoutable de la police politique.

Le boomerang

Nommé en août 1902 à Saint-Pétersbourg, Zoubatov, poursuivant son entreprise provocatrice de syndicalisme policier, y constitue aussitôt un clone de son organisation moscovite : la « Société d'entraide mutuelle des ouvriers de la construction mécanique ». Un officier de l'Okhrana, Mikhaïlov, lui propose alors de rencontrer un pope du nom de Gapone, bien introduit dans les milieux ouvriers. Zoubatov obtient alors l'autorisation de créer, en février 1903, son Association des ouvriers de Pétersbourg. Pourtant, l'entreprise de « syndicalisme policier » de Serge Zoubatov semble sur le point de lui échapper. Les choses se gâtent pour lui. Partie de Bakou, une vague de grèves déferle sur le Caucase et la Russie du sud. En juillet 1903, à Odessa, le « comité ouvrier » dirigé par Chaievitch déclenche, sur des revendications salariales, une grève quasi générale qui ébranle la ville. Dès sa fin partiellement victorieuse, Chaievitch est arrêté. On trouve chez lui des lettres de Zoubatov appuyant son action.

Le 19 août 1903, le ministre de l'Intérieur Plehve convoque Zoubatov. Il stigmatise son Parti ouvrier juif et le comité d'Odessa comme fauteurs de grève, accuse Zoubatov de « *divulgateur de secret d'Etat* », l'expulse de Saint-Pétersbourg et lui interdit de se livrer à une quelconque activité politique. Et pourtant, Plehve n'a pas tout vu et ne verra pas le grandiose échec du syndicalisme policier !

Du syndicat jaune...

En novembre 1903, Gapone passe de la houlette de Zoubatov, éliminé par Plehve, au contrôle direct de ce dernier qui chapeaute son projet de société ou d'Assemblée d'ouvriers. D'après ses statuts, l'Assemblée est dirigée par un « *cercle d'individus responsables* » qui élisent un représentant dont la nomination doit être agréée par le gouverneur de la ville. Ne peuvent y adhérer que « *des ouvriers des deux sexes de descendance russe et de foi chrétienne* ». Elle crée une caisse pour les obsèques des membres. Rien dans ces statuts n'évoque une organisation de type syndical. L'avenant n° 3 de l'article 2, imposé par Plehve, interdit explicitement d'utiliser les fonds de la société pour aider des adhérents grévistes.

Tout dans ces statuts semble verrouiller l'association et Gapone joue le jeu de ce « syndicalisme » jaune contrôlé directement par le ministère de l'Intérieur. Une circonstance imprévue modifie légèrement ce plan. Le 15 juillet 1904, un terroriste socialiste-révolutionnaire abat Plehve. L'attentat a été planifié par le provocateur Azev lui-même qui, juif, fait sans doute payer à Plehve les pogromes de Kichinev et Gomel que la rumeur accuse le ministre d'avoir encouragé. Le rôle d'Azev a en effet un aspect schizophrénique : il livre à la pelle des militants socialistes-révolutionnaires à la police, mais pour rester à la tête de l'organisation de combat de ces derniers il doit organiser des attentats couronnés de succès. Celui de Plehve est sa grande réussite.

... à la grève générale

Cinq mois plus tard, la provocation du syndicat jaune connaît un développe-

ment plus grandiose encore ! A la fin de décembre, le directeur de l'usine d'armement Poutilov, à Saint-Pétersbourg, licencie quatre ouvriers du syndicat de Gapone. La section locale exige leur réintégration. Le directeur, sûr de son pouvoir puisqu'il alimente en mitrailleuses l'armée de Nicolas II engagée dans une guerre, pourtant déjà perdue, contre le Japon, refuse. La section du syndicat appelle à la grève dès le lundi 3 janvier.

Le lundi 3, dès l'ouverture de l'usine à 8 heures, un premier atelier cesse le travail ; les grévistes font le tour des autres ateliers et les invitent à se joindre à eux. A 9 heures du matin, 12 600 des quelque 15 000 travailleurs de Poutilov débrayent. Ce même jour, en effet, les grévistes de Poutilov, unanimes dans leur refus de toute demi-concession, ajoutent à l'exigence de réintégration des quatre licenciés une charte revendicative détaillée en neuf points :

« 1) *Les salaires seront établis, non par décision arbitraire des patrons, mais après consentement mutuel des contre-mâîtres et des délégués des ouvriers ;* 2) *Un comité permanent composé de représentants des patrons et des ouvriers sera établi aux usines Poutilov avec mission de trancher tous les différends ; nul ne pourra être renvoyé sans son agrément ;* 3) *La journée de travail sera de huit heures (on n'insiste pas sur cette revendication formulée à titre d'indication pour le législateur) ;* 4) *Le salaire des femmes ne pourra être inférieur à 70 kopecks par jour ;* 5) *Les heures supplémentaires seront abolies, excepté quand les hommes y consentiront ; elles seront dans tous les cas payées double ;* 6) *On apportera des perfectionnements à la ventilation des forges ;* 7) *le salaire des ouvriers ne pourra être inférieur à un rouble par jour ;* 8) *Nul ne pourra être puni pour avoir pris part à une grève ;* 9) *les ouvriers seront payés pendant la durée de la grève. »*

Cette charte, adoptée à l'unanimité des grévistes, est immédiatement recopiée et diffusée dans les autres entreprises de la ville par des grévistes de Poutilov, qui, le soir même, constituent un comité de grève. Trois jours plus tard, 150 000 ouvriers de la capitale sont en grève. Le débrayage de Poutilov a débouché sur la

première grève générale de l'histoire de la Russie. Elle est le premier acte de la révolution qui va ébranler le régime tsariste.

En février 1905, Azev se distingue en faisant assassiner le grand duc Serge, l'oncle du tsar, responsable par sa négligence aristocratique de la mort de 1 382 personnes lors de la cérémonie d'intronisation de Nicolas II.

L'Okhrana étend loin ses activités provocatrices. Ainsi, le 13 octobre 1906, le directeur des services de police lui-même – différents de ceux de l'Okhrana – Lopoukhine, adresse au tribunal qui juge les dirigeants du soviet de Saint-Pétersbourg un témoignage écrit attestant qu'en octobre 1905 l'Okhrana a imprimé des tracts appelant aux pogromes et que le gouverneur de Pétersbourg, Trepov, est le véritable chef des Cent-Noirs qui les organisent. Le tribunal refuse de l'entendre.

Au lendemain de la révolution battue de 1905, l'Okhrana renforce son infiltration du Parti ouvrier social-démocrate de Russie réunifié en 1906, même dans l'émigration. Ainsi, son agent depuis 1902, le médecin Jitomirski, est coopté comme membre du bureau étranger du comité central. Il ne sera démasqué qu'en 1917, malgré quelques soupçons qui pèsent sur lui en 1908, après avoir été fait par la France chevalier de la Légion d'honneur ! Une chose est sûre, au moins : cet agent provocateur ne déparait pas la liste des chevaliers de la Légion d'honneur, riche en honorables personnages – entre autres, ministres futurs, actuels et anciens (1) – de tout acabit !

Lopoukhine, manifestement peu favorable à la provocation organisée systématique, dénonce en 1909 Azev au chasseur de provocateurs le S-R Bourtsev qui démasque Azev publiquement. Les S-R sont atteints par cette révélation alors même que la défaite de la révolution de 1905 et l'ère de réaction ouverte par le gouvernement de Piotr Stolypine sème le désarroi dans tous les partis hostiles à la monarchie. Les militants quittent par

(1) Rappelons à ce propos que le mot « ministre » vient du latin « minister » qui, on peut le vérifier sur le célèbre dictionnaire *Gaffiot*, signifie « domestique ».

milliers le POSDR où restent les provocateurs qui prennent le contrôle de plusieurs comités, dont celui de Moscou. En Russie, le Parti social-démocrate s'effondre, sous le double choc de la démoralisation et de l'infiltration policière. Le Comité de Moscou est un temps dirigé par le provocateur Tchernomazov, qui livre à tout-va ses membres à la police. Les militants disparaissent, les cotisations ne rentrent plus.

Pour « rétablir » ou « ressusciter », selon ses termes, un parti moribond, Lénine convoque à Prague, du 18 au 30 janvier 1912, une conférence qui réunit en tout quinze délégués avec voix délibérative, dont deux partisans de Plekhanov et deux agents provocateurs, Romanov et Malinovski.

Le plus connu des deux, Roman Malinovski, arrivé au milieu de la conférence, y est accueilli avec enthousiasme. Lénine, qui ne l'a encore jamais rencontré, insiste cependant pour qu'il soit élu au comité central de sept membres. Malinovski a deux atouts : les cadres ouvriers bolcheviques sont alors rares. Ensuite, cet ouvrier métallurgiste râblé, véritable orateur de masse, a été, de 1908 à 1910, le secrétaire du syndicat des métallos de Saint-Pétersbourg. En mars 1910, la police l'arrête. Elle a contre lui un atout : il a jadis été trois fois condamné pour vol et elle menace de révéler cette tache. Il lui livre la liste des délégués du groupe ouvrier du Congrès national russe pour la lutte contre l'ivrognerie, dont l'activité inquiète Stolypine. La police l'exile à Moscou où il se rapproche des bolcheviks ; en avril, Noguine, chargé de constituer un bureau russe du comité central, lui propose d'en faire partie. En mai il signe son engagement dans l'Okhrana. C'est le début d'une carrière éclair.

Les missions des provocateurs

Les provocateurs pullulent avec la mission pour nombre d'entre eux d'exacerber les différends et les désaccords. Ainsi, lorsque Trotsky réunit une conférence « unitaire » à Vienne du 25 août au 2 septembre 1912 contre la décision de la conférence de janvier 1912 d'exclure les « liquidateurs » du POSDR, un agent pro-

vocateur officiellement ultra-gauche, partisan du boycott des élections et du rejet de toute activité légale, le boycottiste Poliakov multiplie les incidents de séance.

La quatrième Douma, dite des Seigneurs, élue en septembre 1912, comporte, malgré la surveillance attentive des opérations électorales par la police et le clergé, treize députés sociaux-démocrates, sept mencheviks et six bolcheviks, dont Malinovski, qui devient vite le leader reconnu grâce à ses discours, écrits par Lénine et revus par la direction de la police qui tente d'en arrondir les aspérités sans démasquer, son agent. Malinovski omet parfois un passage du texte de Lénine ou bien des corrections ou suppressions effectuées par ses chefs en arguant d'un oubli ou d'une nécessité tactique. Pour ce travail et la livraison à la police de responsables bolcheviques, il reçoit 500 roubles par mois. Dès avril 1911, le bolchevik Froumkine manifeste sa méfiance envers lui. En octobre 1912, Nicolas Boukharine, dirigeant bolchevique de Moscou, vient voir Lénine ; convaincu par de nombreuses arrestations suspectes que Malinovski est un agent de l'Okhrana, il tente d'en convaincre Lénine qui refuse de prêter l'oreille à ses arguments et par deux fois enverra aussi sèchement promener la bolchevique Rozmerovitch qui lui faisait part de ses soupçons.

Les soupçons suscités par Malinovski grandissent, y compris dans la rédaction de la *Pravda* ! Mais Malinovski ne manque pas d'atouts : le menchevik Cher (pourtant arrêté sur sa dénonciation !) lui maintient sa confiance et le dirigeant menchevique Tchkéidzé lui-même, président du groupe social-démocrate à la Douma, en 1912-1913, voit une manœuvre policière dans les dénonciations, souvent anonymes, contre lui !

Quatre-vingts militants dénoncés

Mais l'affaire finit pourtant par exploser tant la provocation systématique pose des problèmes politiques. Partisan d'une monarchie (très) légèrement constitutionnelle et donc d'une Douma, certes corsetée, pour l'équilibre du régime, le nouveau chef de la police, Djoukovski, y juge

dangereuse la présence d'un agent provocateur. La découverte qu'un agent de la police y siège comme député (et principal porte-parole des bolcheviks !) minerait son mince crédit. Il exige que Malinovski démissionne et parte à l'étranger. Sur son ordre, Malinovski, à qui l'Okhrana verse un bonus de 6 000 roubles **pour avoir dénoncé en quatre ans plus de quatre-vingts militants bolcheviques**, remet sa démission au président de la Douma au début de mai. Le 12 (25) Lénine reste pourtant sceptique. Le bruit court que ce serait un provocateur « *très improbable*, écrit-il à Inessa Armand, *mais nous sommes obligés de contrôler tout oui-dire* ». Le 13 mai, Malinovski rejoint Lénine à Poronine à qui il joue la comédie de la crise nerveuse.

Les mencheviks Martov et Dan traitent Malinovski de provocateur. Lénine exige par télégramme de la rédaction de la *Pravda* qu'elle les qualifie de calomniateurs et, convaincu de l'innocence de l'ancien métallo, s'oppose d'abord à la tenue d'une commission sur l'affaire Malinovski et reproche à la rédaction « *toute une série de fautes* » dont le refus d'imprimer son télégramme dénonçant Dan et Martov comme des calomniateurs.

Aussi finit-il par former une commission d'enquête composée de lui-même, Zinoviev et Ganetski. Ils convoquent la bolchevique Elena Rozmirovitch persuadée qu'elle a été arrêtée l'année précédente sur dénonciation de Malinovski, mais n'accordent guère de poids à son témoignage. Ils interrogent longuement Malinovski et concluent à son innocence. Lénine affirme avec optimisme : « *Il est très vite devenu absolument clair pour la commission que tous les bruits sur la provocation de Malinovski étaient totalement absurdes.* » Et il dénonce « *les attentats inouïs des calomniateurs sur l'honneur politique de Malinovski* ».

L'aveuglement de Lénine à l'égard de Malinovski peut étonner. Mais les provocateurs ne se contentaient pas de dénoncer et de faire arrêter les militants révolutionnaires, ils s'attachaient aussi à les salir. Ils se défendaient en répandant des insinuations et des rumeurs contre d'honnêtes militants. Leurs ravages distillaient les doutes et la suspicion que la moindre coïncidence nourrissait. C'était

l'un des buts de l'infiltration policière. Malinovski calomnia plusieurs responsables bolcheviques pour mettre en valeur sa vigilance. La méfiance avait donc deux bouts. Malinovski, enfin, avait été capable de dissimuler à tout le monde à la fois son vrai nom, ignoré même de la police, et sa triple condamnation à la prison pour vol dans sa jeunesse, qui permit à la police de le manipuler. Mais rares ont été les agents provocateurs démasqués pendant leur activité en Russie. Yevno Azev, agent de la police politique depuis 1893, installé à la tête de l'Organisation de combat des S-R en 1903, fut dénoncé dès 1895 par un étudiant aussitôt exclu de son cercle comme calomniateur. Il ne sera démasqué, on l'a vu, que grâce à Alexis Lopoukhine, ancien chef du département de la police. Convaincu qu'Azev nuisait beaucoup plus à l'Etat qu'aux S-R, il révéla le rôle d'Azev au chasseur de provocateurs Bourtsev (qui ne considérera Malinovski comme provocateur qu'en 1916 !). Lénine n'a pas bénéficié des révélations d'un Lopoukhine et a été moins perspicace que d'autres. C'est tout. Nombre de provocateurs infiltrés dans le Parti bolchevique ne furent d'ailleurs démasqués qu'en février 1917 (Tchernomazov, Jitomirski, etc.).

Le sort de Malinovski reflète à sa façon les limites étroites de la provocation : elle affaiblit, trouble, inquiète, démoralise, mais la mobilisation des masses la réduit à un jeu finalement impuissant à changer le cours des événements.

Marc Teulin



Roman Malinovski, 1913

Les années noires
en Italie
(années 1970)
Frank La Brasca

“Poliziotto, fa fagotto, arriva la compagna P38” “Policier, casse-toi, la camarade P38⁽¹⁾ se pointe⁽²⁾”

La confrontation entre l'aile militarisée de la mouvance extra-parlementaire et l'État italien (1969-1978)

En Italie, les années soixante-dix du siècle dernier furent marquées, on le sait, par la radicalisation extrême d'une frange de la contestation de la jeunesse surtout estudiantine issue du mouvement transcontinental de 1968.

Un long épisode sanglant

Au-delà des aspects spectaculaires qu'elle revêtait (attentats meurtriers, enlèvements, agressions armées contre certaines personnalités ciblées)⁽³⁾ qui culminèrent, on le sait, avec l'enlèvement suivi de l'assassinat de l'ex-président du Conseil et alors président du parti au pouvoir, le démocrate-chrétien Aldo Moro, au printemps 1978, il importe d'essayer d'analyser la nature et la signification de classe de ce long épisode sanglant et singulier dans le panorama pourtant singulièrement agité des grandes démocraties impérialistes de l'époque (Etats-Unis, République fédérale allemande [RFA], Japon, France).

Les principales forces politiques de l'époque, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti communiste italien (PCI) ainsi que les idéologues à leur service en ont

en effet donné des versions qui, pour être opposées sur certains points, n'en sont pas moins convergentes sur l'essentiel : une volonté de préserver l'ordre bourgeois intérieur et extérieur, voire, dans les moments de crise les plus aigus, de favoriser le renforcement de l'appareil répressif d'Etat par des atteintes très graves aux principes démocratiques, juridiques et constitutionnels sur lesquels s'était fondé le premier compromis « historique » entre les forces sociales et politiques issues de la résistance au fascisme et au nazisme, sanctionné par la Constitution républicaine de 1948.

(1) Pistolet fabriqué dans l'Allemagne nazie à partir de 1938 sous le nom de « Walther P38 ». Il devint l'arme de prédilection des groupes italiens se réclamant de l'autonomie armée durant la période que nous envisageons ici. Les activistes des années 1970 avaient en effet eu accès à des dépôts d'armes clandestins constitués pendant la Résistance avec du matériel de guerre pris aux troupes d'occupation nazies.

(2) Slogan des « autonomes » durant les manifestations violentes et armées des années soixante-dix en Italie.

(3) D'après le récent *Atlas de l'Italie contemporaine* publié en 2011 par les éditions Autrement (p. 48), dans la période 1969-1988, il y eut 15 000 attentats dans la péninsule, qui firent un total de 415 morts.

En effet, d'un côté, la Démocratie chrétienne, ses alliés bourgeois, comme le Parti républicain (PRI) ou le Parti libéral (PLI), ou les partis issus du mouvement ouvrier, comme le Parti social-démocrate italien (PSDI) de Giuseppe Saragat, à travers les médias et les relais divers qu'ils contrôlaient, et le Parti néofasciste (Movimento Sociale Italiano-MSI) laissaient complaisamment se répandre l'idée que les groupes militarisés se réclamant du communisme étaient manipulés en sous-main par l'URSS par l'entremise des démocraties populaires (la RDA et la Tchécoslovaquie, productrices et exportatrices d'armes, étaient souvent citées) dans le but de déstabiliser l'Italie et de préparer une fort improbable prise du pouvoir par le PCI. De l'autre côté, la propagande plus ou moins directe impulsée par ce dernier, loin d'être négligeable s'agissant d'un parti qui comptait alors plus d'un million d'adhérents, drainait environ 30 % des suffrages nationaux à chaque élection et jouissait d'un prestige presque incontesté dans l'intelligentsia, n'était pas très regardante concernant la crédibilité d'une manipulation des divers groupes militants activistes par les services secrets impérialistes de la CIA à travers leurs indéniables antennes locales dans un pays, rappelons-le, qui était non seulement membre de l'Otan mais constituait un véritable porte-avions de cette structure aux avant-postes d'une éventuelle guerre chaude entre le bloc occidental et les puissances du pacte de Varsovie.

Il ne s'agit pas bien sûr de nier que de telles tentatives d'un côté ou de l'autre aient pu être échafaudées, voire mises en œuvre dans certains épisodes précis, mais gonfler ces faits qui par nature sont souvent occultés par le secret qui s'attache aux opérations souterraines propres aux appareils répressifs de tous les Etats surtout pour but d'éviter de s'interroger sur leur signification politique réelle.

Or il est indéniable que malgré toutes ses faiblesses et ses ambiguïtés, le mouvement de contestation, essentiellement porté par la jeunesse mais qui toucha aussi certaines franges de la classe ouvrière, avait de réelles motivations sociales qu'on peut ramener à la double crise que connaissaient alors l'impérialisme

mondial, empêtré dans les séquelles des guerres coloniales (Indochine) et la fin de l'expansion consécutive à la chute du fascisme, ainsi que les bureaucraties dégénérées issues de la révolution d'Octobre (Tchécoslovaquie, août 1968).

Nous allons essayer de mesurer le poids qu'ont pu avoir dans un tel contexte les manœuvres par lesquelles la bourgeoisie italienne a essayé de conjurer et d'utiliser à son profit les effets de sa domination sur la société italienne.

Le terrorisme noir : de la piazza Fontana (12 décembre 1969) à la gare de Bologne (2 août 1980)

Les imprécateurs et pourfendeurs de l'ébranlement de la fin des années 1960, qui se multiplient aussi bien en France qu'en Italie, oublient souvent de rappeler, dans leur exécution proclamée à grands cris indignés et trémolos dans la voix de la violence terroriste, qu'en Italie du moins, tout a commencé par une série d'attentats meurtriers dont, après avoir vainement tenté de les attribuer à l'extrême gauche (et plus précisément à la mouvance anarchiste), les thuriféraires de l'ordre bourgeois ont dû finalement reconnaître qu'ils étaient le fait de groupuscules d'extrême droite, en rupture avec leur maison-mère (le MSI jugé trop « légaliste ») et liés aux milieux louches des services secrets italiens.

Quatre ans avant l'attentat de la piazza Fontana dont nous allons reparler et qui constitue le coup d'envoi tragique (dix-sept morts) de la « saison » des violences politiques, le 3 mai 1965, devant un parterre d'élégantes personnalités réunies dans la salle des congrès d'un grand hôtel romain, Enrico de Brocard (4), ex-engagé volontaire dans la garde nationale de la

(4) Enrico De Boccard (1921-1988), aventurier, journaliste, agent secret en relation avec de hautes personnalités des milieux militaires et policiers de l'Etat italien, admirateur du théoricien de la frange la plus extrémiste et raciste du fascisme, le philosophe et idéologue Julius Evola (1898-1974).

république nazi-fasciste de Salò, planche sur le concept de « guerre révolutionnaire » et déploie avec un indéniable sens de l'anticipation le programme suivant qui deviendra par la suite le « credo » essentiel des milieux dirigeants italiens :

« Toute violation perpétrée par les communistes, dans le cadre de la guerre révolutionnaire qu'ils mènent contre notre "sanctuaire", à savoir par exemple le fait de parvenir, en profitant d'occasions offertes par les circonstances ou de la faiblesse des gouvernants, à s'introduire dans une "nouvelle majorité" ou, pire encore, à pénétrer, fût-ce seulement par la nomination d'un des leurs au poste de sous-secrétaire d'Etat aux Poste et Télégraphe dans une quelconque équipe ministérielle, constituerait un geste d'agression si grave contre l'"espace politique" vital de l'Etat, qu'il rendrait nécessaire la mise en œuvre pour les contrer d'un plan de défense total, c'est-à-dire l'intervention directe, résolue et décisive de nos forces armées » (5).

L'auditoire marque par divers signes son approbation de ces mâles paroles et il n'est pas indifférent de noter qu'il compte entre autres, parmi ses membres, outre un certain Edgardo Beltrametti, proche collaborateur du chef d'état-major de l'époque, le général de corps d'armée Aldo Rossi, un ex-ministre social-démocrate du Commerce et de l'Industrie, Ivan Matteo Lombardo, et trois activistes fascistes qui seront parmi les principaux inculpés du procès chargé de faire la lumière sur l'attentat de la piazza Fontana, Guido Gianettini par ailleurs agent du Servizio Informazioni Difesa (SID) présidé par le général Vito Miceli qui sera député MSI pendant trois législatures, Stefano delle Chiaie et Mario Michele Merlino.

Une réunion fort mondaine

Du beau monde comme on voit ! Ajoutons pour parfaire le tableau que cette réunion fort mondaine était organisée par l'Istituto Pollio, un organisme fondé par De Boccard et parrainé par un autre militaire de haut rang, le général Virginio Viggiani, chef du Servizio Informazioni Forze Armate (le SIFAR, ancêtre du SID), les services secrets militaires italiens !

Le simple énoncé de ces faits se commente de lui-même. On voit à quel point la consanguinité entre les rouages situés les plus au cœur de l'appareil d'État italien, certaines forces politiques pourtant issues de la résistance au fascisme mais faisant désormais allégeance à l'OTAN par anti-communisme viscéral et les franges criminelles liées à la subversion contre-révolutionnaire de l'extrême droite contre les institutions mêmes de la démocratie bourgeoise était porteuse de la suite sanglante des attentats aveugles qui frapperont le pays dans les années qui suivront.

En ce mois de décembre 1969, la ville de Milan, comme les principaux centres urbains et industriels italiens, vient de connaître une période troublée qu'on désignera par la suite sous le nom d'« automne chaud » (6). C'est, comme de coutume, à la gigantesque usine turinoise de la Fiat Mirafiori qu'avait démarré le mouvement sous l'impulsion de jeunes ouvriers en majorité immigrés intérieurs en provenance du Mezzogiorno. Très vite il trouva un relais dans la jeunesse étudiante à l'initiative du groupe « ouvriériste » (7) Lotta Continua (LC) qui créa une assemblée ouvriers-étudiants défiant ouvertement par ses slogans et ses manifestations les directions syndicales traditionnelles. Il y eut des affrontements violents avec la police mais, à la différence

(5) Cité par Gian Pietro Testa, *Storia dell'Italia delle stragi 1969-1993*, « Avvenimenti », I libri dell'Altritalia, 1993, p. 3.

(6) Sur cette séquence très importante de l'histoire des luttes ouvrières dans l'Italie contemporaine qui fera sans doute l'objet d'un article spécifique dans une prochaine livraison des *Cahiers du mouvement ouvrier*, nous renvoyons pour le moment à l'ouvrage de Diego Giachetti et Marco Scavino, *La Fiat in mano agli operai. L'autunno caldo del 1969*, Pisa, Biblioteca Franco Serantini edizioni [Biblioteca di cultura storica : 16], 1999.

(7) L'« ouvriériste » (« operaismo » en italien) est un courant idéologique important qui naquit au début des années 1960 à l'initiative de deux philosophes, Mario Tronti, alors membre du PCI, et Toni Negri, l'une des principales figures de la gauche extra-parlementaire et de sa frange militariste, venant, lui, du PSI. Fondé sur la centralité de l'usine et de la figure de l'ouvrier-masse, il influença le spontanisme de nombre de groupes gauchistes des années 1970.

de ce qui s'était passé en France au printemps 1968, l'alliance ouvriers-étudiants se noua assez facilement, et au mois de décembre (précisément celui de l'attentat) un contrat fut signé dans la métallurgie qui marquait des avancées notables en matière de conditions de travail (obtention de la semaine de 40 heures) et de libertés syndicales dans l'entreprise.

On comprend pourquoi, dans ces conditions, il était nécessaire pour les forces réactionnaires de tenter d'endiguer cette vague montante.

Moins d'un mois avant le sanglant attentat de la Banca Nazionale dell'Agricoltura, le 19 novembre, une grossière provocation policière eut lieu à Milan qui montrait la fébrilité des milieux d'affaires devant le développement et la puissance des luttes revendicatives.

Durant un rassemblement de retraités, la police charge sans raison la foule, provoquant l'intervention musclée du service d'ordre étudiant mobilisé dans l'université toute proche. Dans la mêlée, un jeune policier perd accidentellement la vie dans le choc causé par la collision entre deux véhicules des forces de l'ordre. Aussitôt, le président de la République lui-même, le social-démocrate Giuseppe Saragat, se fend d'un communiqué adressé au ministre de l'Intérieur de l'époque, le démocrate-chrétien Franco Restivo, dans lequel il qualifie l'incident de « *barbare assassinat* », tandis que la presse néofasciste pousse le bouchon encore plus loin en titrant : « *Les communistes ont assassiné un jeune portant l'uniforme* ».

Durant les obsèques de la victime, des bandes de nervis d'extrême droite se livrent à une chasse à l'homme ciblée, agressant et blessant des jeunes gens dont l'aspect extérieur peut laisser penser qu'ils appartiennent à la gauche.

Comment s'étonner dès lors, qu'au lendemain de l'explosion de la bombe meurtrière de la piazza Fontana, les forces de l'ordre arrêtent un anarchiste, Pietro Valpreda, et la presse conservatrice, sur laquelle même les quotidiens du PCI et du PSI ne sont pas en reste, claironne dès le lendemain, sans l'ombre d'une preuve bien entendu, que le « monstre » auteur du massacre de la Banca dell'Agricoltura a été arrêté ?

Le commissaire de police Luigi Calabresi (8) prend l'affaire en main et arrête un autre anarchiste, Giuseppe Pinelli qui, à la suite d'un interrogatoire, meurt défenestré le 15 décembre sans que la thèse du suicide, évidemment soutenue par la police et l'Etat, ne repose sur le moindre indice de vraisemblance (9).

Une cascade d'attentats meurtriers

Loin d'être un fait isolé, la bombe de la piazza Fontana fut suivie par une cascade d'autres attentats meurtriers du même type : 22 juillet 1970, une bombe explose près de Reggio de Calabre dans le « train du Soleil », qui est traditionnellement celui emprunté par les travailleurs du Mezzogiorno travaillant au nord et faisant retour au pays pour les vacances d'été : on compte six morts et cinquante blessés ; 31 mai 1972, une bombe dissimulée dans le coffre d'une voiture explose au visage de policiers attirés sur les lieux par un coup de téléphone anonyme à Peteano, dans la province de Gorizia : trois des hommes sont tués et deux gravement blessés ; 17 mai 1973, lors de la cérémonie de commémoration contre l'assassinat de Calabresi en présence du ministre de l'Intérieur de l'époque, le démocrate-chrétien Mariano Rumor, un individu lance une bombe dans la foule : il y a quatre morts et cinquante-deux blessés.

(8) Ce personnage sera lui-même assassiné plus tard (le 17 mai 1972) par un commando dont l'action avait été commanditée par deux dirigeants de LC, Giorgio Pietrostefani et Adriano Sofri, qui furent condamnés à vingt-deux ans de réclusion pour ce fait. On ajoutera, en guise de détail hautement significatif, que lors du 35^e anniversaire de la mort de Luigi Calabresi, le 17 mai 2007, le président de la République récemment élu, qui n'était autre que l'ex-dirigeant stalinien Giorgio Napolitano, présida la cérémonie d'inauguration d'une plaque commémorative à la mémoire du policier dont, fort curieusement, le rôle trouble joué dans la mort fort suspecte du cheminot anarchiste Pinelli a été et demeure rigoureusement passé sous silence.

(9) Le célèbre dramaturge et comédien Dario Fo, prix Nobel de littérature 1997, tira en 1970 de cette tragédie une pièce intitulée *Mort accidentelle d'un anarchiste* qui fut représentée à plusieurs reprises en France.

Arrêté, l'auteur de l'attentat, un certain Gianfranco Bertoli se prétend anarchiste « stirnérien » (sic !), mais, fait troublant, il a soigneusement attendu, avant de perpétrer son geste que la voiture transportant le ministre se soit suffisamment éloignée du théâtre des opérations. On découvrira par la suite que ce faux « anarchiste » est en effet un ancien collaborateur du SIFAR et que son action faisait en réalité partie d'un projet fumeux d'organisation d'un coup d'Etat putschiste qui aurait dû être déclenché le 2 juin ; 28 mai 1974, lors d'une manifestation syndicale de protestation contre les violences terroristes d'extrême droite organisée à Brescia, piazza della Loggia, une bombe explose à nouveau dans la foule : on relève huit morts et quatre-vingt-quatorze blessés ; le 4 août de la même année, c'est le tour du train « Italicus », qui dessert la liaison Florence-Bologne, qui explose dans la traversée d'un tunnel et dans lequel périssent douze voyageurs tandis que quarante-quatre sont blessés. Enfin, six ans plus tard, alors que le climat s'est encore alourdi du fait de la radicalisation extrême de la violence politique et de l'installation dans tout le pays d'un véritable climat de guerre civile dont l'enlèvement et l'assassinat de Moro constitue évidemment, nous l'avons dit, le moment d'exaspération le plus intense, se produit le véritable massacre de la gare de Bologne qui cause la mort de quatre-vingt-cinq personnes et fait deux cents blessés. Le lieu choisi ainsi que la date (2 août 1980, en pleines vacances d'été) ne font aucun doute quant à la volonté de frapper des innocents et des travailleurs ; la série se clôt enfin le 23 décembre 1984, à l'approche de Noël quand, encore une fois, un train, dont la destination est Bologne, est frappé par un attentat qui fait quinze morts et cent quatre-vingt-dix-huit blessés.

Dans chacun de ces épisodes on retrouve impliqués plus ou moins directement des activistes liés à la mouvance fasciste, de hauts personnages des services secrets, de l'armée ou des forces de police, et enfin des aventuriers opérant dans les milieux de la finance ou de la politique, souvent membres de la mystérieuse loge pseudo-maçonnique *Propaganda 2* (P2). Cette loge, créée dans l'immédiat après-

guerre dans le but de contrer une éventuelle invasion par l'Union soviétique, est dirigée par un petit industriel toscan, Licio Gelli, ex-fasciste puis résistant possédant des antennes dans les cercles de la haute politique (le nom du principal homme d'Etat de l'Italie républicaine Giulio Andreotti (10) a souvent été cité à ce propos) et de la finance, y compris vaticane puisque son nom est lié au scandale politico-policier du Banco Ambrosiano dont la faillite est entourée d'une série de cadavres « excellents » et de prélatats mafieux.

Sans inclure dans toute réflexion sur la période cette longue série de forfaits sanglants, il est impossible d'aboutir à une vision équilibrée des actions terroristes commises par des groupes se revendiquant de l'extrême gauche, de la révolution voire du communisme.

Compromis historique, mouvement de 1977 et dérive militariste

La plupart des analystes pratiquent, à propos de la vague terroriste « rouge » indéniable qu'a connue l'Italie dans les années qui ont immédiatement suivi la sinistre vague « noire » que nous venons d'évoquer, le même « oubli » consistant à isoler le phénomène du contexte politique et idéologique général.

A notre avis, il est impossible, au contraire, d'avoir une juste conception du phénomène qui ne soit pas la simple déploration impuissante et incantatoire d'une violence prétendument « aveugle », d'une volonté « nihiliste » de détruire s'apparentant à un pur et simple comportement criminel ou pathologique, ou encore le résultat univoque d'un hypothétique et par définition imparfaitement connaissable complot impliquant en définitive n'importe qui et n'importe quoi

(10) Le réalisateur italien Paolo Sorrentino lui a consacré un excellent « biopic » franco-italien intitulé *Il Divo* (prix du jury du Festival de Cannes en 2008) dans lequel le rôle d'Andreotti est magistralement interprété par l'acteur Toni Servillo.

dans l'entrecroisement inextricable de la géopolitique mondiale.

Il est patent que le mouvement de révolte de la jeunesse, y compris dans ses phases extrémistes et « infantiles » et de combativité revendicative et politique des travailleurs était non seulement puissant mais fondé sur des réalités économiques et sociales objectives.

Dans ces conditions, les principales organisations issues du mouvement ouvrier et, singulièrement, du Parti communiste et des syndicats et organisations diverses sur lesquels il exerçait une hégémonie indiscutable et pratiquement indiscutée, se voyaient investies d'une responsabilité écrasante mais absolument impérative, même si on acceptait de croire sur paroles leurs vibrantes professions de fidélité, dans des conditions dont ils soulignaient avec insistance la nouveauté, dans les idéaux du socialisme qu'il s'agissait selon une célèbre formule de leur leader charismatique, le secrétaire général du PCI et ancien dirigeant de l'Internationale communiste Palmiro Togliatti, de construire en suivant des « *voies nationales* ».

Or c'est précisément quand la lutte des classes intérieure et internationale connaissait un indéniable regain de vigueur que le PCI, à présent dirigé par Enrico Berlinguer, que ce dernier, dans une série d'articles parus en octobre 1973 dans la revue hebdomadaire du parti *Rinascita*, développe théoriquement et avance publiquement sa stratégie de « *compromis historique* ». Selon ses propres dires, c'est le sanglant coup d'Etat de Pinochet, qui vient d'avoir lieu au Chili, et une réflexion sur le rôle qu'y ont joué les Etats-Unis et le secrétaire d'Etat de l'époque, Henry Kissinger, qui ont été le déclic amenant le secrétaire général à proposer cette « nouvelle » ligne politique du principal Parti communiste du monde capitaliste.

En fait, cette explication est très sujette à caution. D'abord parce qu'une réelle réflexion sur les conditions dans lesquelles avait eu lieu le putsch chilien aurait évidemment dû mener à des conclusions exactement inverses de la part de qui avait la prétention d'ouvrir une voie praticable et réaliste au socialisme, ensuite parce qu'aucun observateur attentif de l'histoire du PCI et du mouvement communiste in-

ternational à partir de la Seconde Guerre mondiale ne pouvait manquer de voir que cette prétendue « innovation » ne constituait en fait qu'un « *aggiornamento* » de la politique contre-révolutionnaire et de coexistence, voire de collaboration avec l'impérialisme, suivie, sur consigne de la bureaucratie soviétique, par tous les PC, surtout dans le second après-guerre. Togliatti lui-même n'avait-il pas, dès son retour sur le sol italien en 1944, appelé les communistes à pactiser avec la monarchie et le gouvernement du maréchal fasciste mal repentini Pietro Badoglio ? N'avait-il pas participé avec les autres forces « démocratiques » à des gouvernements d'union nationale visant à faire barrage à la révolution italienne qui avait pointé à partir de 1943 et qui était d'ailleurs la cause véritable du « lâchage » de Mussolini par la partie de ses plus fidèles partisans en collusion avec le roi et les milieux d'affaires nationaux et internationaux ? N'avait-il pas, dans de célèbres articles parus eux aussi dans *Rinascita* théorisé les « *voies nationales au socialisme* » et ouvertement répudié le « modèle » de la révolution d'Octobre ?

Le but : protéger et faire perdurer l'Etat bourgeois

En tout état de cause, l'approfondissement de cette option qui allait au-delà du réformisme traditionnel en proposant une véritable cogestion avec le principal parti de la bourgeoisie italienne (la DC) en vue de protéger et de faire perdurer l'Etat bourgeois, ses institutions et l'ordre économique et social qu'il avait pour fonction d'imposer à toute la société, impliquait nécessairement que soient ignorées les causes profondes de la crise et les réactions qu'elle suscitait, on l'a vu, dans une partie conséquente de la jeunesse et de la classe ouvrière.

Cette fracture, désormais reconnue et assumée, avec les aspirations à des changements radicaux qui, même si elles s'exprimaient souvent avec confusion, voire avec un dangereux aventurisme, n'en étaient pas moins profondes et politiquement prometteuses, apparaissait avec

évidence dans l'abondante littérature produite alors par l'énorme appareil de propagande du PCI.

Nous ne citerons (car, en raison du rayonnement international du PCI, la théorie du « compromis historique » s'exporta fort bien dans tous les milieux progressistes de la planète) que la traduction française publiée en 1976 par les « Editions sociales » dépendant du parti frère le PCF, d'un entretien datant de l'automne 1975 entre Eric Hobsbawm (grande figure intellectuelle britannique de la « rénovation » du marxisme à la sauce italienne) et Giorgio Napolitano, alors un des principaux dirigeants du PCI et seul survivant, à l'heure où nous écrivons ces lignes, du PCI stalinien des années de la guerre froide (11).

Dans cet extrait, la véritable mission que se fixent les dirigeants « berlinguériens » est avancée sans ambages. Il s'agit en effet de rien moins que parvenir au socialisme en aménageant le système capitaliste et, sans même parler de le renverser, en collaborant consciencieusement à sa survie contre tout « extrémisme » qui pourrait le menacer. A une question d'Eric Hobsbawm sur la dimension impérialiste de la domination capitaliste mondiale qu'on ne peut séparer de « *l'ensemble des problèmes mondiaux* », voici ce que répond Giorgio Napolitano, chef de file des « eurocommunistes » :

« Je crois qu'il faut dire (et nous le disons avec conviction) qu'il semble désormais évident qu'il est impossible de résoudre les problèmes dramatiques qui se posent actuellement à l'humanité, et en premier lieu, les problèmes du sous-développement, de la misère et de la faim, présents dans une si grande partie du monde, si l'on ne réussit pas à déterminer une nouvelle orientation de la politique des pays capitalistes développés. Il faudrait que les extraordinaires ressources (la capacité productive, la qualification scientifique et technologique et l'expérience en matière d'organisation) dont disposent les pays développés soient effectivement mises au service de la coopération mondiale » (souligné par l'auteur de l'article) (12).

Il aurait fallu en effet... et la suite de la politique des « communistes » italiens

(mais aussi des autres) a montré comment ils ont agi pour que cela adienne !

Sur de telles bases, l'absence de dialogue avec les masses en mouvement était évidemment un corollaire inévitable, mais il y eut pire, puisque de ces benoîtes affirmations qui conservaient encore un semblant de volonté d'agir dans un sens, les dirigeants du PCI, qui enregistèrent lors des élections régionales puis législatives de 1975 et 1976 des succès historiques (le PCI obtint en effet respectivement 33,4 % et 34,31 % des suffrages lors de ces scrutins, faisant presque jeu égal avec la DC), passèrent de l'abstention complaisante au soutien sans participation gouvernementale du gouvernement « monocolor » (uniquement composé de ministres démocrates-chrétiens sans l'alibi commode de la présence de représentants de la « gauche » républicaine, laïque et/ou social-démocrate) d'Andreotti.

Ce soutien impliquait une approbation et même une surenchère par rapport aux dispositions répressives et liberticides de ces gouvernements, qui n'hésitaient pas par ailleurs, nous l'avons vu, à introduire, par l'entremise de leurs officines para-institutionnelles, leur « museau » dans les sombres coulisses où se préparaient les mauvais coups de théâtre destinés à ébranler la scène italienne.

(11) Ce personnage déjà évoqué (cf. note 8) a depuis fait son chemin dans les institutions en acceptant avec enthousiasme d'enterrer le parti dont il avait été l'un des plus fidèles défenseurs au profit du Parti démocrate actuel, véritable resucée transalpine de son homonyme américain, c'est-à-dire un organisme ayant définitivement rompu avec toute velléité de transformation de la société et accepté d'être le meilleur défenseur de l'impérialisme italien et international. Il a en effet été (fait unique dans l'histoire de la République italienne) élu deux fois président de la République (2007-2014 et 2014-2015) non sans avoir occupé au préalable les plus hautes fonctions ministérielles et continuant encore aujourd'hui, à l'âge vénérable de 91 ans, à user de sa fonction de sénateur à vie pour militer en faveur du gouvernement corrompu et discrédité du jeune « loup » Matteo Renzi.

(12) Giorgio Napolitano, *La politique du Parti communiste italien. Entretien avec Eric Hobsbawm*, traduit de l'italien par Claudine Ewencyk et Jean Rony, Paris, Editions Sociales [Collection « Notre Temps/monde » : M 13], 1976, pp. 92-93.

« Solidaires des forces de l'ordre »

Voici par exemple ce que déclarait en mars 1977, dans un rapport au comité central du PCI intitulé *La défense de l'ordre public contre la violence subversive* (13), un de ses dirigeants, Paolo Bufalini (14), alors que venait d'être promulguée une interdiction de manifester dans le centre des principales villes du pays :

« Notre ligne, c'est celle d'une défense résolue de l'ordre démocratique et de notre solidarité avec les forces de police qui défendent l'ordre démocratique et l'ordre public... Aujourd'hui la police est appelée à défendre l'ordre démocratique contre les attaques de bandes ennemies du régime démocratique de la République né de la résistance, ennemies du mouvement ouvrier, des syndicats, des partis antifascistes et populaires (15). La police, qui défend l'ordre démocratique, défend de ce fait un patrimoine qui est le nôtre, celui de la classe ouvrière et de la nation. C'est pourquoi nous sommes quant à nous solidaires des forces de l'ordre, c'est pourquoi nous comprenons les difficultés qu'elles doivent affronter, le dur travail et les risques auxquelles elles doivent faire face » (16).

Cette déclaration, qui a le mérite de la clarté, doit être située dans son contexte précis. Quelques semaines auparavant, très exactement le 17 février 1977, s'était produit un fait inédit dans l'histoire politique et sociale de l'Italie. Le secrétaire de la CGIL, le communiste Luciano Lama, a été sommé quelques jours auparavant, lors d'une réunion qui s'est tenue au siège central du PCI, dans l'archi-célèbre « via delle Botteghe oscure », d'organiser une assemblée syndicale au sein de l'Université de Rome, qui est alors occupée, comme un certain nombre d'autres dans le pays, par un puissant mouvement étudiant, où sont très actifs les groupes militants d'extrême gauche qui se réclament de l'« Autonomie ouvrière », dirigée par Toni Negri et Oreste Scalzone.

Quelques jours auparavant, à l'instigation de Giancarlo Pajetta, dirigeant historique du PCd'I (Parti communiste d'Italie) des années d'avant-guerre, trois cents militants musclés du PCI, dirigés par le dirigeant de la FGCI (Jeunesse communiste)

de Rome, Walter Veltroni (17), avaient forcé les piquets de grève des étudiants autonomes et s'étaient introduits dans la faculté de droit.

Pendant le discours de Lama, de violents affrontements éclatent entre le service d'ordre communiste et celui des groupes autonomes, et à l'issue d'une bataille acharnée, se produit ce fait inouï : les gros bras du PCI et de la CGIL sont bousculés et la journée se termine sur une « victoire » des « gruppettari » (membres des groupes) et une humiliation des chefs syndicalistes forcés de déguerpir.

Les cadres historiques de Lotta Continua ainsi que les militants du Partito di Unità Proletaria (PdUP), composé de dissidents de « gauche » du PCI, se trouvèrent eux aussi dépassés par la violence des groupes les plus actifs et surtout par le soutien dont ils bénéficièrent de la part de la masse des étudiants et d'une partie des jeunes travailleurs.

Tout montrait que la montée en ligne du PCI pour défense de l'ordre et en soutien à la politique d'austérité et de répression de plus en plus accentuée du

(13) *Difesa dell'ordine pubblico contro la violenza sovversiva*, rapport reproduit dans *L'Unità*, organe du comité central du PCI, le 15 mars 1977.

(14) Il est intéressant de noter au passage que ce dirigeant important avait longtemps été chargé au PCI des relations avec le PCUS et qu'il accompagna notamment Palmiro Togliatti dans la délégation italienne au XX^e Congrès de 1956.

(15) Allusion à peine voilée à ce grand parti « populaire » au pouvoir qu'était la DC dont le quotidien de l'époque s'intitulait d'ailleurs « Il Popolo » (CQFD) !

(16) Paolo Bufalini, *Difesa dell'ordine pubblico...*, art. cit.

(17) Ce même personnage sera plusieurs fois ministre dans des gouvernements de coalition des « Démocrates de gauche » (le nouveau nom adopté par les membres du PCI après l'autodissolution de ce parti à la fin des années 1990), puis élu à deux reprises maire de Rome et secrétaire du PD (dernier avatar de l'ex-PCI). En 1995, en sa qualité de secrétaire des « Démocrates de gauche », il donna au journal de droite *Il Giornale* une interview où, lui, l'ancien dirigeant des jeunesses et grand pourfendeur de « gauchistes », risquait cet aveu de taille sur son propre engagement : « On pouvait très bien être membre du PCI sans être communiste. C'était comme cela à l'époque, c'était possible. »

gouvernement démocrate-chrétien qu'il soutenait, avait été plus qu'une erreur, une véritable manœuvre qui scellait le sort de toute alternative de gauche véritable en cassant la mobilisation et en ouvrant la voie à la dérive et à l'isolement des éléments les plus déterminés par rapport à un mouvement des masses qui seul aurait pu les canaliser et leur éviter de rentrer dans le cycle infernal violence-répression.

C'est ce que souligne la journaliste Lucia Annunziata, critique aussi acerbe de l'attitude du PCI que de l'aventurisme des autonomes, dans un beau livre de témoignage sur cette période de sa jeunesse dont elle a été une des protagonistes :

« Peu nombreux furent ceux qui comprirent que s'était mise en route une machine infernale au nom d'une cohérence révolutionnaire toujours plus grande et à travers toute une série d'exclusions. L'expulsion de Lama se traduisit par la mise en route d'une espèce de révolution culturelle dans laquelle toutes les parties furent perdantes, à commencer par le parti à la fois aimé et haï, ce PCI, qui s'était rendu coupable de connivence avec les institutions, puis les intellectuels de gauche devenus des alliés de la bourgeoisie, les journalistes transformés en larbins des patrons et pour finir, les dirigeants des groupes politiques qui n'étaient plus considérés comme d'authentiques révolutionnaires. Après quoi, il ne resta plus que le recours aux armes » (18).

L'affaire Moro : mère de toutes les provocations et épilogue tragique d'une saison d'occasions manquées

Le diagnostic établi par Lucia Annunziata est exact. Sans dédouaner aucunement les groupes qui sombrèrent dans la folie suicidaire du terrorisme ouvert, et singulièrement le commando des Brigades rouges qui enlevèrent Aldo Moro puis l'exécutèrent, il est de fait qu'un tel aboutissement ne peut se comprendre si on l'abstrait de tout le contexte des méfaits avérés mais aussi des trahisons politiques qui l'ont précédé.

Ajoutons à cette considération que la gestion de la période de deux mois qui sépare l'enlèvement de l'exécution et de la mise en scène macabre qui présida à la restitution du cadavre criblé de balles et enfermé dans le coffre d'une voiture garée à mi-distance entre les sièges de la DC et du PCI, n'est pas sans jeter une lumière sinistre, tant sur les attermoissements des dirigeants de la DC qui auraient dû avoir à cœur la libération de leur dirigeant que sur l'« intransigeance » de la direction du PCI qui mit tout son poids dans la balance pour empêcher toute négociation avec les ravisseurs, alors qu'elle était parfaitement consciente que la disparition de l'homme d'Etat condamnait de fait la stratégie du « compromis historique » qu'elle s'était pourtant efforcée de faciliter par toutes les compromissions et les capitulations.

C'est dans un roman récent, écrit en français, que l'on trouve peut-être l'évocation la plus juste de cette très « ténébreuse affaire », et c'est donc en citant cet extrait du roman-vérité de Simonetta Greggio, écrivaine italienne mais vivant en France, intitulé, en hommage à un film à sketches célèbre de Mario Monicelli, Francesco Rosi et Ettore Scola sorti précisément en décembre 1977, *Les Nouveaux Monstres 1978-2014*, que nous voudrions conclure cette brève présentation d'un moment particulièrement grave et fondamental de la lutte des classes dans l'Italie contemporaine :

« Le matin du 9 mai 1978, une Renault 4 rouge se gare sur un emplacement de la via Caetani, au centre de Rome. Dans le coffre gît le corps d'Aldo Moro, le président de la Démocratie chrétienne enlevé cinquante-cinq jours plus tôt par les Brigades rouges(...) »

En juin 2013, l'un des deux démineurs qui arrivèrent les premiers sur les lieux a publié un livre intitulé La Bombe humaine. Il y signale, preuves à l'appui, que ce matin-là il était près de la Renault rouge, le ministre de l'Intérieur Francesco Cossiga – qui plus tard deviendrait président de la République – à ses côtés, à 11 heures. Une heure et demie avant le coup de télé-

(18) Lucia Annunziata, 1977. *L'ultima foto di famiglia*, Torino, Einaudi [Gli struzzi : 622], 2007, p. 75.

phone qui signalait l'emplacement de la Renault 4 rouge.

Les deux démineurs n'ont jamais été interrogés au cours des différentes enquêtes. Personne ne les a convoqués. Les rapports qu'ils ont remis à leurs supérieurs ont été déchirés sous leurs yeux. Ils ont reçu l'ordre de garder le silence (...).

Une fois parvenu sur les lieux, je me mis à tourner autour de la voiture (pour voir si elle contenait de l'explosif). Je regardais à l'intérieur lorsqu'une jeune hippie s'approcha et me demanda : "C'est

vrai que dans la voiture il y a le corps de Moro ?" J'avais envie de l'envoyer paître, et puis Moro était un homme assez grand et je le voyais mal tenir dans le petit espace arrière de la Renault. Mais une fois le coffre ouvert, je découvris effectivement son cadavre sous la couverture (...) » (19).

Frank La Brasca
2 octobre 2016

(19) Simonetta Greggio, *Les Nouveaux Monstres. 1978-2014*, Paris, Stock-roman, 2014, pp. 69 et 70-71.



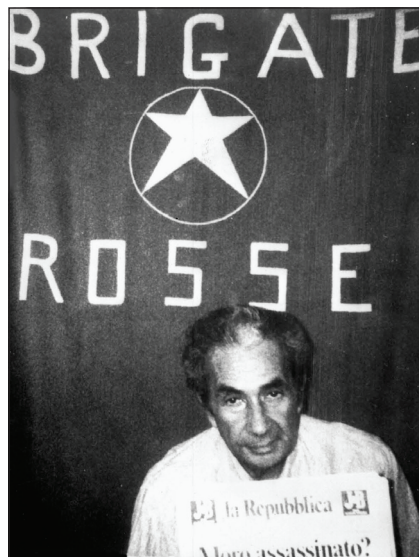
Le compromis historique : Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI, serrant la main d'Aldo Moro, président de la Démocratie chrétienne. Le personnage courbé en deux au second plan est Giorgio Napolitano (toujours en vie), lui aussi alors dirigeant du PCI, qui sera élu par deux fois à la présidence de la République (2007-2014 et 2014-2015).



Membres de groupe de l'Autonomie suggérant par le geste le pistolet P38, symbole de la lutte armée.



Attentat à la gare de Bologne
(2 août 1980)



Aldo Moro kidnappé
par les Brigades rouges

La révolution hongroise

Présentation

A Poznan en Pologne, le 27 juin, les ouvriers de l'usine métallurgique Zispo se mettent en grève contre la baisse de leurs salaires réels, descendent dans la rue, puis sont rejoints le 28 juin par les ouvriers d'autres usines qui défilent en criant : « *A bas les bonzes ! Nous ne voulons plus être des esclaves ! A bas la dictature ! A bas le communisme ! A bas le faux communisme ! A bas l'occupation soviétique ! Dehors les Moscoutaires ! Dehors les troupes russes d'invasion ! Nous voulons une Pologne libre !* » Les bureaucrates envoient la troupe, peu motivée. La police politique tire. Les ouvriers et les étudiants raflent les armes de soldats souvent passifs. Les blindés entrent dans la ville ; de véritables combats s'engagent. Bilan : 53 tués, 434 blessés, près de 2 000 arrestations, surtout des jeunes et des ouvriers. Dans la Hongrie voisine où la haine monte contre la dictature de Rakosi, le cercle d'écrivains Petöfi organise des débats animés, dont l'un sur la liberté – exigée – de la presse, qui rassemblent des milliers de participants.

Le 16 juin, Moscou avait remplacé au poste de secrétaire général du parti Rakosi, haï, par l'ancien bourreau du NKVD en 1936-1938 en Espagne, Ernst Gerö, détesté. Sa promotion renforce le rejet des staliniens par la population.

En Pologne et en Hongrie, l'agitation croît de jour en jour. Le 27 septembre s'ouvre le procès des émeutiers de Poznan dont l'avocat dresse un acte d'accusation de la bureaucratie au pouvoir. Le 6 octobre, une manifestation monstre dans Budapest célèbre les funérailles solennelles de Lazeslo Rajk, ancien des Brigades internationales et ministre de l'Intérieur, pendu en 1949 comme – imaginaire – trotskyste-titiste. Le 14, l'ancien président du Conseil limogé par Rakosi deux ans plus tôt, Imre Nagy, est réintégré dans le PC hongrois.

Le bureau politique du PC polonais, le POUP, propose de soumettre au plénum du comité central du 19 la nomination de Wladislaw Gomulka, récemment sorti de prison, au poste de premier secrétaire du parti et d'éliminer le maréchal soviétique Rokossovski du bureau politique, cela sans en discuter avec le Kremlin, pour la première fois dans son histoire. Le Praesidium du PCUS décide d'envoyer en Pologne une délégation dirigée par Khrouchtchev, comportant le maréchal Joukov, qui place les troupes soviétiques stationnées en Pologne et la flotte soviétique de la mer Baltique en état de préparation au combat. Le matin du 19, le maréchal soviétique Rokossovski, alors membre du bureau politique du POUP, fait monter une division blindée soviétique vers la capitale. A cette nouvelle, les ouvriers de plusieurs usines se mobilisent.

A Varsovie, Khrouchtchev, en rage, menace Gomulka et les Polonais. Mikoian et lui, dépêches de presse en mains, dénoncent une tentative de contre-révolution en Pologne. Gomulka est élu triomphalement par le comité central. Craignant de mettre le feu à la Pologne, le 23 octobre, Khrouchtchev lui annonce que les troupes soviétiques vont regagner leurs bases d'ici à quarante-huit heures. A Varsovie, la révision du procès des émeutiers de Poznan aboutit à la libération de tous les grévistes condamnés.

Ce jour-là, à Budapest, une manifestation de solidarité avec les Polonais rassemble, place du Gouvernement, plus de 100 000 étudiants et ouvriers. Un groupe de manifestants abat la statue haïe de Staline, une délégation se rend au

Palais de la radio demander en vain la lecture d'une résolution demandant le retour de Nagy au gouvernement. Les manifestants tentent d'entrer dans le palais puis désarment sans peine l'armée appelée en renfort. A 23 heures, Gerö ordonne à l'AVH, la police politique, de tirer sur les manifestants qui ripostent. C'est le début de la révolution. A Moscou, Khrouchtchev, avant même que Gerö n'ait fait tirer sur la foule, se prononce pour l'entrée des troupes dans Budapest. Joukov suggère même de « *proclamer la loi martiale dans le pays et le couvre-feu* ».

Le 24 à l'aube, l'armée russe intervient à Budapest contre les insurgés, puis Radio Budapest annonce la nomination de Nagy à la tête du gouvernement et affirme que c'est lui qui a appelé l'armée russe à intervenir.

A Moscou, le contrecoup de la Pologne et de la Hongrie se fait sentir le 25 octobre, le jour où Gerö est remplacé par Kadar à la tête du PC hongrois. Ce jour-là, quelques centaines d'écrivains se réunissent à la maison des prosateurs pour discuter du roman de Doudintsev *L'Homme ne vit pas seulement de pain* qui stigmatise les bureaucrates, représentés par un haut fonctionnaire nommé Drozdov. Le romancier Constantin Paoustovski, dans un discours tonitruant, dénonce les Drozdov, cette « *nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n'a rien de commun avec la révolution ni avec notre régime, ni avec le socialisme, des cyniques, de noirs obscurantistes (...), une force lourde qui opprime le pays* ». Il s'affirme certain que « *le peuple balaiera les Drozdov à coup sûr et assez rapidement* » et conclut : « *Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début.* »

Alors que les combats continuent dans les rues de Budapest, le 27 octobre, des conseils ouvriers se forment dans toutes les usines de la capitale.

Au Praesidium du PCUS du 28 octobre 1956, Khrouchtchev juge que « *la situation se complique (...). Les ouvriers soutiennent l'insurrection.* » Il ajoute : « *L'insurrection s'est étendue à la province. Les troupes peuvent passer du côté des insurgés.* » Pire encore, « *des soviets se constituent (de façon spontanée) dans les entreprises* ».

Le 29 octobre, l'état-major russe annonce mensongèrement le retrait de ses troupes. Au Praesidium du lendemain, Khrouchtchev tergiverse. « *Il y a deux voies, dit-il, la voie militaire : c'est la voie de l'occupation. La voie pacifique : le retrait des troupes, des négociations* », sans choisir entre les deux.

C'est alors que, ce 29 octobre, en accord avec la France et l'Angleterre, l'armée israélienne lance une offensive sur Gaza, sur Charm-el-Cheikh et surtout sur le canal de Suez que Gamal-Abdel Nasser, le dirigeant nationaliste égyptien, a nationalisé au mépris des intérêts vitaux des actionnaires britanniques et français du canal. Le 31, les aviations française et britannique bombardent l'Égypte et lâchent sur le canal des commandos de parachutistes. La bureaucratie soviétique peut remercier Israël, la France et la Grande-Bretagne qui, ce faisant, lui délient les mains pour intervenir à Budapest. On ne saurait mieux illustrer la complicité objective de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne.

Le 30 octobre à 14 h 30, Nagy annonce à la radio la fin du régime du parti unique. La liberté réelle des partis proclamée en Hongrie est une menace pour tout le système bureaucratique, de Pékin à Berlin-Est, au moment même où les conseils ouvriers commencent à couvrir le pays.

Le dirigeant yougoslave Tito donne à Khrouchtchev et Malenkov, venus le voir en hâte, son accord pour envoyer les chars écraser la révolution... Le 4 novembre, les chars soviétiques entrent dans Budapest. Imre Nagy et ses principaux camarades se

réfugient à l'ambassade de Yougoslavie. Le Praesidium du PCUS du 4 novembre se penche avec inquiétude sur l'agitation suscitée en URSS par les révolutions hongroise et polonaise. Le kaguéliste Bobkov, chargé de surveiller les milieux étudiants, témoigne : « *Beaucoup d'entre eux, hostiles à Khrouchtchev, appelaient à intervenir en soutien des Hongrois et à protester contre les actions du gouvernement soviétique.* » En juin 1957, Khrouchtchev précisera ses craintes : « *Chez nous, certains n'étaient pas loin d'organiser un club dans le genre du club Pétöfi en Hongrie. Et si nous ne nous en étions pas mêlés, on ne sait pas comment tout cela aurait pu se terminer.* »

Les chars soviétiques nettoient Budapest et quelques autres villes insurgées au prix de quelque 20 000 victimes mais mettent près de deux mois à mettre au pas les conseils ouvriers dont les dirigeants sont arrêtés les uns après les autres.

Les révolutions hongroise et polonaise provoquent des secousses en URSS. Le 2 novembre 1956 dans la capitale de la Lituanie, Vilnius, et dans la deuxième ville du pays, Kaunas, la fête de la Toussaint se transforme en rassemblements et en manifestations publiques de masse où retentissent des slogans en faveur de l'indépendance de la Lituanie ponctués par le cri de « *Vive les héros hongrois* ». Les étudiants de l'Institut historique des archives de Moscou, célébrant la révolution d'Octobre, le 7 novembre, au club du ministère de l'Intérieur, accueillent tous les toasts en l'honneur des révolutions hongroise et polonaise aux cris de « *Hourrah* » et de « *Pour la prochaine et quatrième révolution russe !* » En Volhynie en Ukraine occidentale, des kolkhoziens avertissent les autorités : « *En Ukraine, il se produira bientôt la même chose qu'en Hongrie. Nous vous chasserons aussi de notre pays...* » Le jeune historien Krasnopevtsev, condamné en 1957 à dix ans de camp pour avoir constitué un groupe d'opposition, affirme : « *L'insurrection en Hongrie et son écrasement par Khrouchtchev avec le soutien de Tito ont défini aussi notre destin (...). Khrouchtchev et le PCUS n'ont pas seulement tiré sur les Hongrois, ils ont aussi tiré sur leur jeunesse.* » La révolution hongroise menaçait effectivement l'ensemble du système bureaucratique stalinien. Son écrasement ouvrait la voie à la chute de l'URSS et à la contre-révolution qui s'ensuivit dans tous ces pays.

Les deux textes reproduits ci-après visent à donner une image de la portée internationale de cette révolution écrasée. Nous renvoyons aux deux numéros spéciaux des *Cahiers du mouvement ouvrier*, publiés il y a dix ans, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

Jean-Jacques Marie

Lettre à un ami

Par Marian Bielicki

Envoyé spécial de Radio Varsovie à Budapest, diffusée par Radio Varsovie le 1^{er} décembre et reproduite dans le journal socialiste américain « Labor Action » du 17 décembre 1956

Les passages en italique sont des résumés faits par la rédaction de « Labor Action » d'après les notes d'écoute. La traduction publiée à la fin de la brochure de François Manuel – pseudonyme de Pierre Broué – a été revue et corrigée.

Entre la première et la deuxième intervention soviétique quelque quarante partis ou groupes politiques furent constitués en Hongrie, mais ils étaient tous de caractère transitoire.

Cependant, personne ne doutait qu'avec la consolidation de la victoire de la révolution, avec la stabilisation de la situation dans le pays – et les premiers symptômes de cette stabilisation ont commencé à apparaître clairement le jeudi 1^{er} novembre –, les petits partis ou groupes disparaîtraient, laissant seulement subsister les partis les plus grands et les plus importants. Le caractère politique des partis bourgeois, tel le Parti chrétien ou le Parti des petits propriétaires, n'apparaissait pas clairement – ils utilisaient seulement des mots d'ordre.

La nation hongroise rejetait tout le contenu du régime Rakosi (1), qui déformait complètement l'essence du système socialiste.

Dans une lettre précédente, je vous ai cité les paroles d'un ouvrier qui disait que, si le socialisme devait être ce qu'il en connaissait par son expérience antérieure, et non par la théorie, alors il ne voudrait pas du socialisme. Dans la conscience de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la jeunesse, le concept de socialisme est devenu synonyme du concept de stalinisme.

Les expériences douloureuses aggravées par les crimes commis dans les journées révolutionnaires par les successeurs de Rakosi, ces héritiers de la terreur de

Staline qui se sont cramponnés désespérément à leurs postes – ces expériences cruelles ont donné à la nation le droit d'adopter l'attitude qu'elle a prise au cours des journées révolutionnaires.

Comptant sur la haine de la nation hongroise pour ce qu'on lui avait présenté comme étant le socialisme, les partis politiques pouvaient mener, et dans de nombreux cas ont pu développer la propagande de leurs propres intérêts politiques. C'est un fait.

Mais en même temps ces partis devaient tenir compte du fait qu'en rejetant ce qu'on peut appeler la superstructure stalinienne la nation hongroise ne rejetait pas les fondements réellement socialistes qui résultaient des transformations effectuées après 1945, et que, loin de les rejeter, elle les défendait. Elle était prête à défendre ces réalisations vraiment socialistes tout autant que son droit à l'indépendance et son droit à décider librement de son propre sort sans ingérences extérieures.

Je le crois, non parce que je veux le croire ou parce que je me plais à le croire, mais parce que le cours des événements le démontre. Cela a été démontré par le brave et inébranlable peuple hongrois, qui souhaitait et souhaite encore déterminer seul le destin de son pays, car lui, et lui seul, a le droit de le faire.

Dans des dizaines de conversations, j'ai reçu une réponse ferme à la question que je posais sur l'avenir de la Hongrie : personne ne nous prendra la terre, personne ne nous prendra les usines, personne ne nous prendra le droit à l'éducation pour tous et au bien-être social.

(1) Mathyas Rakosi, ultra-stalinien, dirige le PC hongrois (Parti des travailleurs hongrois) de 1945 à 1956 (NDLR).

Sur cette question de la défense et de la consolidation des fondements socialistes, le peuple hongrois, dans sa grande majorité, a pris une attitude absolument claire. C'est pourquoi les programmes des partis politiques ont exigé sans équivoque que l'avenir de la Hongrie repose sur la propriété socialiste des moyens de production.

Il ne peut y avoir de retour aux temps du capitalisme, a dit le dirigeant du Parti des petits propriétaires, Bela Kovacs ; il ne peut y avoir de retour au monde des banquiers, des comtes, des propriétaires d'usine.

Peut-être, à ce moment, sourirez-vous, mon ami, en pensant que les politiciens promettent bien des choses, mais qu'une fois en poste ils n'agissent qu'à leur guise. C'est vrai, mais j'ai confiance en la nation hongroise. Je crois fermement que personne n'aurait réussi ni ne réussira à éteindre le feu grandiose qui enflammait leurs cœurs pendant la Révolution.

Ce ne sont pas les politiciens, mais les insurgés – ouvriers, jeunes, paysans – qui ont déterminé le caractère de la révolution, ce ne sont pas les partis politiques, mais les comités révolutionnaires, les centres insurgés qui traçaient la route de la révolution. Et c'est pourquoi, au moment où le gouvernement Imre Nagy s'est appuyé sur le mouvement révolutionnaire de masses, la situation dans le pays a commencé à se stabiliser, le chaos a commencé à reculer devant l'ordre révolutionnaire.

A l'intérieur du mouvement révolutionnaire agissaient des forces clairement rétrogrades : les horthystes (2), eux aussi, commencèrent à se manifester. Mais ce n'étaient pas ces forces qui déterminaient le caractère de la révolution. Contre ces forces se dressaient les masses des insurgés qui déterminaient le caractère populaire et non réactionnaire de la révolution hongroise.

Vous allez peut-être m'interroger sur le parti chrétien. Est-ce qu'il s'est rangé aux côtés de la révolution véritable en Hongrie ? Non, il ne l'a pas fait, et cela a eu un effet décisif sur la chute de l'intérêt de l'opinion publique pour ce parti.

En Hongrie, le danger que les partis politiques qui, dans le passé, représentaient les intérêts des classes [*ici un ou des mots inaudibles* : sans doute « pos-

sédantes » ou « riches »] tenteraient en cas de victoire électorale de revenir à leur vieux programme. Mais je maintiens que le peuple hongrois ne voulait pas revenir au mode des comtes et des propriétaires d'usines, que la nation hongroise avait rejeté la prétendue démocratie populaire qui n'avait rien de commun ni avec le peuple ni avec la démocratie, qu'il ne voulait pas d'un retour au capitalisme et qu'il était capable par ses seules forces de s'opposer à toute tentative en ce sens.

Et les communistes, le Parti communiste ? Le Parti des travailleurs hongrois a cessé d'exister. Il s'est révélé incapable de s'arracher du marais des crimes et des erreurs. Le conflit entre stalinisme et socialisme à l'intérieur de la direction du parti provoqua le 1^{er} novembre la déclaration du nouveau parti formé par les communistes.

Mais même alors, comme cela a été démontré quelques jours après, les éléments staliniens avaient déjà infiltré le groupe dirigeant, et ils ont une nouvelle fois porté un coup terrible à la cause du socialisme en Hongrie en s'enfuyant pour se mettre sous la protection des chars étrangers.

Mais, vous pouvez me croire, pendant tout ce temps les vrais communistes, ceux pour qui la cause de leur propre peuple est plus chère que tout, étaient du côté de la barricade où l'on se battait pour la vérité, contre l'oppression et le mensonge. Ils y étaient et ils y sont restés, du seul côté de la barricade représentant la justice et le seul digne du plus profond respect. C'est leur attitude et leur combat qui feront revivre le socialisme.

Je ne sais pas, mes chers amis, si mes arguments vous ont convaincus. Répondre à la question de savoir quelle route la Hongrie aurait-elle empruntée si [*quelques mots inaudibles*]. Mais je crois profondément que cette route aurait mené la Hongrie vers le socialisme authentique, dans lequel les paroles et les actes forment un tout organique indissociable.

(2) Partisans du défunt contre-amiral Horthy, qui installa en Hongrie après l'écrasement de la révolution de 1919 un régime de parti unique de type fasciste (NDLR).

Roman Zimand

Cela concerne les ouvriers du monde entier

(*Po Prostu*, n° 45, 4 novembre 1956)

Dans, *Pologne-Hongrie 1956 ou «Le Printemps en Octobre»*,
textes choisis sous la direction de Jean-Jacques Marie et Balazs Nagy

L'un des principes du marxisme, que l'expérience du mouvement ouvrier dans son ensemble a toujours confirmé, concerne le caractère internationaliste de toutes les luttes politiques menées par le prolétariat. Dans notre pitoyable propagande en faveur de l'internationalisme, qui aboutissait à des résultats contraires à ceux que nous en attendions, on peut relever entre autres l'erreur qui consistait en ce que nous réduisions, le plus souvent, tout le problème à son aspect moral ou à ses caractéristiques politiques d'actualité. Or, l'internationalisme, en tant qu'exigence morale et politique, n'est que le reflet de ce fait objectif, que tous les événements politiques importants dans lesquels le prolétariat se trouve entraîné, ont, de par leur essence, un caractère international. Le prolétariat *peut* appliquer une politique internationaliste, puisque telle est la nature même des luttes politiques, et le prolétariat *doit* appliquer une telle politique, dans la mesure où il veut éviter de se heurter aux lois objectives du déroulement des processus sociaux.

Si l'on a pu considérer l'internationalisme comme un « concept figé » – et nous n'y avons pas peu contribué – une analyse même superficielle du stalinisme et des dernières expériences du mouvement ouvrier international devrait suffire à prouver que notre pratique ainsi que notre théorie – et non le principe lui-même – sont entièrement responsables de ce « concept figé ».

(Zimand rappelle ensuite le contenu de l'article qu'il avait publié la semaine précédente dans *Po Prostu* en collaboration avec Turski et Kossak (1) et définit le stalinisme comme « une théorie et une pratique criminelles et réactionnaires ».)

Mais si le stalinisme a un caractère international, il s'ensuit qu'on ne peut

limiter à un seul pays ou à un seul parti la lutte à mener contre lui. Les problèmes polonais nous sont, bien entendu, les plus proches, de par leur nature, mais si nous limitons la lutte contre le stalinisme à son seul aspect polonais, nous nous condamnons volontairement au particularisme et, ce qui est plus grave, nous condamnons notre action à l'inefficacité. En effet, *la condition nécessaire d'une lutte contre le stalinisme est qu'elle ne doit pas se limiter au cadre d'un seul pays ou d'un seul parti, mais doit se mener précisément dans le cadre du mouvement ouvrier international.*

L'exemple le plus éloquent de la justesse de cette thèse est l'attitude des différents partis communistes en face de l'affaire hongroise. Les principaux responsables de la tragédie hongroise furent, on le sait, les staliniens, et pas seulement les staliniens avérés comme Rákosi, mais aussi les pseudo-libéraux comme Gerö. C'est ce dernier en effet qui dirigeait le comité central du Parti des travailleurs hongrois qui fit appel aux troupes soviétiques. Cet appel et l'accord des responsables du mouvement des troupes soviétiques furent les mesures les plus antipopulaires dans tout l'écheveau complexe des affaires hongroises ; ce sont elles qui créèrent la situation dont pouvaient à bon droit rêver les ennemis les plus acharnés du communisme : l'armée de l'État qui a le premier accompli, trente-neuf ans plus tôt, une révolution victorieuse, s'est mise à tirer sur un peuple qui voulait que l'on fit droit à ses revendications les plus démocratiques.

La tragédie hongroise – et aussi, dans une certaine mesure, les événements de Pologne des deux dernières semaines –

(1) *L'Internationalisme.*

ont amené le mouvement ouvrier international à un point critique. Pour ou contre le stalinisme : tel est le problème devant lequel se trouvent tous les partis communistes du monde. C'est par rapport à ce problème qu'une division s'est effectuée au sein de notre mouvement. Il faudrait mieux parler ici, bien entendu, des *directions* plutôt que des partis eux-mêmes.

L'expérience d'une longue année nous apprend en effet que la crise du stalinisme aboutit nécessairement à faire naître une divergence, en principe saine, entre la base du parti et la direction stalinienne (...).

Je pose comme thèse que les événements de Hongrie sont précisément devenus pour le prolétariat international un point crucial, comme le confirment, me semble-t-il, de nombreux faits. Avant tout, la tragédie des journées d'Octobre à Budapest a dévoilé dans toute sa nudité le visage antipopulaire du stalinisme. Ensuite elle a révélé dans le mouvement communiste du monde entier deux tendances opposées : la tendance stalinienne, c'est-à-dire réactionnaire, et la tendance antistalinienne, communiste, c'est-à-dire celle qui peut mener à la résurrection du mouvement ouvrier. Bien entendu, comme souvent dans les périodes de crise, il ne manque pas d'hommes et de groupes hésitants, qui ne savent quelle position il faut adopter. Nous pouvons sans doute être fiers – quoique ce soit là une fierté bien amère – d'être l'un des premiers partis communistes du monde à avoir jugé conformément à la vérité les causes et la manière dont les luttes politiques se sont déroulées jusqu'à ce jour en Hongrie. C'est manifestement la conséquence des transformations fondamentales qui s'effectuent dans notre pays et dans notre parti (...).

Il faut dire malheureusement que ce que l'*Humanité* a écrit sur la Pologne est bien bénin comparé aux calomnies que ce journal, qui nous est si cher à nous tous pour ses magnifiques traditions d'internationalisme et de lutte, a déversées sur le peuple hongrois.

Présenter comme ce journal l'a fait les causes et le déroulement des événements de Hongrie, tout expliquer par l'activité « d'agents », de « provocateurs » et de « bandes fascistes », tout cela seuls

peuvent le faire des partisans du stalinisme aveugles à tout et qui « n'ont rien appris et rien oublié ».

(*Parlant ensuite de la division au sein du mouvement communiste à propos de la Hongrie, Zimand s'attache à repousser l'accusation que son article serait une « tentative de division ».*)

Ici les grandes phrases sur l'unité sont inutiles ; ici nous sommes confrontés à des faits. Et les faits disent qu'il n'y a pas d'unité. On me dira que les divergences ne concernent qu'un seul problème. Un seul ? D'accord ! Mais lequel ? Un problème qui a montré que le stalinisme est le tombeau du communisme. Qu'il nous poussait – ou plutôt que nous nous poussions nous-mêmes au bord de l'abîme où, dans dix ans au plus, le mouvement ouvrier allait inévitablement rouler. C'est pourquoi l'attitude à l'égard de la tragédie hongroise n'est pas « un » problème parmi d'autres, mais le *problème-clé* pour le mouvement ouvrier international. Ou bien l'ensemble de notre mouvement révélera les véritables causes *internationales* – et donc pas seulement hongroises – des événements de Budapest et les condamnera, ou bien une scission devra s'effectuer dans le mouvement communiste. Et cela indépendamment du fait que l'on écrive ou non sur la Hongrie ; car les scissions ne sont pas produites par des articles de journaux, mais résultent du déroulement objectif des processus sociaux et politiques (...).

Si imparfaites que soient jamais toutes les analogies, je me permettrai d'avancer l'hypothèse que le mouvement ouvrier international se trouve aujourd'hui dans une situation quelque peu semblable à celle de l'époque où Lénine s'en prit à la II^e Internationale : contre les traditions – pour la défense de la vérité ; contre la majorité des directions des partis à ce moment-là – pour la défense du prolétariat, des masses populaires, de la dignité et de l'honneur de la révolution.

Au cours de cette lutte, lorsqu'on l'accusait de mener une activité scissionniste et que l'on invoquait la nécessité de l'unité, Lénine répondait : l'unité, il est vrai, nous est nécessaire. Mais avant de nous unir, nous devons d'abord proclamer ce que veut chacun d'entre nous, nous devons d'abord nous diviser.

Lorsqu'on nous parle aujourd'hui de l'unité du mouvement ouvrier international, nous devons répondre :

« L'unité nous est aussi nécessaire que l'air à nos poumons. Mais pas l'unité avec les staliniens. Pas l'unité à tout prix, c'est-à-dire au prix de la vérité et de l'honneur révolutionnaires. Seule l'unité contre l'impérialisme et contre le stalinisme, l'unité fondée sur la résurrection du communisme mondial. Toute autre unité est synonyme de défaite. Il est faux que les capitalistes tirent profit de nos disputes. Notre expérience à tous, et plus que tout notre défaite en Hongrie, prouvent que les capitalistes tirent surtout profit du stalinisme. La survie du stalinisme dans nos rangs est le plus sûr garant des victoires de l'impérialisme. La correspondance entre l'entrée de l'armée soviétique en Hongrie et l'agression contre l'Égypte suffit à le montrer. »

On ne doit absolument pas se laisser impressionner par les positions que les staliniens tiennent encore dans notre mouvement. Lorsque Rosa Luxemburg s'est attaquée, avec Lénine, à la II^e Internationale, elle s'en prenait par là au parti socialiste alors le plus puissant, au parti social-démocrate allemand, universellement reconnu comme le parti d'avant-garde du mouvement ouvrier à cette époque. Lorsque Rosa proclama que ce parti, le plus puissant de cette époque, était « un cadavre pourrissant », elle fit preuve d'une rare acuité de vue, de fidélité aux principes et de hardiesse. Lorsqu'elle

écrivit ces mots pour la première fois, ils pouvaient paraître un défi au bon sens, un blasphème et une calomnie lancés par un fou à la tête du parti qui était alors la gloire et la fierté de la II^e Internationale. Et pourtant Rosa avait raison. Elle a prouvé que, pour défendre les principes, la vérité et l'avenir du mouvement, il fallait savoir se dresser contre les autorités, même les plus éminentes. Qui sait quelle voie aurait suivie le destin du monde sans l'existence de cette minorité, dans laquelle les sociaux-démocrates de gauche polonais ont joué un rôle non négligeable ? A ce moment-là aussi le mouvement ouvrier était au bord de la débâcle et de la trahison.

Soulever ces problèmes aujourd'hui, alors que tant de soucis particuliers à nous, Polonais, nous assaillent, peut paraître un symptôme de mégalomanie et un type de préoccupation qui nous éloigne de la solution de problèmes tout à fait vitaux pour l'avenir de la Pologne. Contre pareille affirmation j'affirme la justesse du raisonnement qui suit :

On ne peut parvenir à une résurrection victorieuse du socialisme en Pologne sans exterminer le stalinisme. On ne peut pas abattre définitivement le stalinisme en Pologne sans mener contre lui une bataille générale dans le mouvement ouvrier international. Cela concerne donc à la fois la Pologne et les ouvriers du monde entier.

C'est en cela que consiste l'unité manifeste du patriotisme et de l'internationalisme.

Pologne-Hongrie dans CMO 31 et 32

Les numéros 31 et 32 de 2006 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont été consacrés aux révolutions hongroise et polonaise de 1956. Ils gardent toute leur actualité en ce soixantième anniversaire de ces deux événements décisifs dans la crise du stalinisme, malgré l'étranglement de la révolution polonaise et l'écrasement de la révolution hongroise.

Nous en joignons ci-dessous le sommaire. Ces deux numéros, dont il reste quelques dizaines d'exemplaires, sont mis en vente au prix de 10 euros les deux, plus le prix de l'envoi postal, à régler à Hélène Stern, 18, rue Ferrus 75014 Paris.

Cahiers du mouvement ouvrier

Sommaire du n° 31

- Thomas Paine : La crise américaine n° 1 (1776).
- Marc Teulin : Juin 36 dans les publications du cinquantenaire.
- José Pozo : Le POUM et le comité central des milices (première partie, 1936).
- Jean-Jacques Marie : A quoi sert aujourd'hui le « complot des blouses blanches » de 1953 ?
- Chronologie de la révolution en Pologne et en Hongrie.
- Karol Dombrowski : Comment tout a commencé : la grève de Poznan (juin 1956).
- Ryszard Turcki et Eligiusz Lasota : L'Octobre polonais.
- Andropov, Joukov, Mikoyan, Serov, Souslov : Le plan politique et militaire du Kremlin en Hongrie.
- L'appel du conseil ouvrier du Grand Budapest à tous les conseils ouvriers d'usine, d'arrondissement et de département (27 novembre 1956).
- Réunion du bureau politique du Parti communiste italien (30 octobre 1956) sur la situation du parti en liaison avec les événements de Hongrie.
- Notes de lecture.
- Chronique des falsifications.

Sommaire du n° 32

- José Pozo : Le POUM et le comité central des milices (2^e partie).
- Julien Papp : Introduction à *La Hongrie libérée*.
- Constantin Paoustovski : Une nouvelle couche de petits-bourgeois (25 octobre 1956).
- Témoignages polonais (Victor Worozylski, Marian Bielicki, Roman Kornecki).
- Antonin Novotny : Le rapport de Khrouchtchev sur la Pologne au présidium du comité central du PCUS (24 octobre 1956).
- Peter Fryer : Györ.
- Miklos Sebestyén : Mes expériences dans le conseil central ouvrier du Grand-Budapest.
- Procès-verbaux du présidium du comité central du PCUS (20 octobre-6 novembre).
- Katia Dorey : La *Pravda* et la révolution hongroise.
- Echos yougoslaves sur la révolution hongroise.
- Frank La Brasca : Les répercussions de la révolution hongroise sur le Parti communiste italien.
- La réunion du bureau politique du Parti communiste italien sur la révolution hongroise (30 octobre 1956).
- Correspondance Khrouchtchev-Tito (6-8 novembre 1956).
- En Pologne : Les conseils ouvriers et la bureaucratie.
- Wilhelmina Skulska : Attention ! Les conseils ouvriers de mineurs sont en danger !
- La brochure du CICR sur les syndicalistes mineurs emprisonnés.
- Dans l'ex-URSS aujourd'hui.
- Chronique des falsifications.

**La terreur
stalinienne vue
par Soljenitsyne**
Vadim Rogovine

Vadim Rogovine (1)

La terreur stalinienne vue par Soljenitsyne

Préface de M. V. Goloviznine (2)

Comme historien et sociologue, V. Z. Rogovine examinait les processus sociaux en défenseur de la théorie de l'égalité sociale à laquelle il a été fidèle jusqu'à la fin de sa vie. Dans ses travaux apparaissent de nombreux aspects de l'érosion d'abord sous-jacente puis de plus en plus visible, en URSS, des mots d'ordre initiaux de la révolution d'Octobre, érosion qui a abouti à son éclatement et à la restauration des rapports capitalistes dans l'espace post-soviétique. En 1988-1989, Rogovine a conçu le projet d'un ouvrage de fond consacré à la lutte à l'intérieur du parti, finalement constitué de sept tomes réunis sous le titre commun : « *Y avait-il une alternative ?* » et publiés de 1991 à 1998 du vivant de l'auteur (un volume posthume, « *La fin est un début* », est paru en 2002). Rogovine mettait l'accent sur l'activité de l'« Opposition de gauche », liée au nom de Trotsky, épouvantail de longue date de la propagande tant soviétique qu'antisoviétique. Il a largement réussi à démystifier le « problème de Trotsky » et à mettre à jour le mécanisme complexe de la lutte pour le pouvoir après la mort de Lénine. Ses principales conclusions sont que la répression des années 1937-1938 :

a) n'était pas arbitraire ou irrationnelle mais résultait d'une âpre lutte de classe à l'intérieur du parti, lutte légale et illégale ;

b) en accusant ses opposants d'espionnage, de diversion, de terreur, Staline voulait dissimuler les raisons et les enjeux véritables de cette lutte ;

c) les oppositions antistaliniennes représentaient une réelle alternative sociale au stalinisme ; celle-ci ne s'est pas réalisée, ce qui a prédéterminé le destin ultérieur de l'URSS.

Bien que la lutte interne au parti et plus précisément l'affrontement entre le stalinisme et les diverses oppositions communistes en URSS soit le fil rouge du récit, en fait, le travail de Rogovine peut être considéré comme une encyclopédie de l'histoire de l'URSS de 1921 à 1940.

(1) Rogovine Vadim Zakarovitch (1937-1998), historien et sociologue russe, docteur de philosophie, auteur d'une série de livres consacrés à l'histoire de l'Opposition de gauche et à la répression stalinienne.

(2) Goloviznine Mark Vassilievitch (né en 1964), collaborateur scientifique à l'Institut de la globalisation et des mouvements sociaux (IGSO).

Un des facteurs essentiels de la falsification de l'histoire de l'URSS

Dans son travail, l'auteur se réfère souvent à des œuvres littéraires, entre autres à celle de Soljenitsyne, extrêmement populaire au moment où il écrivait. Bien qu'il fut très critique envers Soljenitsyne (surtout pour son livre *L'Archipel du Goulag*), il a maintes fois souligné qu'il n'avait pas pour but de polémiquer directement avec l'écrivain ou d'autres opposants du camp conservateur libéral ou « stalinien ». En même temps, *L'Archipel du Goulag* est maintes fois cité comme un des facteurs essentiels de la falsification de l'histoire de l'URSS et du Parti bolchevique. Ainsi soulignait-il :

« *L'historiographie anticommuniste, qui n'est pas moins politisée que l'école stalinienne de falsification, s'est enlisée dans ses propres stéréotypes, se refusant à prendre en compte les faits historiques. Il suffit de rappeler que dans le livre de Robert Conquest La Grande Terreur, où les futurs "démocrates" soviétiques ont appris l'histoire de leur pays, une seule page est consacrée aux idées et à l'activité de Trotsky, et nous avons pu y relever une bonne dizaine d'erreurs factuelles et d'altérations grossières. Il en va à peu près de même pour le livre de Soljenitsyne L'Archipel du Goulag qui confirme la vieille vérité selon laquelle les meilleurs mensonges sont faits de demi-vérités. Les faits historiques y sont soumis au schéma a priori selon lequel le Parti bolchevique a été, dès l'origine, marqué par la tendance à une violence irrationnelle et, sur ce plan, constituait un "tout monolithique". Pour attribuer la responsabilité de la terreur de masse à l'ensemble du parti et non à la clique stalinienne, le nombre de ses victimes a été largement exagéré (cette manipulation statistique, commune à tous les ouvrages anticommunistes, a été facilitée par la dissimulation opiniâtre des statistiques de la répression stalinienne par le régime de Brejnev). La seule fonction de la terreur stalinienne aurait été de terroriser préventivement le peuple pour s'assurer de sa soumission totale au régime. Cette interprétation devait servir le mythe anticommuniste traditionnel du "satanisme" des bolcheviks, de leur fanatisme à une idée utopique et leur dévouement fétichiste au "parti" au nom duquel les pires atrocités auraient été justifiées. Selon ce mythe, toute la vieille garde bolchevique aurait été aveuglément soumise à Staline et aurait été victime, en définitive, d'une auto-extermiation insensée. Le complément logique de ce mythe est la "prédiction a posteriori" selon laquelle l'histoire du "communisme" et le sort tragique de l'Union soviétique auraient été identiques si l'opposition l'avait emporté (3). »*

La résurrection de l'amalgame traditionnel

Pour Rogovine, le succès de Soljenitsyne et du « tamizdat (4) » identifiant bolchevisme et stalinisme s'explique par l'atmosphère idéologique étouffante de la période de la « stagnation (5) » qui a conduit de nombreux intellectuels soviétiques à réévaluer le passé en ressuscitant l'amalgame traditionnel « Staline continuateur de Lénine et de la révolution d'Octobre », mais avec le signe moins. La propagande stalinienne présentait l'œuvre de Lénine et sa « continuation » comme une chaîne ininterrompue de victoires historiques, remportées dans la lutte contre les « ennemis

(3) Rogovine, *Le Pouvoir et l'opposition*, M. 1993, pp. 264-265.

(4) Les publications non officielles (et interdites) : tam (là-bas) izdat : édité « là-bas », c'est-à-dire en Occident. Et sam (par soi-même) izdat : édité par soi-même, sur sa machine à écrire, en URSS (NDT).

(5) Qualificatif usuel de l'époque brejnévienne (NDT).

du léninisme », les dissidents des années 1970-1980 et les idéologues de la troisième émigration russe voyaient dans l'histoire soviétique une chaîne ininterrompue de méfaits et de violences perpétrés par les bolcheviks contre le peuple. Cet « *essai littéraire* » qu'était *L'Archipel du Goulag* a popularisé cette version historique auprès d'un public beaucoup plus large. Dans son introduction, Rogovine écrit : « *Ce genre en lui-même fait appel aux émotions du lecteur plutôt qu'à la conscience historique, utilise, plutôt que les documents, des témoignages particuliers de contemporains, il émancipe ainsi l'auteur de l'exposition des faits dans leur développement historique réel. Grâce au talent de Soljenitsyne, cette version s'est propagée dans les cercles tant "de droite" que "de gauche" de l'intelligentsia soviétique. Et comme l'historiographie officielle abondaient en "taches blanches (6)" et clichés falsificateurs, les conceptions de Soljenitsyne, qui avaient paru une lecture convaincante de l'histoire soviétique, ont resurgi dans notre presse à la fin des années 1980, elles sont devenues dominantes et agressivement exclusives de toute autre conception de l'histoire d'après Octobre* » (7).

Nous reproduisons ici, avec quelques coupures, deux chapitres des livres de Rogovine où il dénonce la fausseté de la conception (appartenant à la « philosophie historique ») de la terreur stalinienne défendue dans *L'Archipel du Goulag*, selon laquelle les bolcheviks, ayant « cultivé » le stalinisme « à leur image », sont devenus les victimes résignées d'un Moloch irrationnel. Le chapitre « *La grande purge* » en URSS. *Y avait-il des coupables ?* », extrait du livre « *Le Parti des fusillés* » (M. 1997) fournit de nombreux témoignages de l'état d'esprit protestataire pendant cette période parvenus jusqu'à nous en dépit de la terreur et de la censure, et que Soljenitsyne passe sous silence. Le chapitre « *Les trotskystes dans les camps* », extrait du livre « *1937* » (M. 1996), montre le sort des oppositionnels, principales victimes du Goulag stalinien. Dans ce chapitre, la position de l'auteur de *L'Archipel du Goulag* est comparée à celle d'autres détenus, en particulier de Chalamov. Sont également reproduits quelques fragments de l'« *Annexe II. Statistique des victimes de la répression de masse* » (« *Le Parti des fusillés* »).

(6) Expression usuelle pour désigner les faits historiques passés sous silence (NDT).

(7) Rogovine, *Y avait-il une alternative ?*, M. 1992, p. 7.

Vadim Rogovine

La thèse de l'arbitraire total

Dans presque tous les travaux sur la « grande purge », quelle que soit l'orientation politique de leurs auteurs, la thèse de l'arbitraire total de la répression stalinienne est considérée comme un axiome. Paradoxalement, les anticommunistes et les critiques officiels du « culte de la personnalité » partagent la même appréciation selon laquelle il n'y avait, en URSS, dans les années 1930, ni ennemis du pouvoir soviétique ni adversaires communistes au totalitarisme stalinien.

Ce qui est vrai dans cette version est que, dans les années 1930, en Union soviétique, il n'y avait pas de forces organisées pour la restauration du capitalisme. En même temps, la société soviétique de cette époque n'était pas du tout totalement annihilée par la répression. Il y avait des degrés divers d'opposition au stalinisme. Il était fréquent que des Soviétiques, au risque de leur vie, défendent leurs camarades calomniés. C'était, pour ainsi dire, le premier niveau d'opposition au stalinisme et à sa machine répressive. Mais il y avait d'autres niveaux, plus élevés, d'opposition, pour l'essentiel dans

le milieu bolchevique. Il ne venait pas seulement de ceux qui étaient vraiment trotskystes. Sans le savoir, bien d'autres membres du parti rejoignaient leurs idées, ayant gardé une conscience sociale bolchevique et indignés par la façon dont les principes de la révolution d'Octobre étaient bafoués.

Les mémoires des témoins et des participants de ces événements aujourd'hui accessibles, comme les matériaux d'enquête publiés contredisent la conception de Soljenitsyne selon laquelle toute la population soviétique aurait été composée d'« agneaux », incapables d'une quelconque résistance à la violence et à l'arbitraire, et les arrestations n'auraient jamais eu aucun fondement. Pour nourrir ce genre de représentation, Soljenitsyne multiplie les exemples de condamnations sévères pour des motifs futiles ou ineptes : un tailleur a planté son aiguille dans un journal et elle s'est fichée dans l'œil de Kaganovitch ; un gardien qui apportait un lourd buste de Staline au club lui a passé une courroie qui enserrait le cou de Staline ; un matelot a vendu un briquet à un Anglais ; des écoliers qui se battaient dans la salle du club, ont, sans le vouloir, arraché une affiche du mur, etc. (8).

D'après Soljenitsyne, « *un filet de jeunesse politisée* » n'est apparu que « *semble-t-il, vers 43-44, quand ont surgi les premiers cercles politiques diffusant des tracts antistaliniens* » (9).

En ce qui concerne les années 1930, Soljenitsyne ne fait exception que pour les trotskystes qui, selon ses mots, étaient « *des politiques pur-sang, on ne peut leur disputer ce mérite* ». Il qualifie d'« *orthodoxes* » tous les autres communistes, prétendument dévoués à Staline et au stalinisme jusque dans les camps et les prisons. Dans ce milieu, il ne trouve que de rares exceptions, qu'il n'a jamais observé lui-même, mais qui lui ont été rapportées par des détenus, passés par les geôles du NKVD dans les années 1937-1938. Il évoque des communistes qui « *crachaient sur l'argent et tous les biens matériels* » et pour qui, en dépit des épreuves endurées, « *la foi communiste était chevillée au corps, c'était parfois tout ce qui donnait encore un sens à leur vie* ». L'un d'eux était le censeur biélorusse Iachkevitch

qui « *bougonnait dans un coin de sa cellule que Staline n'était pas du tout le bras droit de Lénine, mais un chien et que rien n'irait tant qu'il n'aurait pas crevé* ». Soljenitsyne rapporte le récit qu'on lui a fait de l'émigrant hongrois Sabo, commandant d'un détachement de partisans pendant la guerre civile, qui disait à ses compagnons de cellule : « *Si j'étais libre, je rassemblerais mes partisans, je soulèverais la Sibérie, je marcherais sur Moscou et chasserais toute cette vermine.* »

En même temps il affirme que même eux n'ont commencé à y voir clair qu'après leur arrestation et qu'« *aucun d'eux n'a jamais tenté de lutter ne fût-ce qu'un seul jour avant d'être arrêté* » (10).

Tous suiveurs de Staline ?

Certaines circonstances favorisent cette version selon laquelle tous les communistes auraient aveuglément suivi Staline et défendu le stalinisme. Les oppositionnels les plus actifs étaient dispersés dans les camps et les prisons aux côtés d'un réseau serré d'indicateurs. Se reconnaître comme trotskyste, même dans une conversation privée, c'était un risque mortel. Même après la mort de Staline, parler de son activité passée d'oppositionnel, c'était, dans le meilleur des cas, voir confirmer sa culpabilité. C'est pourquoi les mémoires de trotskystes survivants restent discrètes sur leur activité (légitime ou non) d'oppositionnels.

Tout autre est le tableau qui apparaît quand on lit les documents d'instruction des années 1937-1938. On disposerait de bien plus de documents de ce type si la presse « démocratique », après la levée du

(8) Daougava 1980, n° 10-3, *L'Archipel du Goulag 1918-1956*, essai d'investigation littéraire (tome 2), p. 287, YMCA PRESS 1975.

(9) Id., p. 88. M. Baïtalski, à la différence de Soljenitsyne, a vécu personnellement les événements des années 1930 ; il se souvenait que, dès mai 1936, il rencontrait en prison « *de nombreux gamins qui s'étaient réunis pour lire les œuvres de Marx et de Lénine* ». Il en avait pris pour cinq ans de camp (Baïtalski M., *Cahiers pour mes petits-enfants* (manuscrit), p. 150 (note de l'auteur).

(10) Id., pp. 91-94.

secret des archives, ne s'était consacrée à la vaine recherche de documents compromettants pour Lénine et les bolcheviks de l'époque révolutionnaire et non aux manifestations d'opposition à Staline.

L'affaire Landau

Cependant, même peu nombreuses, des publications récentes permettent d'apporter de sérieux correctifs à la version traditionnelle de la grande purge. Ainsi l'instruction et le procès du célèbre physicien soviétique L. D. Landau.

On pourrait penser que ce jeune savant sans parti, plongé dans ses travaux de recherche, devait être bien éloigné de la politique et que son arrestation était un exemple de l'arbitraire total de la répression politique. Pourtant son dossier nous apprend qu'il a reconnu sa participation à un tract antistalinien. Le collègue de Landau, accusé dans la même affaire, le communiste Korets, qui a passé vingt ans dans les prisons et les camps, racontera plus tard qu'il avait rédigé le texte de ce tract destiné à être diffusé dans les colonnes de manifestants du 1^{er} Mai.

Le contenu de ce tract, qui n'est pas moins radical que les documents des trotskystes ou des partisans de Rioutine, mérite d'être publié dans sa totalité :

« *Proletaires de tous les pays, unissez-vous*

Camarades,

La grande cause de la révolution d'Octobre a été trahie. Le pays est noyé sous des flots de sang et de boue. Des millions de gens innocents sont jetés en prison et personne ne peut savoir quand viendra son tour. L'économie se désintègre, la famine s'annonce.

Ne voyez-vous pas, camarades, que la clique de Staline a effectué un coup d'Etat fasciste ? Le socialisme ne subsiste que dans les pages de journaux qui mentent comme des arracheurs de dent. Dans sa haine furieuse du véritable socialisme, Staline a égalé Hitler et Mussolini. En détruisant le pays pour conserver son pouvoir, Staline le transforme en une proie facile pour le fascisme allemand enragé.

La seule issue pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs de notre pays, c'est d'engager une lutte décisive contre

le fascisme stalinien et hitlérien, une lutte pour le socialisme.

Camarades, organisez-vous ! Ne craignez pas les bourreaux du NKVD. Ils ne sont capables que de frapper des détenus sans défense, de capturer des innocents qui ne se méfient de rien, de voler la propriété du peuple et d'inventer des procès stupides sur des complots inexistantes. Camarades, rejoignez le Parti ouvrier antifasciste. Entrez en contact avec son comité de Moscou. Organisez dans les entreprises des groupes du POA. Mettez en œuvre une technique clandestine. Par l'agitation et la propagande, préparez un mouvement de masse pour le socialisme.

Le fascisme stalinien ne repose que sur notre absence d'organisation. Le prolétariat de notre pays, qui a renversé le pouvoir du tsar et des capitalistes, saura se débarrasser du dictateur fasciste et de sa clique » (11).

Même avec la législation russe actuelle, ce tract ne peut être qualifié autrement que comme un appel au renversement par la force du pouvoir (plus exactement de son sommet dirigeant).

Le conseil spécial condamna Landau à huit ans de prison pour l'ensemble des faits qui lui étaient reprochés (en sus de son activité réelle, l'instruction avait inventé une fausse accusation de sabotage). Le fait même d'un verdict aussi léger pour l'époque témoigne indirectement que la préparation de tracts appelant ouvertement à renverser la clique stalinienne n'était pas pour les « organes » un fait extraordinaire (12).

Tracts fustigeant le régime stalinien

Beaucoup d'autres tracts figurent dans les archives du NKVD qui fustigent le régime stalinien aussi impitoyablement que celui de Korets-Landau :

« *Chers camarades ! La vie vous est sûrement devenue follement insupportable*

(11) *Izvestia du CC du PCUS*, 1991, n° 3, pp. 140-147.

(12) Landau passa un an en prison et fut libéré grâce à l'intervention personnelle de l'académicien Kapitsa qui se porta garant pour lui.

table comme à quiconque est capable de penser. Une terreur moyenâgeuse, des centaines de milliers de gens innocents, les meilleurs, les plus dévoués au pouvoir soviétique, torturés par le NKVD et fusillés, et ce n'est rien à côté de ce qui s'annonce !!! Les dirigeants du bureau politique sont soit des fous, soit des suppôts du fascisme qui tentent de dresser le peuple contre le socialisme. Ils ne veulent pas savoir que, ces dernières années, ces méthodes du pouvoir ont ébranlé des millions de gens et transformé des partisans en ennemis jurés. »

« Mémoire éternelle aux héros légendaires de l'Armée rouge, aux camarades Blioukher, Boubnov, Toukhatchevski, Egorov, etc., assassinés par la main sanglante du NKVD. »

« Notre pouvoir... foulant aux pieds la Constitution, arrête des citoyens soviétiques innocents dans leur immense majorité, les déporte et les fusille. Chacun craint de parler, chacun a peur de chacun. Notre pouvoir, c'est Staline et ses fonctionnaires, des lèche-bottes et des vauriens sans honneur ni conscience. »

« Camarades par le sang, chapeau bas et à genoux devant les souffrances du peuple et de nos camarades de lutte. Des rivières de sang et des océans de larmes sont devant vous. La directive du congrès extraordinaire est claire : Staline et les staliniens doivent être anéantis » (13).

Même aujourd'hui, que dire de plus pour caractériser les crimes staliniens ? Dans les tracts rédigés par des gens ou des groupes divers, nous trouvons invariablement non seulement une protestation indignée contre l'arbitraire mais l'opposition clairement formulée entre la clique stalinienne dégénérée et les millions de partisans honnêtes du pouvoir soviétique et du socialisme. Il faut souligner que les auteurs des tracts les signaient soit au nom d'un congrès extraordinaire, soit d'un « Parti ouvrier antifasciste », tentant de donner l'impression de l'existence dans le pays d'une organisation communiste clandestine.

De l'examen des matériaux d'instruction des procès, il ressort que Staline, qui interdisait absolument que soient dévoilés publiquement les motifs politiques réels des opposants, exigeait des enquêteurs qu'ils les mettent à jour complètement.

Informé de ces aveux, il savait ce que pensait de son « socialisme » de nombreux bolcheviks. Et la terreur redoublait.

Ni aveugles ni manipulés

La consultation de nombreuses dépositions montre qu'un nombre significatif de vieux bolcheviks n'étaient ni aveugles ni manipulés. Pour une large part, ce dont on a parlé dans le pays après le XX^e Congrès était déjà clair dès les années 1930.

Dans les dépositions des accusés, tout n'était pas, comme on l'a dit, des « fables » inventées par les juges d'instruction. Bien sûr, ils ne manquaient pas, surtout dans les régions éloignées, d'inventer de piètres affabulations. Mais lorsqu'il s'agissait de conduire le dossier de responsables du parti, les tchékistes avaient pour tâche de recueillir des informations fiables sur leur état d'esprit réel et celui de leur entourage. Ils avaient à leur disposition les matériaux d'un travail de filature sur plusieurs années qui reflétaient les véritables positions des adversaires politiques de Staline.

L'affaire de L. M. Sabourov qui occupait dans les années 1930 deux postes apparemment incompatibles, celui d'adjoint du procureur général militaire et de rédacteur de la *Gazette littéraire*, présente, de ce point de vue, un intérêt particulier. Mais même cet homme, appelé à être sur le plan juridique et idéologique un gardien du régime, partageait en partie l'état d'esprit de l'opposition. Dans les dépositions faites contre lui, il est dit qu'il « *appréciait négativement le régime intérieur du parti, qu'il calomniait les dirigeants, en les accusant d'être des bureaucrates routiniers, oisifs, qui bâillonnaient l'initiative des masses et interdisaient l'expression libre des positions politiques* », il parlait des « *atrocités du GPOu, des fonctionnaires au-dessus des lois* ». Il dit aussi que la famine en Ukraine et dans le nord du Caucase est le résultat « *de la politique impitoyable des dirigeants du parti qui, en collectivisant de force l'agriculture, anéantissent*

(13) Beria, *Fin d'une carrière*, M. 1991, pp. 389-390.

les paysans les plus capables » (14). Tout cela semblerait passible d'une lourde condamnation, ne serait-ce qu'en vertu de l'article « *agitation antisoviétique* ». Néanmoins, peu après sa condamnation à six ans de camp, son dossier a été clos et il a été libéré. Par la suite, il a été rédacteur adjoint des journaux *Krasnaïa nov'* et *Novy mir*, et pendant la guerre, procureur adjoint sur divers fronts.

Bien entendu, une telle indulgence ne s'appliquait pas à de vieux bolcheviks plus haut placés.

Le cas Artouzov

Examinons le cas d'un des plus proches collaborateurs de Dzerjinski, A. Kh. Artouzov, qui avait dirigé dans les années 1920 les opérations « Trust » et « Syndicat », avait attiré en URSS Savinkov et Sidney Reilly et, dans les années 1930, suivait le recrutement d'un groupe de diplômés de l'Université de Cambridge qui ont pendant des décennies transmis de précieuses informations à l'espionnage soviétique.

Artouzov était accusé d'avoir travaillé avec l'espionnage allemand depuis 1925, français depuis 1919, et anglais même depuis 1913. Mais dans cette affaire fabriquée de bout en bout, il y a des passages des dépositions de l'accusé qu'aucun juge d'instruction de Ejov n'aurait pu inventer. Arbouzov déclare que le programme politique que partageaient Boukharine, Rykov, Tolski et Toukhatchevski était de rétablir des concessions étrangères, d'obtenir l'accès des devises soviétiques au marché étranger, de supprimer les limitations à l'entrée et à la sortie des étrangers d'URSS, de permettre le choix des formes d'exploitations paysannes, du kolkhoz à l'exploitation individuelle, de proclamer une large amnistie des détenus politiques et de tenir des élections libres, d'instaurer la liberté de parole, de la presse, de réunion. Comme on le voit, il s'agissait d'un programme politique tout à fait réaliste, orienté non vers la destruction mais vers le renforcement des principes du socialisme. (*Rodina*, 1995, n° 2, p. 87)

(...) Décrivant l'atmosphère de Moscou en 1937, le légendaire espion antifasciste Trepper écrivait : « *Les lueurs d'Octobre s'éteignaient dans les crépus-*

cules carcélaires. la Révolution dégénérée avait donné naissance à un système de terreur et d'horreur où les idéaux du socialisme étaient bafoués au nom d'un dogme fossilisé que les bourreaux avaient encore le front d'appeler marxisme (...). Tous ceux qui ne se sont pas dressés contre la machine stalinienne sont responsables, collectivement responsables. Je n'échappe pas à ce verdict.

Mais qui donc, à cette époque, protesta ? Qui se leva pour crier son dégoût ? Les trotskystes peuvent revendiquer cet honneur. A l'instar de leur leader, qui paya son opiniâtreté d'un coup de piolet, ils combattirent totalement le stalinisme, et ils furent les seuls. A l'époque des grandes purges, ils ne pouvaient plus crier leur révolte que dans les immensités glacées où on les avait traînés pour mieux les exterminer. Dans les camps, leur conduite fut digne, et même exemplaire. Aujourd'hui les trotskystes ont le droit d'accuser ceux qui jadis hurlèrent à la mort avec les loups. Qu'ils n'oublient pas, toutefois, qu'ils possédaient sur nous l'immense avantage d'avoir un système politique cohérent, susceptible de remplacer le stalinisme, et auquel ils pouvaient se raccrocher dans la détresse profonde de la révolution trahie. Eux n'"avouaient pas", car ils savaient que leurs aveux ne servaient ni le parti, ni le socialisme » (15).

Les trotskystes déportés dans les camps

Au cours de l'année 1936, tous les trotskystes jusque-là en exil et en « isolateurs (16) » ont été déportés dans les camps. La vieille bolchevique Z. N. Nemtsov se souvient que, sur le navire qui les emmenait à Vorkouta, elle a croisé un grand nombre de trotskystes. Elle considère qu'elle a eu de la chance d'avoir été condamnée selon l'article

(14) Vaksberg A., *Secrets non dévoilés*, M. 1993, pp. 192-193.

(15) Trepper L., *Le Grand Jeu*.

(16) Prisons spéciales destinées aux prisonniers politiques les plus dangereux (NDT).

KRD (activité contre-révolutionnaire) et non KRDT (activité contre-révolutionnaire trotskyste). Ceux qui portaient le sigle KRDT étaient les plus maltraités, ils subissaient un régime aggravé. C'est ce que notent dans leurs souvenirs de nombreux anciens prisonniers des camps staliniens. Ainsi, Evguenia Guinsbourg dit des condamnés KRDT qu'ils étaient les « *parias des camps. On leur donnait les travaux les plus pénibles, ils n'avaient droit à aucune "responsabilité", parfois, pour les fêtes, on les isolait au cachot.* »

Même Soljenitsyne, quand il énumère les articles désignés par des lettres (articles-sigles) utilisés par le Conseil spécial pour ses condamnations remarque, comme à contrecœur : « *Cette petite lettre "T" rendait ensuite la vie du zek bien plus difficile* » (17).

Le témoignage de Chalamov

C'est Chalamov qui décrit le mieux le sort de ceux qui portaient le poids de cet article. Dans sa *Brève biographie*, il dit que les membres de l'Opposition de gauche étaient ceux qui « *les tout premiers, sacrifiant leur vie, ont tenté d'arrêter le flot sanglant, entré dans l'histoire sous le nom de culte de la personnalité de Staline. Les oppositionnels sont les seuls, en Russie, qui ont tenté d'organiser une résistance active à cette hydre* » (18) (19).

Dans le récit « *Le Gant ou KR 2* », Chalamov écrit avec fierté qu'il était « *un de ceux qui se sont dressés contre Staline* ». Et il ajoute que chez les opposants « *personne n'identifiait Staline et le pouvoir soviétique* » (20).

On ne saurait trouver de description plus acérée du sort qui attendait ceux qui étaient marqués de la lettre maudite que dans les *Récits de la Kolyma* : « *Toutes les escortes de tous les camps du pays lui faisaient la chasse, sans trêve, pas un chef ne voudrait montrer la moindre faiblesse à détruire un tel "ennemi du peuple"* . »

L'un des héros marquants des *Récits de la Kolyma* est l'oppositional Krist, dont le destin rappelle indiscutablement celui de Chalamov.

Condamné une première fois à l'âge de 19 ans, Krist « *avait été classé comme*

appartenant au "mouvement" sur tous les fichiers de l'Union et dès la nouvelle vague d'arrestations, il était parti pour la Kolyma marqué du sigle mortel "KRTD". Il était impossible d'échapper au sort que portait ce sigle. La lettre "T" était une marque, un traumatisme, un stigmate pour lequel il avait été persécuté pendant des années, gardé dans les gisements aurifères de la Kolyma par moins 60°. Il fallait le tuer par le travail inhumain des camps par les coups des gradés, les crosses des soldats d'escorte, les poings des chefs de brigade, les bourrades des coiffeurs et les coups de coude des camarades. » Un nombre incalculable de fois, Krist avait pu constater qu'« *aucun autre article du code n'était aussi dangereux pour l'Etat que le sien, cet article avec la lettre T. Ni la trahison de la patrie, ni le terrorisme, ni tout cet effrayant bouquet d'alinéas de l'article 58. Le sigle à quatre lettres de Krist était le chiffre de la bête à tuer, à abattre.* »

Krist suivait attentivement le sort des rares détenus qui avait survécu jusqu'à leur libération « *bien que marqués autrefois de la lettre T, dans le verdict de Moscou, dans le formulaire-passeport du camp, dans leur dossier pénitentiaire* ». Il savait qu'au terme de sa peine et rendu à la liberté, « *tout son avenir serait empoisonné par cette information sur sa condamnation, ce sigle, cette lettre T, lui fermerait les portes, toute sa vie, en tout lieu, pour tout travail. Cette lettre non seulement le priverait de passeport, mais*

(17) Soljenitsyne A. I., *Œuvres complètes*, tome 5, M. 1991, p. 204.

(18) Chalamov V., *Résurrection du Mélèze*, Paris 1985, p. 13. Voir aussi <http://shalamov.ru/Library/35/> (note du rédacteur).

(19) Il faut préciser que les partisans de l'Opposition de gauche ne se donnaient pas le nom de « trotskystes » mais de « bolcheviques-léninistes ». Chalamov souligne : « *Si j'avais été trotskyste, j'aurais été depuis longtemps exterminé, mais le seul fait de les avoir brièvement côtoyés me marquait au fer rouge.* » Dans les années 1930, Chalamov s'est éloigné de toute activité d'opposition et a été condamné en 1937 illégalement, ce qu'a confirmé sa réhabilitation en 1958 (NDT).

(20) Chalamov, *Le Gant ou KR 2*, M., p. 37.

lui interdirait tout travail, lui interdirait de quitter la Kolyma... » (21).

Le sort des porteurs de ce « sigle » dans les camps était une sérieuse pierre d'achoppement pour Soljenitsyne qui, dans *L'archipel du Goulag*, souligne son désir d'éviter ce thème : « *J'écris pour la Russie sans voix, déclare-t-il, et c'est pourquoi je parlerai peu des trotskystes : ce sont des gens qui savent écrire et ceux qui ont survécu ont certainement rédigé des mémoires détaillés et ils décriront leur dramatique épopée bien mieux que je ne saurais le faire.* » Le cynisme de cette déclaration sera pleinement apprécié sachant que Soljenitsyne n'ignorait pas que sur les milliers de « cadres » trotskystes qui n'ont pas désarmé, on compte un nombre infime de survivants. C'est pourquoi, sur des centaines de livres de souvenirs écrits par les survivants des camps staliniens, on compte littéralement sur les doigts ceux des « trotskystes ».

Pourtant, Soljenitsyne, qui prétendait rédiger une sorte d'encyclopédie de la terreur stalinienne et savait que quelques informations étaient parvenues en Occident sur le sort des trotskystes dans les camps, a jugé nécessaire de dire sur les trotskystes « *quelques mots pour compléter le paysage* ». Nulle part l'écrivain ne se contredit davantage que dans les quelques pages qu'il leur consacre. Après avoir noté « *qu'en tout cas ils étaient courageux* », il s'empresse d'ajouter à ce fait indiscutable le « pronostic a posteriori » traditionnel des anticommunistes : « *Je crains bien, d'ailleurs, qu'au pouvoir, ils nous auraient apporté la même folie que Staline* » (22).

Soljenitsyne et sa tentative de dérision

Tout aussi dépourvu de fondements est un autre de ses jugements, qui suit son récit sur la façon organisée et solidaire manifestée par les trotskystes dans leur lutte contre leur geôliers : « *J'ai comme l'impression (mais je n'y insiste pas) que dans leur "lutte" politique dans les conditions du camp, il y avait une agitation inutile (? V. R.), d'où il résultait une teinte de comique tragique.* » Multipliant les précautions de langage (« impression » « je n'y insiste pas »), l'auteur n'en tourne pas moins en dérision la conduite des

trotskystes dans les camps. (Soljenitsyne n'a pas eu l'occasion de rencontrer personnellement des trotskystes, au milieu des années 1940 il n'en restait pratiquement plus, la plupart avaient été fusillés ou exterminés par le régime auquel ils étaient soumis). Soljenitsyne accompagne de remarques particulièrement acerbes le récit de faits de résistance des trotskystes : leurs chants révolutionnaires au moment des départs, les mots d'ordre antistaliniens qu'ils scandaient, les drapeaux noirs de deuil suspendus dans les tentes et les baraquements pour le vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre, etc. N'ayant lui-même assisté à aucune de ces manifestations (les actions collectives de ce type dans les camps cessèrent après l'extermination des trotskystes), Soljenitsyne écrit, qu'à son avis, il y avait dans ces actions « *un mélange d'enthousiasme hystérique et d'inutilité, qui les rendaient risibles* ». On comprend que l'attachement des détenus à la symbolique bolchevique ait paru « risible » et « hystérique » à l'écrivain qui, dans son « investigation littéraire », décrit avec sympathie les espoirs des détenus d'une intervention étrangère et considère qu'il s'agit là de l'expression d'une réelle opposition au régime. Il doit tout de même conclure son récit ironique sur les trotskystes par cette phrase qui en dit long : « *Oui, il y a eu de véritable prisonniers politiques. Nombreux et sacrifiés.* »

Le temps du premier cercle

Soljenitsyne développe ce thème sous un mode bien plus objectif dans son roman *Le Premier Cercle*, écrit à l'époque où l'écrivain n'était pas encore définitivement passé sur les positions d'un anti-

(21) Chalamov, *Récits de Kolyma*, livre 1, M. 1990, p. 532 (récit « Lida »).

(22) Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag, 1918-1956, essai d'investigation littéraire*, éditions « Ou-Faktoria » Ekaterinbourg 2006, tome 2, pp. 255-259. Cette citation de Soljenitsyne montre clairement sa totale méconnaissance de l'histoire de l'Opposition de gauche ; l'écrivain, visiblement, ignore même ce fait universellement connu que Trotsky et ses partisans étaient opposés à la collectivisation forcée stalinienne (NDT).

communisme primaire. Quand il décrit le caractère et le destin du trotskyste Abramson, la vérité littéraire l'emporte nettement sur les partis pris et les préjugés politiques de l'auteur. Rappelons que la plupart des habitants de la « charachka (23) » décrite dans le roman étaient des détenus de la « vague d'après-guerre », y compris ceux qui avaient servi les nazis. Ils étaient tous anticommunistes, à l'exception du stalinien Roubine et du trotskyste Abramson « *juste à temps réchappé des exécutions, de la mort, de la traque* », qui a survécu par miracle : seul des centaines de ses camarades et compagnons d'idée qui avaient tous péri. Mais si Roubine est constamment la cible de moqueries, il n'en est pas de même pour Abramson. Plus encore, le principal héros du roman, Nerjine, où l'on peut facilement reconnaître Soljenitsyne, ressent involontairement la supériorité spirituelle d'Abramson, bien que celui-ci ne soit pas enclin à partager avec lui ses jugements politiques.

Le roman manifeste une profonde perspicacité littéraire dans la description du monde intérieur d'Abramson qui purge sa troisième décennie de détention. Il considère que la vague d'arrestations à laquelle appartient Roubine et Nerjine « *était grise, c'étaient des victimes impuissantes de la guerre et non pas des gens qui avaient choisi volontairement la lutte politique comme chemin de vie. Il lui semblait que ces gens n'étaient en rien comparables avec ces géants qui, comme lui-même, avaient, à la fin des années 1930, choisi volontairement l'exil sur l'Ienisseï, plutôt que de renoncer aux paroles prononcées aux réunions de parti et d'assurer leur bien-être, chacun avait eu le choix. Ces hommes ne pouvaient pas supporter que la révolution soit défigurée et déshonorée, ils étaient prêts à donner leur vie pour la défendre.* » Il est difficile de parler plus justement du destin des « cadres » trotskystes et de ce qui les distinguait des représentants de tous les courants dissidents ultérieurs en URSS.

En dépit des épreuves qu'il a subies, Abramson, « *au fond de lui, à l'abri de sept remparts, non seulement gardait un vif intérêt, mais souffrait véritablement pour les destinées du monde et de la doctrine à laquelle il avait voué sa vie.* » Ne

trouvant rien de commun dans son monde intérieur avec les opinions des autres habitants de la « charachka », il ne voyait pas de sens à engager avec eux des discussions politiques et les écoutait en silence railler le bolchevisme et la révolution d'Octobre (ce qui, bien sûr, serait inévitablement rapporté aux autorités par les nombreuses balances, mais ne serait pas puni avec la même implacable férocité que la moindre récidive d'idées « trotskystes »). Abramson évitait les discussions politiques parce qu'il était pour lui « *aussi impossible de dévoiler ses pensées cachées, si souvent bafouées, que de leur exposer sa femme dénudée* » (24).

De la surestimation...

Pendant des décennies, l'opinion publique russe et occidentale est restée sous l'influence de calculs statistiques qui, en règle générale, surestimaient largement les chiffres de la répression politique. Les données statistiques reprises d'un livre à l'autre n'étaient pas établies par des spécialistes statisticiens ou démographes mais par des dilettantes en ce domaine, qui passaient sous silence les sources et la méthode qui fondaient leurs calculs.

La surestimation de nombre des victimes de la répression politique n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire. Dans son roman *Le Curé de Tours*, Balzac écrivait : « *Quelques gens d'esprit n'apprendraient peut-être pas sans plaisir les étranges développements que l'abbé Biroteau et mademoiselle Gamard donnaient à leur opinion personnelle (...). Qui n'eût pas ri de les entendre établissant par des raisons bien évidemment à eux (...) qu'il était mort plus de un million trois cent mille personnes sur l'échafaud pendant la révolution ?* » Les personnages de Balzac, cependant, se contentaient d'avancer leur « raisons » dans des conversations privées et ne les publiaient pas dans le monde entier.

(23) Laboratoires intégrés au Goulag et où des scientifiques détenus pouvaient poursuivre leurs recherches. C'est « le premier cercle » de l'enfer stalinien (NDT).

(24) *Novy mir*, 1990, n° 3 pp. 105-107.

Dans son roman *Le Premier Cercle*, Alexandre Soljenitsyne donne les raisons psychologiques pour lesquelles les détenus s'exagèrent de plusieurs fois la population des camps en remarquant ironiquement : « *Les zeks étaient persuadés qu'il ne restait pratiquement plus personne en liberté, sauf les gens au pouvoir et ceux du KGB.* » Cette appréciation personnelle de gens perpétuellement transportés d'une prison de tri et d'un camp à l'autre et y rencontrant un nombre énorme de gens toujours nouveaux a involontairement engendré des mythes qui circulaient parmi les détenus. Soljenitsyne écrit que « *dans les prisons, on est généralement enclin à exagérer le nombre de détenus et quand il en avait réellement seulement 12 à 15 millions, ils étaient persuadés qu'il y en avait 20 ou même 30 millions* (25). Cette dernière phrase constitue une « petite ruse » de Soljenitsyne. Elle a pour but de donner l'impression que l'auteur « objectif », qui dénonçait les exagérations des zeks, donnait quant à lui un chiffre parfaitement fiable. Pourtant, si les zeks multipliaient par un et demi ou deux le chiffre avancé par Soljenitsyne, ce dernier multipliait par cinq ou six le chiffre réel de détenus.

Malgré la parution, dans les années 1990, de nombreuses publications qui donnaient les chiffres réels de la répression politique, la presse « démocratique » continue, pour des raisons politiques évidentes, à utiliser des chiffres arbitraires. Ainsi le journaliste Iouri Feofanov, « dépassant » tous les falsificateurs qui l'avaient précédé, a déclaré à la veille de l'élection présidentielle de 1996 que seize à vingt millions de personnes avaient péri des suites de la répression dans les seules années 1930 et que « *Dieu seul savait combien d'âmes avaient été victimes du pouvoir soviétique* » (26).

Les données concernant le nombre des victimes des années 1937-1938 sont restées secrètes jusqu'au début des années 1990. Tout ce que Khrouchtchev se permit de dire à ce sujet fut d'informer le XX^e Congrès que le nombre de personnes arrêtées sous l'accusation de crimes contre-révolutionnaires avait été multiplié par dix en 1937 par rapport à 1936 (27).

C'est à la réunion du comité central de juin 1957 qu'ont été communiquées, pour

la première fois, des données chiffrées sur le nombre de victimes de la grande purge ; selon ces données, plus d'un million et demi de personnes ont été arrêtées en 1937-1938 et 681 992 fusillées (28). Des chiffres plus précis (1 372 329 personnes arrêtées) figurent sur la fiche de renseignement du président de la commission du comité central, Chvernik, rédigée au début de 1963 (29).

Ainsi, presque un tiers de la répression exercée pendant toute la période soviétique l'a été pendant ces deux années terribles. Encore plus étonnante apparaît la courbe des condamnations à mort prononcées par la Tchéka-Guépéou-NKVD. En sept ans de NEP (1922-1928), il y en a eu 11 271. En 1930, le nombre des fusillés atteint 20 201, puis redescend à 10 651 en 1931 et à 9 285 pour les cinq années suivantes (1932-1936). En 1936, 1 118 personnes sont fusillées pour des motifs politiques. En 1937, le nombre des fusillés est multiplié par 315 (!) par rapport à l'année précédente, il est de 353 074. Il y en a presque autant en 1938 (328 618), puis leur nombre décroît brusquement (4 201) pour 1939 et 1940 (30).

On a fusillé sept fois plus de gens en 1937 et 1938 qu'au cours des vingt-deux autres années de domination stalinienne (940 390 personnes pour les années 1930-1936 et 1939-1953) (31), l'ampleur de la terreur d'Etat pendant la grande purge est sans exemple dans l'histoire humaine...

... à la sous-estimation

En 1991, le responsable de la commission de contrôle du comité central du PCUS, Katkov, a déclaré qu'il y avait eu 116 885 communistes parmi les victimes de la répression en 1937-1938 (32). Ce chiffre apparaît très sous-estimé pour deux raisons.

(25) *Id.*

(26) *Izvestia*, 1996, 3 juin.

(27) *Réhabilitation. Les procès politiques des années 30-50*. M. 1991 p. 34.

(28) *Kommounist*, 1990, n° 1 p. 120.

(29) *Istotchnik*, 1995, n° 1 p. 120.

(30) Archives nationales, 1992, n° 2, p. 28.

(31) *XX^e Congrès du PCUS et ses réalités historiques*, M. 1991, p. 54.

(32) *Pravda*, 1991, 14 avril.

Premièrement, à l'époque, un grand nombre de victimes de la répression étaient exclues du parti avant leur arrestation. Le tableau dressé par Miltchakov est typique : la veille de l'arrestation d'un communiste, le comité de district convoquait les membres de la cellule et leur disait : « *Il faut l'exclure du parti, sinon il sera arrêté avec sa carte en poche* » (33). C'est pourquoi ces gens étaient interrogés et condamnés en tant que sans-parti.

Deuxièmement, parmi les victimes de la répression, il y avait des centaines de milliers de communistes exclus au cours des purges précédentes. A la réunion du comité central de février-mars 1937, Staline déclara qu'il y avait dans le pays un million et demi d'exclus du parti. Dans certaines régions, les exclus étaient plus nombreux que les membres du parti. Par exemple, à l'usine de locomotives de Kolomenskoe, il y avait 1 400 membres du parti pour 2 000 ex-membres. Il est clair que toute l'attention du NKVD était fixée sur ces gens et, plus particulièrement, sur ceux qui avaient été exclus pour leur participation à l'opposition.

En comparant les chiffres sur les statistiques du parti, on peut avoir une vue plus détaillée du nombre de communistes victimes de la répression. Au XVII^e Congrès (février 1934), le parti comptait 1 872 488 membres et 935 298 stagiaires, au XVIII^e Congrès (mars 1939) 1 588 852 membres et 888 814 stagiaires (34). Sans les purges massives et la répression des années 1934-1938, les stagiaires étant devenus membres du parti, celui-ci aurait compté au XVIII^e Congrès environ 2,8 millions de membres (la correction due à la mortalité naturelle ne pouvait prêter à conséquence, 90 % des membres du parti et presque 100 % des stagiaires avaient moins de 50 ans en 1934). De plus, le recrutement dans le parti, suspendu en 1933, avait repris depuis le 1^{er} novembre 1936. Entre cette date et mars 1939, des centaines de milliers de gens qui n'étaient même pas stagiaires en 1934 sont entrés au parti. Dans la mesure

où la grande majorité des gens exclus de 1933 à 1938 ont subi la répression politique, il est aisé d'en conclure que les communistes ont constitué, d'après des estimations minimales, plus de la moitié des victimes de la grande terreur.

Ces chiffres confirment la justesse de l'appréciation de Trotsky : « *Pour établir le régime qui porte à juste titre le nom de régime stalinien, il fallait non pas le parti bolchevique, mais son extermination* » (35).

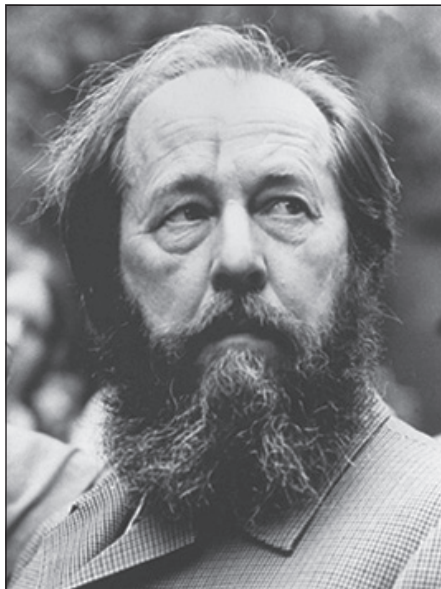
Le destin des communistes qui ont réussi à survivre aux prisons et aux camps staliniens confirme cette thèse. Comme le note A. D. Sakharov : « *A de rares exceptions près, les personnes réhabilitées n'étaient pas admises à des postes de responsabilité, encore moins à participer à la recherche de crimes dont elles auraient été témoins ou victimes* » (36). Pourtant, à l'époque des réhabilitations, de nombreux communistes qui avaient, dans le passé, occupé des fonctions dirigeantes, n'étaient pas plus âgés que les bonzes du parti au pouvoir. Ainsi, l'ancien secrétaire général du comité central de l'Organisation des Jeunes Communistes, A. Miltchakov, réhabilité en 1956, avait un an de moins que Souslov et quatre de moins que Pelche. On aurait pu s'attendre à ce que cet homme, qui avait une grande expérience politique, se voit proposer des responsabilités dans l'appareil du parti ou de l'Etat. Néanmoins, il fut mis à la retraite, tandis que Souslov et Pelche allaient rester encore vingt-cinq ans au pouvoir. Les « nouveaux élus » de 1937 qui occupaient les postes clés dans les années 1950 n'étaient pas le moins du monde enclins à céder la moindre parcelle de leur pouvoir aux bolcheviks libérés des prisons et des camps.

(33) *Réhabilitation post mortem*, p. 141.

(34) *Izvestia* du CC du PCUS 1990, n° 1, p. 88.

(35) Trotsky L. D., *Staline*, tome 2, p. 261.

(36) *Voprosy filosofii*, 1990, n° 2, p. 13.



Alexandre Soljenitsyne



Une manifestation de trotskystes prisonniers des camps staliniens
contre les bureaucrates et les koulaks

Chronique des falsifications

Jean-Jacques Marie

L'universitaire, la Tchéka et la Rolls-Royce

J'ai participé – comme auditeur ! – au cours du mois de septembre à une conférence donnée dans un établissement parisien d'enseignement supérieur et présidée par un universitaire d'un pays de l'Est. Rien ne laissait présager dans le thème traité une incursion dans l'histoire de la révolution russe... lorsqu'en conclusion ou presque, l'universitaire est-européen déclare soudain : « *La Tchéka a été créée en Russie soviétique à la suite du vol de la Rolls-Royce de Lénine par des bandits* », donc, si l'on comprend bien, pour répondre à la violation des intérêts personnels de Vladimir Ilitch. Dès la fin de la conférence je suis allé voir cet honorable universitaire pour

lui rappeler que la Tchéka avait été fondée le 7 (20) décembre 1917 et que le PC britannique avait offert une Rolls-Royce à Lénine en 1921... près de quatre ans plus tard. La fondation de la Tchéka ne pouvait être le produit d'une décision rétroactive ! L'universitaire m'a répondu : « *Ah ! mais c'est ce qu'on raconte chez nous.* »

Pour ce qui est des falsifications dans l'histoire de l'URSS, je ne peux qu'inviter vivement le lecteur à lire l'article de Vadim Rogovine, préfacé par Marc Goloviznine publié dans ce numéro. Il en énumère une impressionnante série...

Trotsky... et Judas !

Dans son roman *Viva*, dont les héros sont Trotsky, Benjamin Traven, Malcolm Lowry quelques autres, Patrice Deville évoque une scène qu'il a vécue lors de son long voyage à travers la Russie. Il se rend à Svajsk, lieu d'une bataille décisive entre les Rouges et les Blancs livrée en août 1918 à laquelle Trotsky prit une part importante. Il écrit :

« *J'écoutais d'une oreille distraite la traduction des propos aberrants d'un historien local ou malade mental, lequel affirmait que Trotsky se livrait ici à des messes noires et rendait un culte à Judas, auquel il avait d'ailleurs fait*

élever une haute statue, heureusement détruite aussitôt son départ par la population de l'île. Et, voyant que je bronchais à ces propos, il n'en poursuivait pas moins ses âneries, où se mêlaient la haine immémoriale du Juif et le souvenir des affiches de la propagande stalinienne, sur lesquelles Trotsky apparaissait en diable enflammé à sabots fendus et queue fourchue, armé d'un trident et menant le peuple russe vers les fourneaux de l'enfer » (1).

(1) Patrice Deville, *Viva*, Seuil 2014.

Un malade mental, né d'un croisement entre un descendant des gardes blancs et des staliniens, peut-être... mais les troubles psychiques de l'historien local n'expliquent pas tout.

La journaliste et écrivain Larissa Reisner participait à la bataille de Svajsk qu'elle raconte dans son livre *Le Front*. L'auteur russe d'une biographie de Larissa Reisner, Galina Prjiborovskaia, écrit :

« *A Svajsk on a érigé une statue de Judas Iscariote. En août 1918 les moines du monastère Ouspenski, l'un des deux monastères de Sviasjk, se soulevèrent. Une statue de Judas Iscariote fut inaugurée le lendemain du châtement infligé au supérieur du couvent, l'évêque Ambrosii. Cette inauguration fut marquée par une parade de deux régiments de l'Armée rouge. La figure rouge-brun en gypse de l'homme au visage altéré tourné vers le ciel, la main tentant d'arracher la corde de son cou, symbolisait le "premier révolutionnaire"*. »

Lev Trotsky ("Ioudouchka Trotsky" comme l'appela Lénine en 1911), après avoir châtié le prêtre, inaugura la statue qu'il avait apportée dans son train blindé. Le seul témoignage documenté de l'inauguration de la statue figure dans les souvenirs de l'écrivain danois Hannin Keller. Deux semaines plus tard, après un raid des Blancs qui faillirent s'ouvrir la route de Moscou, la statue disparut » (2).

Ainsi, alors que Trotsky, avec une Armée rouge encore balbutiante, devait se hâter vers Svajsk pour tenter d'enrayer une offensive victorieuse des Blancs aidés par les légionnaires tchécoslovaques insurgés, il aurait pris le temps de faire édifier une statue à Judas Iscariote, de la transporter dans son train blindé, de la faire installer et d'organiser une parade triomphale en son honneur. Pour tenter de confirmer ce roman-feuilleton, l'auteur de la biographie de Larissa Reisner reprend l'épithète envoyée par Lénine au visage de Trotsky au plus fort de leurs désaccords. Finalement, en faisant fabriquer cette statue Trotsky se serait représenté lui-même en héritier du « premier révolutionnaire »

que Judas n'a jamais représenté pour personne dans le mouvement ouvrier. Mais « Ioudouchka », traduit des décennies par les staliniens en « petit Judas », n'a aucun rapport avec Judas, il renvoie au personnage du roman de Salrykov-Chtchedrine, *La Famille Golovlev* (ou *Les Golovlev*) et désigne un personnage arrogant et prétentieux. Lénine prend alors plaisir à comparer Trotsky à cet individu désagréable... qui n'a rien à voir avec l'homme qui, selon la légende, livra Jésus-Christ pour trente deniers.

Ce médiocre roman-feuilleton appelle trois remarques :

– Larissa Reisner, qui participa à l'opération de Svajsk de bout en bout et la raconte en détail dans *Le Front*, n'évoque jamais cette statue de Judas et son inauguration solennelle. Or, vu son goût du pittoresque, elle n'aurait jamais laissée échapper un pareil épisode.

– Que dans la période très troublée... et très risquée d'août-septembre 1918 un écrivain danois (ou brésilien) ait pu se promener tranquillement à Svajsk est hautement improbable. M^{me} Prjiborovskaia n'indique même pas le titre de l'ouvrage où cet écrivain aurait raconté ce souvenir. Sa source est donc de seconde main ; or, dans la Russie d'aujourd'hui, l'histoire est sujette à des triturages similaires par leur dimension, à ceux de l'époque stalinienne.

– Dans la même collection que la biographie de Larissa Reisner par M^{me} Prjiborovskaia est parue, deux ans après celle-ci, une biographie de Trotsky par un auteur largement hostile à ce dernier mais, dans l'ensemble, sérieux sur le plan des faits (3). Or, dans les pages qu'il a consacrées à Svajsk, il n'évoque jamais cette statue manifestement imaginaire.

(2) Galina Prjiborovskaia, *Larissa Reisner*, Molodaia Gvardia, Moscou, 2008.

(3) Gueorgui Tcherniakovski, *Lev Trotsky*, pp. 235-238.

Questions d'histoire

Questions d'histoire

Des membres de la rédaction des *CMO* se voient souvent poser des questions sur des points d'histoire du mouvement ouvrier précis, concrets, qui peuvent parfois paraître de détail et sur lesquels il n'est pas toujours aisé de trouver une réponse ou une référence adéquate. Ces questions peuvent concerner le mouvement ouvrier de n'importe quel pays, n'importe quelle période, n'importe quel courant. Nous nous efforcerons ici dans la mesure de nos connaissances d'apporter des réponses brèves fondées sur des faits et des citations éventuellement éclairées par des explications sommaires.

Ces questions peuvent porter sur les textes eux-mêmes. Prenons-en deux exemples :

– La première phrase de la première partie du *Manifeste du Parti communiste* est souvent traduite par : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes.* » Or le texte allemand ne dit pas cela, il dit : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes.* » C'est la traduction fort justement donnée par les éditions Science Marxiste. Le « ne que » (nur) ne figure pas dans le texte allemand. Sauf erreur, il vient de la traduction en français du *Manifeste* par Laura Lafargue (la fille de Marx mariée à Paul Lafargue).

– La discussion suscitée par le *Que faire ?* de Lénine accusé de condamner le mouvement « spontané » des masses est viciée par la traduction rituelle du terme russe utilisé par Lénine. On traduit en effet rituellement « stikhiiny » par « spontané » et « stikhiinost » par « spontanéité ». Or cette traduction est erronée. Le *Dictionnaire de la langue russe de l'Académie des sciences de l'URSS* donne de l'adjectif « stikhiiny » la définition façon suivante : « *Qui se rapporte aux phénomènes de la nature au caractère aveugle, inconscient, privé de rationalité.* » Ce mot désigne donc le caractère élémentaire, aveugle, inorganisé, inconscient, d'un phénomène naturel. Et le *Dictionnaire* illustre le sens du mot stikhiinost par deux exemples : « *La stikhiinost des forces de la nature* » et la « *stikhiinost des lois de l'économie capitaliste* » (1). On admettra que les forces de la nature et les lois de l'économie capitaliste sont certes objectives mais ne sont pas « spontanées » et donc pas vraiment de même nature que « la spontanéité » manifestée par la classe ouvrière dans sa lutte. L'historien canadien Lars Lih, soulignant ce point, préfère dans sa traduction de *Que faire ?* garder le mot russe « stikhiinost » pour ne pas faire de Lénine, à partir d'une traduction inexacte, un adversaire de la « spontanéité » dans la lutte des classes.

Nous ne nous limiterons pas aux problèmes de traduction. La suite le montre...

(1) Slovar Rousskogo Iazyka, Moscou, 1961, tome 3, p. 367.

Trotsky, tendances et fractions

Dans son fameux article « *Le "trotskysme" et le Parti socialiste ouvrier et paysan* » du 25 juillet 1939 (*Œuvres*, tome 21, pp. 267-291), Trotsky affirme :

« *Qu'est-ce qu'une fraction ? Une association, momentanément non statutaire, à l'intérieur du parti, de partisans d'une même tendance en vue de convaincre ce dernier de la justesse de leurs conceptions (...). L'existence des fractions entraîne fatalement des frictions et des pertes d'énergie, mais c'est là le prix de la démocratie intérieure du parti. Une direction ayant de l'adresse et de l'autorité s'efforcera de réduire les heurts de fractions au minimum. (...)* Qui interdit les fractions abolit par là-même la démocratie dans le parti et fait le premier pas vers un régime totalitaire. (...)

Toute l'histoire du bolchevisme a été celle d'un libre combat de tendances et de fractions. Les différentes périodes du bolchevisme virent la lutte des partisans du boycottage (des élections à la Douma) et de ses adversaires, des partisans du raptel (des députés), des partisans de l'ultimatum (au gouvernement provisoire), des partisans et des adversaires de l'insurrection d'Octobre, des partisans et des adversaires de la paix de Brest-Litovsk, des communistes de gauche, des partisans et des adversaires d'une politique officielle de guerre, etc. Jamais il ne vint à l'esprit du comité central bolchevique d'exiger de ses adversaires qu'ils "renonçassent aux méthodes propres aux fractions", si ceux-ci estimaient que sa politique était fautive. La tolérance et la loyauté à l'égard de l'opposition a été un des traits les plus caractéristiques de la direction léniniste.

Le Parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions au X^e Congrès (mars 1921) à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du parti. La

bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de "fraction" un épouvantail pour ne pas permettre au parti de penser ou de respirer. »

A ces lignes de Trotsky j'ajouterai quatre précisions :

1) Trotsky est loin de faire la liste de toutes les tendances et fractions qui sont apparues dans le Parti bolchevique, il faudrait y joindre la tendance Centralisme démocratique (les décistes), l'Opposition ouvrière... et d'autres encore.

2) Aucune de ces tendances et fractions n'a demandé l'autorisation préalable à la direction pour proclamer son existence. Une telle idée aurait sans aucun doute fait rire leurs initiateurs... et les autres ! L'une de ces tendances, Les communistes de gauche, fondée par Boukharine, Radek et d'autres en avril 1918, a d'emblée publié son propre journal, *Le Communiste*, diffusé dans le Parti bolchevique et en dehors.

3) En mars 1921, au moment de l'insurrection de Cronstadt et des insurrections paysannes de Tambov, de Sibérie occidentale et d'ailleurs, la Russie soviétique est en effet en danger de mort. Face à ce danger, il faut serrer les rangs sous peine de disparaître... ce qui rendrait la question des tendances et fractions à jamais caduque ! Le provisoire vise à préserver l'essentiel pour permettre dès que possible la reprise de la discussion.

4) L'interdiction des fractions promulguée au congrès de 1921 est explicitement présentée comme liée à cette situation exceptionnelle et donc votée comme une mesure explicitement provisoire dans un paragraphe de la résolution qui reste secret... jusqu'à ce que Staline le rende public en 1924 pour répondre aux besoins de l'appareil bureaucratique en expansion en présentant cette interdiction comme l'expression même du bolchevisme... et permanente.

Pages oubliées

LES POGROMS DANS L'UKRAINE DE 1918

Extraits de *Souvenirs d'une révolutionnaire*
d'Irina Kakhovskaia



Présentation

Irina Kakhovskaia est la petite-fille du décabriste Kakhovski – l'un de ces officiers et républicains qui, en décembre 1825, tentèrent un soulèvement vite écrasé contre l'avènement au trône du tsar Nicolas I^{er}. Kakhovski fut l'un des décabristes pendus. Après avoir été bolchevique pendant quelques mois en 1905, Irina Kakhovskaia adhère, en 1906, au groupe socialiste-révolutionnaire (S-R), dit l'Union des S-R maximalistes, qui prône le recours systématique à l'attentat contre les dignitaires du régime et qui organise un attentat contre le Premier ministre Stolypine, auquel elle ne prend pas part. En avril 1907 elle est condamnée à vingt ans de travaux forcés pour cette appartenance.

La révolution de Février la délivre. En septembre 1917, elle appartient à l'aile gauche des S-R qui rompent avec la majorité des socialistes-révolutionnaires dits de droite et à leur comité central. Les S-R de gauche soutiennent la révolution d'Octobre et entrent, en décembre 1917, au Conseil des commissaires du peuple. Irina Kakhovskaia appartient un moment au comité exécutif central des soviets. Après l'attentat contre l'ambassadeur allemand à Moscou Mirbach, organisé par les S-R de gauche désireux de faire reprendre la guerre contre l'Allemagne, elle est envoyée à Kiev au début de l'été 1918 avec un autre dirigeant, le matelot Donskoï, pour abattre le chef des troupes allemandes en Ukraine, Eichorn. Ils réussissent le 30 juillet et sont condamnés à mort. Donskoï est torturé puis pendu, mais, dans l'Allemagne impériale, toute condamnation à mort d'une femme doit être confirmée par l'empereur en personne. Guillaume II, accablé de soucis face à la désagrégation en cours de l'armée allemande et la menace révolutionnaire, oublie de confirmer la sentence. Sa chute libère Kakhovskaia... qui part alors dans le sud de la Russie préparer un attentat, qui échouera, contre le chef des armées blanches du Sud, Anton Denikine.

Les S-R de gauche ont rompu avec les bolcheviks en mai 1918. En 1921, après l'insurrection des marins de Cronstadt, Kakhovskaia est arrêtée. En mai 1923, elle est exilée pour trois ans à Samarcande avec les dirigeants S-R de gauche Maria Spiridonova, Alexandra Izmailovitch et Ilia Maiorov. Elle en profite pour écrire des *Mémoires* publiées en français par les éditions Rieder. A l'expiration de cette peine en 1926, ils s'installent tous à Tachkent. En janvier 1931, ils sont tous exilés pour trois ans à Oufa par décision du Guépécou.

Leur peine est prolongée deux fois jusqu'en février 1937, date à laquelle les mêmes sont arrêtés et accusés d'avoir constitué un imaginaire et fantaisiste « *centre contre-révolutionnaire panrusse* » doté de sections tout aussi imaginaires à Moscou, Voronège, Kouibychev, Alma-Ata et une demi-douzaine d'autres villes, et d'avoir conclu une alliance aussi fantaisiste avec les mencheviks, les trotskystes et les anarchistes. Ils sont tous condamnés à vingt-cinq ans de camp et internés à Orel, sauf Kakhovskaia internée, par bonheur pour elle, dans un autre camp.

Le 5 septembre 1941, en effet, Staline sanctionne une liste de 157 détenus à fusiller : dont Christian Racovski, Olga Bronstein-Kameneva, sœur de Trotsky et première femme de Léon Kamenev, Alexandra Ismailovitch, Ilia Maiorov, les généraux rouges Kork, Ouborevitch, Gamarnik, Iegorov et d'autres militants, dont une vingtaine de bolcheviks. Ils sont tous fusillés le 11 septembre. Unique survivante du comité central des S-R de gauche, elle est libérée à la fin de 1954, un an et demi après la mort de Staline, et meurt en 1960.

Les pogroms dans l'Ukraine de 1918

Extraits de *Souvenirs d'une révolutionnaire*, d'Irina Kakhovskaïa

L'orthographe et la typographie sont ceux de l'époque.

Petliura ou Denikine ?

« L'énervement dans la ville croissait de jour en jour ; on disait que la Direction Centrale d'Ukraine était déjà partie ; on attendait d'un jour à l'autre l'entrée des Blancs. Kiew subissait son dixième ou onzième changement de régime depuis la Révolution. Pour la population urbaine, les jours les plus terribles étaient d'ordinaire ceux de l'interrègne : pendant les combats pour la possession de la ville les faiseurs de pogroms, les bandits étaient les véritables maîtres de la situation ; et, comme partout en Ukraine, les quartiers juifs avaient particulièrement à souffrir. Les citadins avaient créé un véritable système particulier de protection ; chaque porte cochère était barricadée de planches clouées ; les habitants de la maison organisaient une garde comprenant un à deux fusils ; la garde avait pour mission essentielle de donner l'alarme en cas de danger ; tout un orchestre de bassinoires, de casseroles et de caisses était installé, sur lequel les hommes de garde devaient tambouriner énergiquement, dans l'espoir d'attirer l'attention des voisins et de s'assurer leur aide.

Les Bolcheviks commencèrent à distribuer des armes aux volontaires de la milice, composée surtout par la jeunesse ouvrière, les gymnastes et les étudiants, et dont l'état-major se trouvait à l'Hôtel de Ville. Le grondement du canon se rapprochait sans cesse. Finalement, vers le 20 août, par une magnifique soirée d'été, le premier shrapnell explosa au-dessus de la rue Fundakleever ; puis les explosions se succédèrent ininterrompues, en plein centre de la ville. Le Kreschtschatik et la grande rue Wassilkowskaja furent aussitôt envahis par une foule de soldats

fuyards, qui voulaient gagner les rives du Dniepr pour y prendre la vapeur, ou le pont Darnizk qu'à ce moment les troupes assiégeantes commençaient à bombarder. Bientôt, les rues furent vides ; on entendait verrouiller les portes ; de lourdes plaques d'acier furent installées devant les vitrines des magasins. Obscurité. Cette nuit coûta au peuple bien des larmes et du sang. (...) Personne ne savait encore si c'était Petliura ou Denikine qui le lendemain entrerait dans la ville. Au matin seulement la canonnade s'apaisa, et aux premiers rayons du soleil les troupes de Petliura entrèrent dans la ville silencieuse. Lorsque, tôt dans la matinée, j'arrivai rue Wassilkowskaja, la première chose que je vis fut, baignant dans son sang, le cadavre d'un Juif en habit d'ouvrier ; à tous les coins de rue gisaient les écriteaux rouges avec les noms des rues donnés par les Bolcheviks. Les soldats, de solides gars ukrainiens, s'amusaient avec les femmes du marché, qui leur donnaient du pain blanc et des poires ; des maisons, on leur apportait de l'eau et des alcools.

Juifs fusillés sans jugement

Vers dix heures, tout ce qui pouvait marcher se trouvait dans la rue. Sans cesse arrivaient de nouvelles troupes : de la cavalerie chamarrée, des fleurs piquées dans les crinières des chevaux, officiers en gants blancs ; de l'infanterie, des canons ornés de guirlandes de feuillage et de fleurs. Des parents, des amis se saluaient : embrassements, baisers, souhaits de bienvenue. Mais on ne voyait pas un Juif. Sous forte escorte, hués par la populace du marché, soixante hommes de l'association juive de défense particulière, trouvés à l'Hôtel de Ville, les armes à la main, étaient conduits

au “champ du Supplice (1)” pour être fusillés sans jugement (quelques-uns, arrivés sur la place de l’exécution, purent s’échapper, les autres furent fusillés) ; sur le pavé des rues, dans les escaliers des maisons gisaient les cadavres de ceux qu’on avait assassinés. Avec une insistance féroce, le peuple les recherchait et assouvissait sur eux toute la haine et la soif de vengeance qui, pendant le régime bolcheviste s’étaient accumulées contre les “les suppôts de la puissance soviétique”, d’ailleurs à cette époque en Ukraine, les mots Bolchevik et Juif avaient la même signification ; et la vague pogromique, qui sous l’occupation de Denikine devait atteindre une hauteur invraisemblable, s’explique si l’on considère cette confusion qui s’était établie dans l’esprit de la masse villageoise et citadine. D’une manière générale on peut remarquer que toute la série des pogroms dirigés contre les Juifs furent surtout entrepris et menés par l’armée, la population restant passive et se bornant à montrer une attitude sympathique ; mais l’agitation pogromique du régime qui intentionnellement identifiait Bolcheviks et Juifs aboutit à des excès dont l’abomination reste sans égale.

Au sommet de la Douma (Hôtel de Ville), on hissa le pavillon bleu et jaune de l’Ukraine. Le Batjko (chef) était attendu pour le lendemain.

Repeindre les enseignes en ukrainien

De tous les régimes sans cesse changeants qu’eut à subir l’Ukraine, la domination de Petliura fut la moins sympathique à Kiew, dont la population se composait surtout de travailleurs, d’employés, de bourgeoisie russe et juive. L’ukraïnisation de la vie extérieure n’allait qu’avec une grande difficulté, et les patriotes ne formaient qu’un groupe assez pitoyable, surtout composé d’étudiants. Les commerçants étaient mécontents d’avoir à repeindre leurs enseignes traduites en ukrainien ; les fonctionnaires et employés se voyaient dans l’obligation de suivre un cours spécial de grammaire ukrainienne, et de subir des sanctions très sévères si dans leurs rapports se trouvait fût-ce une faute d’orthographe ; les ouvriers, soup-

çonnés de sympathies pour les Bolcheviks de Moscou, étaient très en défaveur auprès de Petliura. Dès le premier jour vers midi se produisit un incident significatif : une patrouille cosaque, venue d’on ne sait où, répandit l’effroi, arracha le drapeau ukrainien qui flottait sur la Douma et hissa le drapeau national russe. L’atmosphère de fête en fut quelque peu troublée ; on n’osa plus afficher aussi ouvertement ses sympathies pour les séparatistes ; les plus braves raillaient déjà leur triomphe éphémère.

Les Blancs de Denikine remplacent les nationalistes de Petliura

Vers le soir, les troupes de Petlioura, après des négociations avec l’armée des volontaires qui enveloppait Kiew de toutes parts (nul cependant n’avait eu vent de ces négociations), évacuèrent la ville en silence, presque sans être remarquées, et allèrent camper à Swjatoschino. Leur domination à Kiew avait à peine duré vingt heures, et s’était manifestée uniquement par l’assassinat d’une centaine de Juifs. Je pus, deux jours après, voir les troupes de Petliura à Swjatoschino, où je m’étais rendue à pied pour vérifier l’état de notre maison ; elles campaient dans la rue, dans la forêt et jusque dans les villages environnants ; la population leur faisait un accueil des plus sympathiques ; dans les villages, les soldats se montraient particulièrement discrets, payaient largement, disaient qu’ils étaient venus pour venger la liberté et contre les Bolcheviks et contre les généraux tsaristes ; leur départ de Kiew était selon eux une manœuvre opportune : ils avaient abandonné à Denikine la capitale de l’Ukraine par une sorte de convention ; c’est ainsi que leurs chefs avaient exposé la situation.

Le régime à poigne de Denikine

Dès le lendemain du départ des troupes de Petliura, l’aspect de la ville se trouvait

(1) Champ de tir comme notre « Caponnière ».

changé. Des troupes défilaient encore sur le Kreschtschatik, mais leur tenue et leur allure étaient toutes différentes. Ce n'était plus les gars d'Ukraine, peuple et bons garçons, qui se trouvaient là chez eux et blaguaient avec les femmes du marché. En tête venaient des cosaques, regardant la population d'un œil hostile ; puis l'infanterie, visiblement astiquée et parée pour cette entrée triomphale, mais fourbue et sombre sous le regard brutal de ses officiers ; avec des airs de conquérants venaient ensuite les généraux en voiture ; en dernier, de longues files de carrosses et d'anciennes voitures de louage transportant les domestiques et le bagage de Messieurs les officiers ; et tout en queue du défilé, des voitures de paysans avec le "barda" des soldats. On sentait l'installation d'un régime de durée incertaine, mais "à poigne".

Maintenant les habitants pouvaient sans crainte exprimer leurs sentiments ; l'accueil de la bourgeoisie de Kiew fut réellement très imposant : les rues que parcouraient les troupes étaient littéralement jonchées de fleurs ; les maisons des principales rues étalaient une parure de drapeaux et de tapis. Tout le public élégant, qui pendant la domination bolcheviste n'avait pas osé se montrer, affluait maintenant dans les rues. On s'embrassait, on séchait ses larmes, on se signait. Les cloches des églises sonnaient à toute volée. La ville, en cette magnifique journée d'automne, paraissait se réjouir d'une grande fête. Le prolétariat peu conscient et les petits bourgeois, pour qui la fin du régime bolcheviste signifiait uniquement le pain moins cher, se joignaient à l'allégresse générale. Comme la veille les libérateurs étaient bénis et les "Juifs" maudits, et ce mot de "Juifs" semblait contenir des flots de haine.

Les nouveaux occupants accomplirent à la lettre leur programme ; dès leur arrivée ils commencèrent l'agitation pogromique. Vers deux heures de l'après-midi on vit un effroyable défilé sur le Kreschtschatik : entassés dans quelques fiacres, on promena lentement, en les malmenant horriblement, des hommes et des femmes – des Juifs – devant une foule menaçante, difficilement contenue par un cordon de soldats. Des voitures portaient

des cris d'angoisse, des appels au secours. "Pourquoi ? que vous ai-je fait ? c'est seulement parce que je suis Juive ! » criait une jeune femme bien habillée ; son élégante chemisette était en lambeaux ; trois cosaques, installés sur les marchepieds et dans la voiture, la frappaient du plat du sabre pour la faire taire. Partout carillons, fleurs, musique. Les fenêtres de la Morgue, qui donnent sur la Funduklejewskaja, sont ouvertes ; une abominable odeur de cadavre empeste plusieurs quartiers ; d'habiles fourbent chuchotent : "Ce sont les victimes des Bolcheviks qui pourrissent." Une charrette arrive, chargée de cadavres de Juifs ; un flot de gens pénètre à la suite de cette charrette dans la Morgue. Dans la grande salle les cadavres à moitié pourris sont rangés les uns sur les autres comme des planches ; il y a parmi eux des fusillés, mais aussi beaucoup de corps ramassés par hasard dans la rue, cadavres d'inconnus. Devant la foule surexcitée, surtout composée de femmes, un individu quelconque, devant un monceau de cadavres, prononce un discours hystérique.

Le pèlerinage à la Tcheka par les rues Catherine et Lewaschow commence dès le matin et dure plusieurs jours. La Tcheka siégeait dans les mêmes bâtiments qui avaient servi de Q. G. à Eichhorn et Skoropadski. Journalistes étrangers... prétendus intellectuels avec des appareils photographiques... Le simple peuple... Alentour, on n'entend que pleurs et gémissements ; les cadavres à peine ensevelis de gens qui vivaient encore il y a quelques jours sont déterrés ; chacun y reconnaît un parent, un ami ; une mère, l'air égaré, cherche son fils. Des cadavres, des cadavres sans fin. Sur un tas d'ordures dans un coin, le cadavre du gardien de la Tcheka, tué au moment du départ – un Juif. On ouvre les caves : partout des flaques de sang, des débris de bouteilles, des bouts de cigarettes. Tout cela dès le lendemain est reproduit aux vitrines des magasins sur des centaines de photographies, que le peuple regarde bouche bée. L'atmosphère est irrespirable : on craint de dire un mot, de faire un geste de trop ; on se méfie de tout le monde, chacun espionne le voisin. "Là-bas ! Rosa, la tchekiste ! de sa main elle a abattu des prisonniers" crie une voix dans la foule. Et à l'instant une meute effroy-

able de gens hurlant l'entoure, et j'ignore ce que devint la prétendue Rosa. Les témoins oculaires parcourent la ville, racontent et grossissent ce qu'ils ont vu. Partout des pleurs et des sanglots. Jusqu'au lendemain soir la ville est le théâtre d'une formidable agitation antisémite. Les cinémas rouvrent, et le public surexcité ne voit que les images fantastiques de supplices et de tortures. La fourberie envahit tout ; les espions volontaires qui écoutent tout et fourrent leur nez partout empoisonnent tous les rapports des hommes entre eux ; chaque minute devient une souffrance, une torture.

Les massacres de juifs dans la banlieue de Kiev

Chaque jour il me faut prendre le petit train de Swjatoschino. J'arrive là absolument malade des conversations monstrueuses et sanguinaires que je suis obligée d'entendre en route. Dans toutes les campagnes ont eu lieu des massacres de Juifs. Mes compagnons de voyages, campagnards et paysans des villages voisins qui apportent au marché de la ville du lait et des fruits n'arrivent pas à discuter chaque meurtre en particulier ; en bloc ils maudissent les Juifs et appellent sur ce peuple la colère céleste. Le silence même, une simple expression de visage peuvent éveiller les soupçons des voyageurs ; on entend des réflexions soupçonneuses, des questions insidieuses. Dans la ville règne un pogrom "tranquille", qui ne dégénère pas en massacre complet, mais se tient encore en de certaines limites par suite d'un reste d'humanité que n'ont pas détruit toutes les excitations. Chaque jour cependant on peut à plusieurs reprises voir des Juifs, qui ont eu l'imprudence de se montrer dans la rue, frappés en quelque quartier par des troupes de Cosaques ; on les traîne n'importe où et on les laisse

ensanglantés. Les journaux enregistrent quotidiennement que 60 à 70 personnes d'origine juive ont été tuées on ne sait par qui ni dans quelles circonstances.

Nos camarades Juifs du Parti restent dans leurs demeures, et nous pourvoyons à leur subsistance. Il est de toute évidence qu'ils ne pourront participer à notre entreprise de combat, et qu'à la première occasion ils devront quitter Kiev pour Kharkow ou Odessa, où on ne parle pas de pogroms. En attendant, on ne peut quitter la ville ; la circulation par voie ferrée est très imparfaite ; les billets ne sont délivrés que sur certificat de la police assurant que l'impétrant n'a pas participé au mouvement bolcheviste. Nous réussissons à nous procurer de tels certificats, mais même une fois dans le train on ne peut être certain d'atteindre le but de son voyage. Une camarade du Parti qui est allée à Khakow nous écrit de là-bas : "Au nom du Ciel, ne voyagez pas ! mes cheveux avaient blanchi lorsque j'arrivai à Kharkow, telles étaient les horreurs qu'il nous fallut subir chemin faisant. L'Association des "Cent Noirs" sévit particulièrement dans les trains : les voyageurs sont forcés à réciter un "Pater Noster" ou un "Credo" ; ou bien on leur fait prononcer quelques mots russes, particulièrement difficiles pour qui a l'accent juif. Qui est reconnu pour Juif est impitoyablement torturé, et jeté en pleine marche sur la voie. Sur toutes les voies qui mènent à Kiev on peut voir ainsi des centaines de cadavres."

En ville même, ce sont surtout les quartiers périphériques, où la population juive est nombreuse, qui ont eu à souffrir ; quotidiennement on voyait dans les rues – et combien souvent ! – se produire des scènes sanglantes. »

Les intertitres sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.

Notes de lecture

Cyril Garcia, *Amado Granell, libérateur de Paris*, Paris, L'Harmattan, 2016, 165 pages Préface de Michel Goya.

Après un premier ouvrage consacré à la guerre d'Algérie (1), Cyril Garcia, diplômé de l'Institut d'études politiques de Toulouse et doctorant en histoire (université Lumière-Lyon II) vient de publier, chez L'Harmattan, une biographie d'Amado Granell, officier allié d'origine espagnole, ayant participé à la libération de Paris, en août 1944.

L'ouvrage de Cyril Garcia, préfacé par le colonel et chercheur Michel Goya, est le fruit d'un travail de recherches initié il y a plusieurs années. Le jeune historien, d'ascendance espagnole, a tenu à rendre hommage à Amado Granell, grande figure militaire tombée dans l'oubli des deux côtés des Pyrénées. Ce travail s'adresse par conséquent à un public désireux de mieux comprendre le destin exceptionnel d'un homme né en 1898 à Borriana, près de Valence (2), et qui défilera aux côtés du général de Gaulle, dans le Paris libéré. Un ouvrage de Rafael Torres (3), paru en 2007, est l'un des seuls sinon l'unique travail publié à ce jour en Espagne consacré à Granell. Cyril Garcia est le premier universitaire à s'y intéresser en France.

L'ouvrage de Cyril Garcia s'efforce de retracer la vie d'un homme aux idéaux républicains qui n'a cessé de s'engager en faveur de la démocratie. Ce combat, il l'a mené en Espagne, en Afrique du Nord puis en France. En effet, toute l'existence de Granell sera rythmée par les combats. D'abord partisan d'une Espagne qui n'accepte pas la perte de ses possessions ma-

rocaines, il part lutter, en vain, contre les troupes d'Abd-El-Krim et revient du Maroc avec le grade de sergent. La déroute espagnole favorise l'arrivée au pouvoir en 1923 de Primo de Rivera qui, s'il se révèle être un dictateur plutôt modéré (4), voit sa politique échouer : la seconde République est proclamée le 12 avril 1931. Cyril Garcia montre bien comment Granell a su faire sien le renouveau démocratique en Espagne : ralliement aux idées de Manuel Azaña, responsabilités au sein de l'Union générale des travailleurs (UGT). Ce caractère résolument républicain sera le fondement de son engagement contre les troupes nationalistes durant la guerre civile ; il y gagnera ses galons de commandant.

Passons sur les faits d'armes et autres exploits militaires accomplis durant le conflit opposants républicains et nationalistes de juillet 1936 à avril 1939 : Cyril Garcia les recense et rend ainsi un hommage appuyé à un homme dont les

(1) Cyril Garcia, *Trois historiens face à la guerre d'Algérie*. Marc Ferro, Raoul Girardet, Pierre Vidal-Naquet, Paris, L'Harmattan, 2014, 160 pages. Préface de Benjamin Stora.

(2) L'ouvrage est en cours de traduction (catalan).

(3) Rafael Torres, *El hombre que liberó París : Amado Granell y la última batalla de la República*, Madrid, Temas de hoy, 2007, 223 pages.

(4) Voir à ce sujet notre article paru dans le n° 56 des *Cahiers du mouvement ouvrier* : « Primo de Rivera, un dictateur modéré ? », pp. 7-9.

mérites tardent encore à être reconnus. Il précise en effet :

« *De la défense de Madrid à Teruel, en passant par la dernière offensive de Fuenteovejuna, Amado Granell Mesado a été de toutes les batailles de la République [...]. Comme le souligne parfaitement le colonel Ricardo Pardo, actuel directeur du Musée militaire de Castellón [...] : "Avec la libération de Paris, tout le monde a oublié son rôle dans le conflit où son action fut d'une grande importance" (5) ».*

Si Cyril Garcia s'efforce de rappeler l'importance du commandant Granell lors de la guerre civile espagnole, il s'intéresse surtout à son engagement ultérieur, la « période française » de Granell qui rejoint Oran dès la victoire franquiste. Une nouvelle existence commence, relatée en détails par Cyril Garcia, qui dresse notamment un portrait intéressant et détaillé de la communauté espagnole réfugiée en Algérie française, bien différente de celle ayant pris la route des Pyrénées (6). L'opposition au régime de Vichy, qui sévit jusqu'en Afrique du Nord, fait de Granell un acteur essentiel de la lutte contre le nazisme. Opération Torch, campagne de Tunisie, Corps francs d'Afrique, Deuxième Division blindée, la *Nueve*, le débarquement, la Normandie, la libération de Paris : Granell est de toutes les luttes.



Amado Granell

Cyril Garcia achève son ouvrage en montrant comment Granell, une fois les combats achevés, s'engage en faveur de la démocratie en Espagne. Il ne verra pas la fin du franquisme : sa mort, dans des conditions qui laissent place au doute, en mai 1972, va avoir assez peu d'écho. Décoré de la Légion d'honneur quelques années auparavant, sa disparition suscite l'émotion en France, le silence en Espagne.

Cyril Garcia signe un ouvrage fort intéressant et ne cache pas sa fascination pour un homme qui a toujours affirmé sa volonté de mettre à bas le fascisme, au sud comme au nord des Pyrénées. Nous pourrions presque affirmer que Cyril Garcia donne dans son livre la place que Granell mérite.

Mathieu Gérard

Lycée franco-allemand,
Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)
Université de Haute-Alsace, Mulhouse
mathieu.gerard@uha.fr

(5) Cyril Garcia, *Amado Granell, libérateur de Paris*, Paris, L'Harmattan, 2016, p. 61.

(6) Voir notamment le chapitre 2 de l'ouvrage (« 1940 et 1942, Granell à Oran ou survivre sous Vichy »), pp. 68-70.

